



L'engagement

chez les jeunes en précarité économique dans
les territoires ruraux

Que mettent-ils en gage ?

Avec le soutien de



PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES



On s'engage par ce qui nous affecte, par ce qui nous traverse.
Il faut donc trouver par quoi nous sommes traversés.¹

Miguel Benasayag,
« De l'engagement dans une époque obscure », 2012



¹ Miguel Benasayag, « De l'engagement dans une époque obscure », conférence Université populaire de Bruxelles, 12/03/2012



Sommaire

- 4 L'engagement chez les jeunes en précarité économique dans les territoires ruraux.
Que mettent-ils en gage ?
- 6 **1. S'engager, c'est mettre de soi en gage**
Du gage à l'engagement
L'engagement chez « les jeunes » ...
... et chez « les jeunes en précarité économique »
S'engager, c'est faire dialoguer des engagements : mises en situations
Prendre au sérieux les engagements pris par les jeunes
- 16 **2. L'engagement, un choix ?**
Et si s'engager, c'était ne pas avoir le choix ?
“Portrait de Katia
Ne pas savoir dans quoi on s'embarque
L'engagement, une adaptation au contexte
“Portrait d'Eugénie
Les risques d'une mésinterprétation de l'obligation à s'engager
L'engagement, le désengagement, le non-engagement : des actes responsables
“Portrait de Léa
- 28 **3. L'engagement, une prise de risque**
Les mises en sécurité
“Portrait de Christophe
Faire pour les autres
“Portrait de Fry
Faire avec les autres
“Portrait de Tian Bai
Investir dans l'avenir
“Portrait de Monicode
- 40 **4. L'engagement, une réciprocité**
Pas d'engagement sans réciprocité
“Portrait de Yann
Quand s'engager, c'est reconnaître et être reconnu
“Portrait d'Ewen
« Tu existes ici. A Lyon, tu n'es personne »
Quand le « public » relève de la sphère privée, un déni de reconnaissance de l'engagement ?
“Portrait de Chloé
- 55 **5. Points de repère**



L'engagement chez les jeunes en précarité économique dans les territoires ruraux. Que mettent-ils en gage ?

Motivée par nos échanges avec la DRDJSCS² Auvergne-Rhône-Alpes, l'étude veut saisir une pluralité de formes d'engagement chez les jeunes dans les territoires ruraux, en déterminer les motivations et incidences dans le parcours des jeunes rencontrés et repérer les conversions possibles de ces engagements dans les dispositifs déjà à l'œuvre.

Définir les territoires ruraux

Dans cette étude, la focale est portée sur les jeunes vivant dans les territoires ruraux. C'est au fil des échanges avec la DRDJSCS que l'importance de l'attention portée au territoire est apparue pour le commanditaire.

Cet intérêt est apparu pertinent pour la MRIE. Pour autant, nous considérons que les jeunes sont dans les territoires ruraux comme ailleurs, ils agissent en fonction des conditions qui leur sont proposées, du contexte qui les entoure.

Justement, qu'en est-il dans les territoires ruraux ? Et plus encore, qu'en est-il pour des jeunes en difficulté économiques qui tentent pourtant de s'engager. En quoi le territoire peut-il leur offrir des possibles comme leur dénier un ensemble d'opportunités ?

Pour rappel, nous nous référons à la définition des territoires ruraux telle que conçue par le CESE : « Si les territoires ruraux sont divers (périurbain, littoraux peu denses, montagne...), des caractéristiques communes (faible densité, importance des espaces naturels, éloignement de certains services) justifient l'existence de la notion de territoire rural. Celle-ci va, selon l'acception retenue, de communes de densité moyenne proches de grandes villes à des territoires éloignés de celles-ci et très peu denses : les zones rurales peu denses regroupent 55 % des communes et 30 % de la population selon la typologie européenne élargie de l'INSEE, et les zones rurales très peu denses 36 % des communes et 4 % de la population. »

Source : Bertrand Coly, Danielle Even, Place des jeunes dans les territoires ruraux, CESE, 2017, p.12.

Le travail proposé s'articule ainsi autour de deux objectifs principaux :

1. Rendre visibles les engagements que les jeunes assument effectivement

Il s'agit ici de :

- Comprendre ce que les jeunes rencontrés appellent « l'engagement » et de croiser la multiplicité des sens et des formes que la notion prend dans l'expérience et les représentations des personnes ;
- Capter des « parcours d'engagement » permettant de voir comment l'engagement prend naissance, les supports qu'il nécessite ;
- Observer si les engagements pris par les jeunes rencontrés leur offrent une plus-value, si oui, quelle est-elle et dans quelle(s) sphère(s) de leur existence peut-elle être significative (poursuite du parcours de formation ou professionnel, estime de soi, ...).

² Direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale



2. Proposer des pistes pour relier certains de ces engagements à des engagements formels déjà existants

Il s'agit ici de :

- Saisir en quoi ces engagements déjà pris influent sur le parcours des jeunes concernés et peuvent rencontrer/se confronter aux dispositifs existants ;
- Approcher les perceptions qu'ont les jeunes rencontrés des dispositifs existants (accessibilité, attractivité, légitimité à y prétendre, ...) ;
- Déterminer comment les engagements pris (ou qui ne peuvent l'être) par les jeunes peuvent être traduits, convertis dans le cadre des dispositifs existants, particulièrement dans le cadre du service civique.

Ce sont donc différentes formes d'engagement (du micro au plus significatif), parfois concomitantes, qui seront observées :

- L'engagement au travers du contrat formel : avec un établissement scolaire, avec un employeur, avec une institution d'hébergement, une association ... ;
- L'engagement au travers du contrat moral : avec ses formateurs, éducateurs, employeurs, entourages familial, professionnel, amical passé et présent, ... ;
- L'engagement envers soi-même et envers son avenir : la résolution de possibles conflits de légitimité, la projection de l'image de soi, la planification d'un parcours professionnel, la perception de sa place dans la société, ... ;
- L'engagement solidaire envers d'autres (considérés comme plus fragiles, plus « en galère » que soi).

Pour ce faire, le travail comprend trois temps. Le premier revient sur la notion d'engagement afin d'en saisir, *via* l'historique du terme et ses usages, les sens communs et le sens expérientiel pour les jeunes. Le deuxième est consacré aux expériences vécues d'engagement par les jeunes enquêtés. Cette partie s'ordonne autour de trois éléments structurants de l'engagement et elle est jalonnée de courts portraits de certains des jeunes rencontrés. Enfin, le troisième temps propose des points de repères pour mieux articuler les engagements des jeunes et aider à leur traduction dans les dispositifs existants, quand cela s'avère pertinent pour les jeunes eux-mêmes.

Repères méthodologiques

Pour répondre aux objectifs de l'étude, nous avons procédé par entretiens semi-directifs auprès de 12 professionnels et par entretiens de type biographique auprès de 12 jeunes. À ces entretiens se sont adjoints un entretien collectif auprès de 8 jeunes et des entretiens informels auprès de deux groupes de jeunes et de 4 autres jeunes en individuel. Pour fonder notre analyse, nous nous sommes essentiellement appuyés sur le vécu des jeunes et la lecture qu'ils en font ainsi que celle véhiculée par les professionnels de terrain en lien quotidien avec eux.

Nous avons fait le choix de mener des observations et des entretiens multi-situés non pas dans une visée comparative mais pour saisir la pluralité des situations différentes et des territoires. Ainsi, les jeunes et professionnels ont été rencontrés dans les départements de la Haute-Loire, du Cantal et de l'Ardèche.

En parallèle, un travail de recherche bibliographique a permis de (re)dessiner les contours de la problématique étudiée au regard de ce qui a déjà été travaillé par d'autres.



1 S'engager, c'est mettre de soi en gage

« Rien que le fait d'être là, d'avoir pris un rendez-vous avec moi, de discuter, de m'enregistrer d'ailleurs (*rires*), ça tient déjà d'un engagement, pour vous et pour moi. Donc l'engagement, ça peut être plein de choses. Ce n'est pas juste Service civique, Service civique à l'étranger ou apprentissage. »
Ewen

Au regard de la note de cadrage ci-dessus, on voit dès lors que l'engagement tel qu'il va être travaillé dans l'étude est envisagé de manière extensive. Le parti-pris initial de l'étude est de considérer aussi bien les modes d'engagement formels, dans lesquels on retrouve généralement la notion, que des modes plus silencieux, plus implicites.

Si le champ sémantique de l'engagement est large, il a évolué à tel point qu'il est le plus souvent utilisé aujourd'hui pour signifier une prise de position ou de combat dans des luttes idéologiques, politiques, syndicales, sociales ou culturelles et ce dans un mouvement le plus souvent collectif³.

Pour autant, il est malaisé de trouver une définition de l'engagement tel que décrit ci-dessus. L'Institut de l'Engagement⁴ lui-même n'en propose aucune qui soit clairement présentée. Et, dans le même temps, tout le monde semble savoir de quoi on parle quand on parle d'engagement. Alors il faut enquêter en glanant les termes et les expressions les plus utilisés pour remonter le fil jusqu'à saisir quelles réalités ils sont censés décrire. « Capacité d'initiative », « porter un projet », « sens des responsabilités » pour l'Institut de l'Engagement. Ou encore, « participer », « mobiliser », « proposer, initier, s'impliquer, animer » pour les brochures des semaines de l'engagement lycéen.

Cette acception de l'engagement semble être celle qui fait l'unanimité à l'heure actuelle. Cependant, elle n'aborde qu'un pan très restreint et très contemporain de ce que recouvre la notion. Cette définition de l'engagement relève de la philosophie morale dans laquelle l'engagement désigne la participation active, de par ses convictions profondes, à la vie sociale, politique, religieuse ou intellectuelle de son temps. L'exemple type en est l'engagement sartrien. Initialement, cette utilisation parcellaire de l'engagement désigne un mouvement puissant, elle a quelque chose de sacrificiel, de viscéral. C'est l'engagement qui ne peut pas ne pas advenir au risque de nier son humanité et ses convictions profondes.

Nul doute que cet engagement-là demeure. Nul doute aussi qu'il ne puisse pas recouvrir l'ensemble des dispositifs, institutions évoqués plus haut, pas plus qu'il ne doit concerner tous les engagements pris par les jeunes (et par les autres).

C'est pour cette raison que nous souhaitons revenir brièvement sur la notion pour la déplier et saisir, sans exhaustivité, nombre de ses sens.

Du gage à l'engagement

C'est du croisement du francique *waddi* (dépôt) et du latin *vas, vadis* (caution) qu'est issu l'ancien français *gwage, guage* vers 1130 dans le sens d'« objet mis en dépôt en échange d'une garantie »⁵. Retraçant l'histoire du terme engagement, Bernard Cerquiglini⁶ précise que, fondée sur la parole, la

³ Claude Giraud, 2011, *Qu'est-ce que l'engagement ?*, Paris, l'Harmattan.

⁴ L'Institut de l'Engagement est une association créée en 2012 à l'initiative de Martin Hirsch, qui repère des jeunes qui se sont engagés dans une mission au service de l'intérêt général et les accompagne dans leur projet d'avenir.

⁵ Dominique Ancelet-Netter, 2010, *La dette, la dîme et le denier : une analyse sémantique du vocabulaire économique et financier au Moyen-Âge*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

⁶ Bernard Cerquiglini, « Savez-vous à quoi l'engagement engage ? », *De ligne en ligne*, n°23, BPI, avril-septembre 2017, pp.12-13.



société médiévale s'est donnée le moyen de cautionner cette dernière : le gage est la version matérielle de l'otage. Au XII^{ème} siècle, gager est renforcé par le préfixe en-, qui indique un mouvement : engager, puis s'engager. On en tire deux emplois dérivés à valeur plus générale. Celui de « se lier par une promesse formelle » : engager sa responsabilité, s'engager à payer ses dettes, tout serment engage un homme d'honneur (Académie française). Celui, ensuite, de « lier quelqu'un (par promesse ou convention) ».

À partir du XVI^{ème} siècle, le verbe engager développe un second type d'emploi. Mettre en gage, c'est aliéner un objet ; promettre, c'est aliéner sa liberté. (S') engager prend dès lors l'acception de « (faire) pénétrer dans quelque chose qui retient ». Ce n'est qu'au XII^{ème} siècle qu'apparaît le substantif engagement dont le sens général, en droit, recouvre le « lien dû à une promesse, une convention, etc. en vue d'une action ou d'une situation ». Puis il y a l'emploi dérivé qui désigne l'entrée dans un espace resserré ou une situation difficile, faisant perdre liberté de jugement ou d'action.

Mise en gage, choix d'une direction à prendre, commencement, acte qui manifeste et matérialise le choix effectué, constituent donc les quatre composantes sémantiques de l'engagement en conclut Cerquiglini.

Cette mise au clair nous permet de relire l'acception moderne de l'engagement sous un autre angle : « un mode d'existence dans et par lequel l'individu est impliqué activement dans le cours du monde, s'éprouve responsable de ce qui arrive, ouvre un avenir à l'action. [C'est] un acte par lequel l'individu se lie lui-même dans son être futur, à propos soit de certaines démarches, soit d'une forme d'activité, soit même de sa propre vie »⁷.

Un détour par la langue anglaise⁸ permet de saisir à quel croisement se situe la notion d'engagement telle que nous voulons l'approcher. En anglais, plusieurs termes sont usités : le terme *engagement* qui signifie une obligation imposée de l'extérieur (comme un contrat par exemple) que l'individu peut accepter, souhaiter, rechercher mais par lequel il est contraint. Il y a aussi le terme *involvement* qui renvoie à un acte délibéré, un choix effectué par l'individu en vue de s'investir, d'être pleinement concerné par ce à quoi il s'engage alors qu'il aurait pu ne pas le faire. Puis il y a le terme *commitment* qui se situe à la lisière de l'obligation, de l'acte délibéré et de la promesse. L'individu s'engage car l'horizon d'une promesse se dessine qu'il ne peut atteindre sans s'engager.

Ces trois déclinaisons de ce qui est appelé « engagement » en français rappellent qu'en dépit des configurations, des motifs, à travers l'engagement, c'est toujours soi-même que l'on engage⁹. Marc Anglaret souligne qu'« on ne parle pas d'engagement lorsque qu'on engage quelque chose ou quelqu'un d'autre. L'engagement est le fait de "donner en gage" ; m'engager signifie donc "me donner moi-même en gage" ». Le philosophe demande alors que chacun s'interroge sur les risques que prend celui qui s'engage : « Que gage celui qui s'engage ? Qu'a-t-il à perdre dans le fait de s'engager ? Ou plutôt, que signifie exactement le fait que ce qu'il gage, et donc en un sens ce qu'il a à perdre, c'est lui-même ? »

Travailler sur l'engagement, en l'occurrence des jeunes, revient ainsi à se questionner sur ce qui les motive à effectuer une telle mise en gage, à prendre un tel risque. Cela consiste aussi à se demander quelle part d'eux-mêmes ils engagent (la totalité de leur être ou leur statut social, etc.), les coûts, bénéfiques et promesses vécus et attendus de cette mise en gage, le pari qu'ils font en termes d'investissement et auprès de qui ils sont prêts à le faire.

⁷ Jean Ladrière, 1990, « Engagement », *Encyclopaedia Universalis*, Corpus 6, p.102.

⁸ Aymeric Luneau, 2013, « Engagement », in Casillo I., *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS *Démocratie et Participation*.

⁹ Marc Anglaret, « L'engagement », in *L'Atelier Philosophique*.



L'engagement chez « les jeunes » ...

En raison de cette évolution sémantique, la notion d'engagement convoque la prise de responsabilité, l'aboutissement de la construction identitaire et, ce faisant, elle évoque le « monde des adultes »¹⁰. C'est ce que l'on retrouve dans les entretiens auprès des jeunes enquêtés, pour lesquels formuler leurs engagements en utilisant le terme engagement n'avait rien de naturel. Dans les discours, l'engagement, cela concerne bien souvent les autres : plus âgés, plus matures. Toujours suivant cette conception très normée de l'engagement, elle demande aussi une mise à distance de sa situation, une prise en compte d'autres valeurs plus générales qui dépassent sa situation personnelle. S'engager nécessite de prendre de la distance par rapport à soi et simultanément de posséder un certain nombre de connaissances des institutions, des procédures et des organismes ; que ce soit pour s'y engager, ou pour les contester. S'engager suppose ainsi un nombre de compétences dont on peut supposer que ni les jeunes, ni les moins jeunes ne les possèdent en totalité ou ne les conscientisent.

En parallèle de cette acception très exigeante de l'engagement tel qu'il est valorisé aujourd'hui, la SOFRES, dans son étude sur le rapport des jeunes à l'engagement¹¹, détermine plusieurs catégories d'engagement. Elles sont plus modestes et plus proches de la réalité de certains jeunes. Il y a d'abord les engagements-détente (clubs de loisir, club lycéens, etc.) qui s'inscrivent dans une continuité de parcours et en cela, sont perçus comme plus faciles ou plus naturels. Les engagements caritatifs dans lesquels les jeunes peuvent s'être déjà engagés, généralement à l'initiative des parents ou de l'école. Enfin, les engagements « politiques » qui concernent les associations contre le racisme, les ONG, les droits de l'homme et qui sont mis en avant essentiellement par les étudiants. Cette catégorisation demeure tout de même dans le carcan d'une vision très restreinte et très institutionnalisée de l'engagement.

Ce n'est certainement pas sans rapport avec l'accentuation des injonctions à l'engagement ou à la participation qui véhiculent des représentations des jeunes et formulent des attentes à leur égard¹² :

« Y'a une mode avec tous ces dispositifs. Je ne sais pas si c'est quelque chose qui est descendu ou si c'est une volonté qui répond à un besoin. Je pense qu'il y a un peu des deux. Mais y'a aussi, avec la présidence actuelle, la volonté de mettre le paquet sur le Service civique. [...] Le "tu dois faire quelque chose", c'est quelque chose que j'ai entendu, y'a une vraie pression sociale. [...] On n'a pas d'emploi pour vous mais vous ne pouvez pas rester là à rien faire, donc engagez-vous. »

Professionnelle

Dans ce contexte où l'engagement des jeunes est à la fois critiqué et exigé, des travaux de recherche montrent qu'il n'a pas diminué, mais qu'il s'est plutôt transformé¹³. À ce sujet, Valérie Becquet rappelle non seulement le peu de travaux s'intéressant de près à l'engagement des jeunes, mais aussi une tendance à adopter une vision traditionnelle de l'engagement en le référant aux champs politique et civique, alors que les registres de qualification des pratiques n'en relèvent pas nécessairement ou s'agentent avec des registres plus personnels.

C'est pour cela que Jean-Claude Richet¹⁴ rappelle qu'« aujourd'hui, les jeunes s'engagent, mais autrement ». Pour saisir cela, il faut, selon lui, se détacher d'une vision de l'engagement exclusivement politique ou encore syndical et associatif ; se dégager donc de « cette confusion entre engagement politique et engagement en général ». Pour cela, il invite plutôt chacun à se pencher sur les signaux

¹⁰ Didier Lapeyronnie, 2005, « L'engagement à venir », in Valérie Becquet et Chantal De Linares, *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, Paris, L'Harmattan, pp.35-53.

¹¹ Le rapport des jeunes à l'engagement, SOFRES- Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, septembre 2002

¹² Valérie Becquet, Martin Goyette, « L'engagement des jeunes en difficulté », *Sociétés et Jeunesses en difficulté* [En ligne], N°14 | Printemps 2014

¹³ Valérie Becquet, 2014, *Jeunesses engagées*, Paris, Syllepse.

¹⁴ Jean-Claude Richet, « L'engagement des jeunes aujourd'hui », *les cahiers de l'action*, n°1, Des ressources pour l'engagement et la participation et des jeunes, Injep, mars 2005.



d'un « nouveau régime des formes d'engagement dans notre société caractérisé par des formes d'adhésion plus labiles. » L'engagement serait devenu plus réflexif, plus critique¹⁵. L'individu, souhaitant rester autonome, est davantage pragmatique¹⁶ et s'engage à une échelle microsociale.

► De nouvelles formes d'engagement

Prenant acte du processus d'individuation des sociétés contemporaines, Jacques Ion a travaillé l'actualité de la notion d'engagement. Passant de l'individu anonyme à l'individu singulier, chacun développe une réflexivité qui influe sur les nouvelles formes et modes d'engagement. À cette réflexivité accrue se juxtaposent, selon l'auteur, une déconnexion progressive de la sphère associative et de la sphère politique et le passage d'un mode d'organisation verticale et hiérarchisée des associations à des réseaux plus horizontaux, voire à des collectifs éphémères et peu structurés. Il observe alors que si l'engagement n'a rien perdu en vitalité, il suppose même l'inverse, il s'est par contre déplacé dans ses formes. Ion voit se développer un « engagement post-it » (court, passager, nomade) et « *affranchi* » (qui évite toute affiliation à un groupe d'appartenance) en opposition à un « *engagement timbre* » (sur le temps long) et « *affilié* » (inscrit dans une appartenance idéologique et politique).

Jacques Ion, 2012, S'engager dans une société d'individus, Paris, Armand Colin.

... et chez « les jeunes en précarité économique »

Dans ce paysage entre incitations à s'engager et mutations de l'engagement, qu'en est-il des jeunes et plus particulièrement des jeunes les plus en difficulté ? Fruit d'une collaboration entre l'INJEP et le CRÉDOC, le Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2016¹⁷ fournit un ensemble de données éclairantes. Le baromètre montre que les jeunes les plus en retrait de la vie citoyenne sont aussi les plus précaires. Logiquement en quête d'insertion professionnelle, ils apparaissent éloignés des formes de participation à la vie publique. Plus encore, leur mise à distance ne concerne pas que la participation à la vie publique. Ils se tiennent à l'écart des dispositifs et des institutions, un tiers ne souhaitant pas être aidé par les pouvoirs publics (contre 12 % chez les autres jeunes) et près de la moitié n'étant pas informés sur leurs droits au cours des 12 derniers mois (47 %, contre 23 % chez les autres jeunes). D'ailleurs, ils ne connaissent pas exactement les prestations et aides sociales auxquelles ils pourraient prétendre. Enfin, concernant les dispositifs, l'un d'entre eux, le Service civique, est soumis aux enquêtes : seuls 15 % des jeunes en situation de précarité se disent intéressés par le dispositif, contre près de la moitié des autres jeunes (49 %).

Les entretiens conduits dans le cadre de cette étude recourent d'ailleurs ces données. Quand le Service civique est évoqué auprès de 8 jeunes en Garantie Jeune, aucun d'entre eux ne sait ce qu'est le Service civique :

Clara, 18 ans - Je ne sais déjà pas ce que c'est un Service civique !

Caroline, 20 ans - C'est comme un petit travail mais sur un an. Ou c'est du bénévolat ? C'est du bénévolat payé !

¹⁵ Valérie Becquet, Chantal de Linares, 2005, *Quand les jeunes s'engagent, entre expérimentations et constructions identitaires*, Paris, L'Harmattan.

¹⁶ Jacques Ion, 1999, *La fin des militants ?* Paris, Éditions de l'Atelier.

¹⁷ Nelly Guisse, Sandra Hoibian, Francine Labadie, Joaquim Timoteo, *L'engagement des jeunes : une majorité impliquée, une minorité en retrait*, INJEP, Études et synthèses, n°36, novembre 2016.



Céline Bellot et Patricia Loncle¹⁸ rappellent que le fait que les jeunes en difficulté soient moins fréquemment inscrits dans des formes d'engagement repérées et repérables que des jeunes plus favorisés conduit à les considérer comme nécessairement désengagés et à renforcer au passage leur position d'acteur faible.

Ainsi, les jeunes les plus engagés ou les plus à même de répondre aux injonctions à la participation sont généralement les plus diplômés ou encore les plus intégrés socialement et économiquement. Leur profil social met en évidence le caractère socialement sélectif de l'engagement qui joue en défaveur des jeunes qui n'en sont pas détenteurs.

Si les travaux précédents de la MRIE corroborent ces propos, ils mettent simultanément en lumière que bien que considérés comme désengagés, les jeunes en difficulté sont particulièrement engagés mais dans des engagements non-reconnus, invisibles ou dévalorisés.

Par exemple, lors de l'étude conduite sur le contrat Emploi d'avenir dans la ville de Villeurbanne auprès de jeunes en contrat, au-delà de l'engagement dans le contrat, ce sont surtout les engagements antérieurs que le contrat permet de tenir qui sont apparus essentiels aux yeux des jeunes enquêtés. Cette donnée recueillie au cours des entretiens avec les jeunes a été appuyée par la passation d'un questionnaire auprès de tous les jeunes en Emploi d'avenir dans la ville. Les résultats du questionnaire signalent que 57 % des jeunes répondants au questionnaire aident financièrement leurs parents quand bien même ¼ de ces jeunes ne vivent plus au domicile familial. C'est ce que spécifiait Mélissa lors de l'entretien conduit avec elle, quand elle nous disait qu'avec ce contrat : « *Je peux aider ma mère [...]* Elle travaille mais bon payer les factures, le loyer ». Il en va de même pour Hourciati :

« Déjà quand je vivais chez elle, je lui donnais beaucoup plus (*à sa mère*), mais même maintenant, même quand j'ai des mois difficiles, y'a toujours pour ma mère, ça c'est obligé. Mon père, je ne lui donne pas forcément. S'il demande et qu'il en a besoin, oui. Mais je me dis que je ne suis pas dans l'obligation parce que ce n'est pas lui qui m'a donné un toit et à manger. [...] Ma mère, le toit et à manger, c'était déjà beaucoup pour elle. Elle n'allait pas me donner autre chose derrière. Quand même, une fois, elle a pris l'initiative de me payer le CAP par correspondance, que je n'ai même pas fait... Donc là, je l'ai mise dans la galère pour rien. [...] Je me sens aussi coupable aujourd'hui je pense. Elle a payé cette formation que je n'ai jamais faite. Elle paie le nécessaire pour vivre. Là, elle l'avait vraiment fait pour moi parce qu'elle avait peur pour mon avenir. »

Hourciati

Ainsi, plusieurs des enquêtés sont soutiens de famille au regard des ressources trop faibles de leur proches. Dans ces situations, les transferts d'argent ne sont pas forcément unilatéraux. Les enquêtés peuvent aussi parfois compter financièrement (et/ou matériellement) sur leurs proches bien que l'inverse se produise tout aussi fréquemment.

L'exemple du soutien de famille rappelle à quel point les jeunes enquêtés ont un sens de la responsabilité et du devoir moral. Il rappelle aussi les nœuds dans lesquels sont pris ces jeunes gens, à la fois en quête d'indépendance, en souci de construire leur vie et embarqués dans des engagements familiaux proches de la survie. On retrouve le même type de situations auprès de jeunes en situation de rue. C'est le cas d'un jeune homme qui refuse d'intégrer un chantier d'insertion parce que des amis l'attendent tous les matins pour faire la manche, ou encore d'une jeune femme qui ne veut pas prétendre aux prestations sociales (en l'occurrence le RSA) en raison de ses convictions politiques. Elle songera finalement à demander l'allocation, à en accepter les contreparties demandées pour obtenir les ressources nécessaires au bien-être de ses 5 chiens. On voit alors comment un engagement normé, par contrat, découle d'un engagement bien plus fort, se rapprochant de l'acceptation initiale de l'engagement.

Des engagements peuvent ainsi se confronter à d'autres, plus valorisés socialement mais qui ne répondent pas aux impératifs de la survie pour soi, ou pour ses proches.

¹⁸ Céline Bellot, Patricia Loncle, « Accompagnement des jeunes en difficulté », *Lien social et Politiques*, n°20, 2013.



► Relier les jeunes et les territoires

Dans la partie ci-dessus, nous évoquons les similitudes expérientielles entre jeunes ruraux et jeunes urbains des quartiers disqualifiés. De nos travaux, nombre de parallèles peuvent être tirés. On peut retrouver cette filiation dans les travaux de Mélanie Gambino lorsqu'elle travaille la question des jeunes dans les « espaces de faible densité ». La chercheuse identifie trois rapports entre la jeunesse et la ruralité¹⁹, le premier d'entre eux est un rapport vécu sur le mode du piège. Les territoires ruraux sont perçus comme des lieux d'ennui, de désœuvrement dans lesquels rien n'est pensé, aménagé pour être hospitalier aux jeunes. Elle relève aussi que dans ce type de rapport, les jeunes se sentent piégés en eux-mêmes, par eux-mêmes tout autant que par le territoire. La chercheuse fait alors le parallèle avec les jeunes urbains « captifs », repliés dans les quartiers d'habitat social, décrits par les chercheurs travaillant sur certaines grandes cités Hlm disqualifiées. On peut aussi rappeler que les rapports aux services publics, aux infrastructures, aux établissements scolaires valorisés sont de la même manière à distance pour les jeunes ruraux que pour les jeunes urbains des quartiers disqualifiés. Ainsi, le rapport à la mobilité, dont nous verrons qu'il est crucial dans les territoires ruraux, demeure tout autant problématique pour les jeunes urbains des quartiers disqualifiés. Penser des ponts entre ces deux réalités permet de dépasser les territoires pour modéliser des solutions en termes de conditions de vie et de parcours de vie sans essentialiser les personnes.

De même, dans le cadre de ce travail, les engagements des jeunes en difficulté existent, nos entretiens à leurs côtés illustrent d'ailleurs à quel point ils sont profonds. Mais ils empruntent d'autres chemins, s'adosent à d'autres cercles sociaux et s'inscrivent dans d'autres temporalités. Ces autres chemins ne sont pas reconnus, notamment parce qu'ils ne sont pas formalisables, publicisables et/ou quantifiables. Ce faisant, les jeunes en difficulté sont pris dans une double inégalité face à leurs pairs et à l'injonction à s'engager. Elisabeth Greissler²⁰ repère d'ailleurs que cette sélectivité sociale doit interroger les présupposés de l'engagement : très souvent appréhendé sous l'angle de la « volonté », il conduit les acteurs privés et publics à considérer l'absence ou l'inégale présence de certains jeunes comme relevant d'un manque de motivation ou d'intérêt, mais rarement comme étant le résultat de normes d'engagement qui ne tiennent pas compte des conditions de vie des personnes.

S'engager, c'est faire dialoguer des engagements : mises en situations

« L'engagement ce n'est pas juste sur un moment sur un dispositif comme le Service civique. Y'a des engagements qui sont plus forts qui sont ailleurs. »
Monicode

Quand une des jeunes femmes enquêtées, Tian Bai, est appelée un mercredi pour débiter son emploi le lundi suivant, sa première réaction est alors de penser au stage qu'elle vient de débiter dans le cadre de la Garantie Jeune. Tous ses collègues dans son nouveau lieu de stage sont enthousiastes et veulent faciliter au mieux son départ. Mais c'est Tian Bai qui hésite. Elle se rappelle avoir dit à sa famille « *mais je ne vais pas faire mon stage, je m'étais engagée. [...] Je ne vais pas les lâcher maintenant.* » Les engagements s'articulent toujours les uns aux autres, et parfois ils s'opposent et se contredisent. Dans le cas de Tian Bai, le dilemme se joue d'elle à elle. Tout son entourage, familial comme

¹⁹ Fabrice Escaffre, Mélanie Gambino, Lionel Rougé, « Les jeunes dans les espaces de faible densité : D'une expérience de l'autonomie au risque de la « captivité » », *Sociétés et Jeunes en difficulté* [En ligne], n°4 | Automne 2007.

²⁰ Elisabeth Greissler, « Les contours de l'alter-engagement des jeunes en situation de marginalité », *Sociétés et Jeunes en difficulté* [En ligne], N°14 | Printemps 2014.



professionnel, trouve son hésitation au mieux charmante, au pire inconsciente. Un emploi ne fait pas le poids face à un stage. Pour Tian Bai, un engagement, c'est un engagement.

Les autres enquêtés connaissent peu ou prou les mêmes situations : des engagements qui s'articulent à merveille, d'autres qui sont pensés pour être articulés, certains qui se confrontent et s'empêchent. À chaque fois, les personnes sont prises dans un maillage d'engagements. Elles doivent le coordonner. Elles s'en débrouillent quand ce sont des engagements publics. Elles ont plus de difficultés à faire considérer ce maillage quand il s'agit d'engagements privés.

► La coordination des différentes formes d'engagement, au cœur du principe ?

Dans son ouvrage, Laurent Thévenot cherche à déterminer comment l'individu s'engage dans le monde en pointant que cela nécessite de considérer à la fois la personne et son environnement. Ce faisant, les individus ne peuvent agir qu'à condition de faire œuvre de coordination. Il s'agit tout autant de la coordination entre individus, entre l'individu et son environnement matériel, que « le rapport de l'acteur avec lui-même dans un environnement où il doit coordonner sa propre conduite » (p. 13).

Pour éclaircir son propos, le sociologue propose trois types de régime d'engagement. Le premier, le régime de la justification, permet d'évaluer la légitimité d'une action donnée au regard d'une série de « grandeurs » définissant plusieurs modalités de biens communs. Dans le régime de la justification, le bien éprouvé par la personne dans l'engagement tient à cette façon de prendre part au commun qui varie considérablement selon que la relation engagée est d'inspiration, de respect pour l'autorité traditionnelle, de fascination pour la célébrité, de solidarité abstraite, de compétition concurrentielle, d'efficacité technique. La personne se trouve investie d'un pouvoir prétendant être bénéfique à tous par interdépendance et assurer une large coordination en public. Le deuxième, le régime du plan, traite des actions formées et exécutées par des individus soucieux d'atteindre des objectifs précis en utilisant l'environnement (des choses et des personnes). Dans le régime du plan, ce qui est visé c'est la satisfaction de l'action accomplie, la capacité de se projeter ; le plan s'évalue par la fonctionnalité de l'environnement façonné et des capacités de l'acteur ; celui-ci est un individu en quête d'une autonomie qui passe paradoxalement par la dépendance vis-à-vis de l'environnement.

Le troisième et dernier, le régime de familiarité, vise à saisir l'action des individus intégrés à un environnement qui leur est propre et qu'ils accommodent afin de s'y sentir à l'aise. Dans le régime de familiarité, l'objectif est l'aise ressentie dans l'accommodement de l'environnement ; l'appréciation de la réalité repose sur des repères ; l'agent en action est une personne intime.

Ces trois régimes s'entrelacent continuellement dans l'existence des personnes. En photographiant dans le tiroir de son bureau divers objets personnels pour illustrer la couverture de l'ouvrage, l'auteur suggère que ceux-ci « rappellent les engagements composant la personne » (p. 262). Ces objets témoignent aussi bien du familier que du public et assurent la combinaison et la mise en œuvre des plans.

Laurent Thévenot, 2006, *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*, Paris, La Découverte.



Fry

Une coordination subie et réussie

Si Fry débute un Service civique puis un contrat Emploi d'avenir, c'est parce qu'il veut devenir animateur, et particulièrement dans ce territoire rural, en Haute-Loire. Les dispositifs, il fallait en passer par là, « *si jamais ils m'avaient proposé le poste sans les dispositifs, j'aurais pris tout pareil. Mais ils n'auraient pas pu me le proposer. [...] Je voulais venir ici, qu'importe la manière. Moi on me propose de fonctionner de cette manière, allons-y.* »

« *Le Service civique a permis, entre guillemets, de me tester. Et à la suite de ça ils ont vu que ça roulait et on a directement basculé sur l'Emploi d'avenir, tout bêtement.* » Le jeune homme peut ainsi poursuivre d'autres formes d'engagement, parallèles au dispositif. En quelque sorte, les dispositifs sont utilisés pour faire aboutir l'engagement de fond de Fry car son but « *c'est d'avoir un terrain et de cultiver les choses de manière alternative.* »

« *C'est quelque chose qui nous passionne et nous tient à cœur, donc forcément notre vie personnelle est un peu impactée. [...] Je voulais bien servir une cause mais Service civique ou autre...* » Les dispositifs sont des outils permettant de rendre concret un engagement auprès du territoire, de l'écologie et d'une forme d'existence alternative. L'engagement pré-existait.

▲ SITUATION

Safia

Une coordination non-maîtrisée

« *Safia passe du temps à gérer les relations entre sa mère et sa sœur, entre sa mère et son frère, entre sa mère et son beau-père. Elle passe beaucoup de temps là-dessus. Pour autant elle était en CAE à la crèche, donc 20 heures par semaine, mais à côté de ça, elle n'a pas plus de temps à accorder à son projet professionnel. Parce qu'elle est dans l'engagement vis-à-vis de sa famille, d'une amie aussi. Parce qu'elle me dépeint une situation... Voilà, le soir quand elle rentre chez elle, elle appelle son amie pour voir si le mari ne s'est pas suicidé, enfin... [...] Elle est là-dessus, c'est sa priorité, plus que son avenir professionnel.* »

C'est une récurrence dans les entretiens conduits, plusieurs jeunes sont soutiens de famille, financièrement ou relationnellement. En fait, dans de nombreuses familles, un des membres joue ce rôle, celui de tenir le compromis familial. C'est un rôle ingrat car c'est un engagement qui n'est pas reconnu, voire dévalorisé, ringardisé alors que les personnes concernées freinent le développement de leur propre existence pour pacifier celles des autres.

« *À un moment donné, elle voulait déménager, mais elle ne peut pas déménager. Ce n'est pas possible pour elle. Elle me dit qu'elle attend qu'une chose, c'est partir de la famille, d'avoir à minima un salaire pour prendre son indépendance au niveau du logement. Mais au final, elle ne partira jamais. [...] Là ce n'est pas la jeune qu'il faudrait accompagner, c'est la famille.* »

▲ SITUATION



Karine

Une coordination sous dépendances

Karine revient dans son village après l'échec d'une installation professionnelle en Dordogne avec son conjoint. « *Ils n'avaient pas d'hébergement, pas les moyens de payer un loyer. C'est la famille, les grands-parents, qui les ont hébergés. Aujourd'hui, elle est hébergée par une tante. Et son projet professionnel... Elle est hébergée et en contrepartie, elle garde les enfants de la tante qui a une grande famille. Y'a cet échange.* » Le contrat moral passé avec sa tante fait que Karine travaille mais sans contrat de travail, sans véritable salaire, sans les sécurités et les droits attendus. Ce contrat moral empêche aussi la projection de la jeune femme dans un projet professionnel. Il limite même son accès à des dispositifs.

« *Elle aurait pu entrer dans la Garantie jeune, mais à cause de cette situation, elle ne pouvait pas. [...] Elle m'a dit « ben non, je ne vais pas m'inscrire à la Garantie jeune, parce que je ne serai pas là. » Refusant de s'engager dans le dispositif pour répondre à deux autres engagements, la jeune femme fait acte de responsabilité : la Garantie jeune, elle sait qu'elle n'ira pas au bout, puisqu'elle doit partir. Finalement, elle ne part pas. Mais la voici embarquée dans un autre engagement, personnel encore une fois. Les parents de Karine ne peuvent plus s'occuper de leur seconde fille, la petite sœur de Karine. C'est Karine qui doit alors la garder, toutes deux sont toujours hébergées chez la tante, « elle nous dit qu'elle est obligée aussi de la surveiller, "parce que mes parents s'en foutent". »*

Après sa tante, les enfants de sa tante, sa jeune sœur, il y a aussi le conjoint de Karine. Il est parti travailler ailleurs, sans l'accord de la jeune femme. Elle veut pourtant le suivre parce qu'ils sont engagés, ils sont pacés. C'est « *quelqu'un qui en apparence n'est pas du tout engagé, ben elle est prise par des engagements qu'elle a même du mal à nommer.* »

SITUATION



Monicode

Une coordination qui laisse le temps de se projeter

Si Monicode a une vague idée de ses projets professionnels à venir, la jeune femme ne s'en inquiète pas. Après ses études et un voyage d'un an en Amérique du sud, elle revient en France pour y rester quelques temps, avant de repartir en voyage à l'étranger. C'est dans ce laps de temps qu'elle débute un Service civique. « *L'engagement envers mes parents il était là aussi. Si je suis toujours loin aussi... J'ai un copain, une famille, des amis. J'ai des liens affectifs aussi qui me disaient que c'était bien aussi de rester sur place.* »

À cette époque, c'est « *l'explosion des Services civiques* », plusieurs de ses amis en font. Et comme Monicode ne compte pas encore entrer dans la vie active, elle voit dans ce dispositif « *une immersion dans un secteur* » :

« - *Je me disais que c'était l'occasion de faire un boulot auquel je n'aurais pas pensé ou pour lequel je n'avais pas les compétences.*

- *Était-ce une période d'essai ?*

- *Oui c'était plutôt ça.* »

« *Je n'avais pas forcément de projet défini pour après, j'ai voulu ce temps où je pouvais expérimenter autre chose. Si ça avait été des raisons financières, je pense que j'aurais cherché un travail.* »

SITUATION





Prendre au sérieux les engagements pris par les jeunes

Dans les vignettes présentées, aucun des engagements pris par les jeunes ne peut supporter une hiérarchisation. Ils sont tous à considérer en situation. Et pour chaque situation, chaque engagement a une valeur en soi, qui ne peut être comparée à la valeur que les autres, extérieurs à la situation, y consacrent.

L'exemple type en est les animaux. Dans nos échanges, Chloé ne dira pas immédiatement qu'elle a un engagement fort vis-à-vis de ses chiens. C'est ridicule, non ? Mais quand elle suggère qu'elle doit, en plus de s'occuper de sa mère, de ses grands-parents, de son emploi et de la Garantie jeune, s'occuper aussi de 5 chiens, nous saisissons sa réflexion au bond. La jeune femme se sent alors autorisée à redonner dans son discours la place que ses animaux occupent réellement dans son existence. Ils font partie de ses priorités et même l'appartement qu'elle cherche, elle le cherche en fonction de la possibilité d'y vivre avec au moins deux de ses animaux. Ce n'est donc pas un engagement anodin, il influe sur d'autres types d'engagements : le logement, voire même l'emploi car les horaires doivent être compatibles avec les contraintes de l'animal. Et quand elle évoque en groupe cette importance prise par les animaux dans sa vie, elle libère la parole des autres jeunes. Et c'est toute une ménagerie qui défile : le cochon d'inde de Caroline, les chats de Lucie, le lapin de Marie.

Cela fait écho aussi à des situations présentées par des professionnels. L'un d'eux nous signalait quasiment la même situation, dans un autre département. Il évoquait la situation d'une jeune fille qui a refusé d'intégrer un chantier d'insertion. C'est quand il en a discuté posément avec elle qu'il a compris pourquoi. La jeune femme ne voulait pas s'éloigner de trop du domicile familial, ce que l'obligeait à faire le chantier. Elle voulait s'occuper de sa mère malade et des chiens qu'elles avaient chez elles. Ces engagements-là n'étaient pas conciliables, coordonnables avec l'engagement dans un chantier d'insertion.

C'est ainsi cette prise en considération des engagements dans lesquels les jeunes enquêtés considèrent être pris qui va être développée dans la partie suivante. Non seulement les engagements, dans toute leur diversité, vont être considérés mais ce sont surtout ce qu'ils révèlent des fondements de l'engagement qui va ordonner la pluralité des types d'engagements.

En somme, que l'on s'engage pour ses proches, pour son travail, pour un dispositif ou encore pour ses chiens, qu'est-ce que cela met en jeu pour les personnes ? Que gagent-elles au fond ? Nous l'avons dit, c'est toujours de soi que l'on met en gage, mais que met-on de soi dans cette mise en gage ? À quoi se risque-t-on ?

C'est à travers trois éléments structurants de l'engagement que cela va être exploré : le choix, le risque et la réciprocité.



2 L'engagement, un choix ?

« Ma seconde maxime était d'être le plus ferme et le plus résolu en mes actions que je pourrais, et de ne suivre pas moins constamment les opinions les plus douteuses, lorsque je m'y serais une fois déterminé, que si elles eussent été très assurées. Imitant en ceci les voyageurs qui, se trouvant égarés en quelque forêt, ne doivent pas errer en tournoyant, tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, ni encore moins s'arrêter en une place, mais marcher toujours le plus droit qu'ils peuvent vers un même côté, et ne le changer point pour de faibles raisons, encore que ce n'ait peut-être été au commencement que le hasard seul qui les ait déterminés à le choisir : car, par ce moyen, s'ils ne vont justement où ils désirent, ils arriveront au moins à la fin quelque part, où vraisemblablement ils seront mieux que dans le milieu d'une forêt... »
René Descartes, 1981(1637), *Discours de la méthode*, Paris, Nathan, p. 48.

L'engagement n'apparaît pas ex-nihilo. Si on souhaite déceler comment il apparaît, il faut le considérer dans un contexte qui rend possible son apparition, voire qui oblige son apparition. Car, à travers les échanges avec les enquêtés, il semblerait que l'engagement soit davantage une manière de répondre à une situation donnée que le fruit d'une lente et mûre réflexion. En somme, on est peut-être engagé malgré soi bien avant d'avoir compris qu'on l'était. Ou encore, on s'engage sans conscientiser son action comme une forme d'engagement. On s'engage alors parce qu'il n'y pas d'autre solution. Ce faisant, « plus qu'une dimension morale (connaissance du bien et du mal) ou pratique (rapport avec la volonté pure), l'engagement a donc une dimension "pragmatique" : que faire à partir de ce qui nous est donné, comment être le plus efficace avec les moyens du bord ?²¹ »

Et si s'engager, c'était ne pas avoir le choix ?

C'est Karim qui le premier nous met sur la voie. Il est bénévole sur un chantier de jeunes bénévoles dans le Cantal. Il dénote fortement par rapport aux autres jeunes bénévoles. Karim joue de ce qu'il est, un jeune « des banlieues ». Alors il demande à écouter du rap, demande à ce que le volume sonore soit augmenté puis il garde sa casquette. Brièvement, nous lui demandons ce qu'il fait là. Sa réponse est à double détente. S'il est là cette année, c'est parce qu'il apprécie ce type de chantier, il a souhaité y revenir. Mais la première année au cours de laquelle il a participé à un chantier, c'était différent. Sous le coup d'une décision de justice, le juge lui a proposé deux options : aller dans un centre fermé, aller sur un chantier de jeunes. Karim a hésité, il a finalement pris le chantier. Alors certes, le jeune homme a fait un choix, mais un choix sous contrainte après s'être engagé dans des actions illégales. Si on découpe la séquence qui fait que Karim est ce jour-là sur un chantier de jeunes bénévoles, on remarque que son engagement initial n'est pas celui-ci. Il s'est d'abord engagé en des voies obscures, illégales. Peut-être déjà bien malgré lui, nous n'en savons rien. Donc il s'est engagé ou a été engagé sur ces chemins-là jusqu'à ce que la justice ne l'arrête. C'est donc ce premier engagement qui l'a conduit à devoir se confronter à deux possibilités : une forme d'incarcération ou un dispositif d'engagement des jeunes. Il s'est finalement engagé dans le chantier, mais non sans réflexion, mais non sans conséquence aujourd'hui. S'il fait la fierté de sa mère, se rendre sur des chantiers bénévoles c'est aussi se désengager auprès de ses pairs, les copains de la cité. Karim nous dit que certains de ses amis ne comprennent pas. Pourquoi il va avec « les autres », les autres étant les jeunes de bonnes familles prêtes à payer pour les vacances de leurs enfants ? Des bourgeois nous dit Karim, sans aucune malice, ni aucun mépris. C'est vrai que pour lui, ce sont des bourgeois. Il s'entend bien avec eux. Il s'entend bien aussi avec ses amis de la cité. Le jeune homme éprouve une forme de conflit de loyauté

²¹ Alexandra Makowiak, 2005, *Paradoxes philosophiques de l'engagement*, in *L'engagement littéraire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp.19-30.



surtout qu'approchant d'autres univers, il commence à changer sa façon de voir les choses. Par exemple nous dit-il, la police. Il n'y est plus hostile, il a même de bons rapports avec les forces de l'ordre à présent. Quelques amis ne comprennent pas ça non plus. De ces premières formes d'engagement va en découler une autre, qui est plus proche de l'acception habituelle de ce qu'est l'engagement. Karim est aujourd'hui aussi bénévole dans une association qui propose des repas aux sans-abri. C'est un choix sans contrainte pour une fois. Même s'il dit qu'il s'y est investi parce qu'il connaissait des bénévoles et qu'il a découvert, à travers le chantier jeunes, qu'il pouvait se mobiliser pour aider autrui. Il y a donc été embarqué, mais nous verrons qu'être engagé, c'est bien souvent ça : embarquer et être embarqué.

La plupart des autres enquêtés n'ont aussi pas vraiment choisi de s'engager. Ne pas avoir choisi n'est pas synonyme de ne pas avoir le choix. On a toujours le choix diront certains. Mais ils avaient le choix entre des options assez peu engageantes ou trop peu diversifiées. C'est la situation de Katia, en Garantie jeune :

« Je n'ai pas eu trop le choix vu que j'étais chez mes parents et que je n'avais pas de revenus. J'y suis allée, on nous a expliqué qu'on avait tant par mois si on trouvait des stages, si on faisait des démarches. Ils nous ont expliqué en gros ce qui allait se passer. »

Katia

C'est aussi ce à quoi a été confrontée Sarah. Si elle a fait un Service civique, c'est parce qu'elle cherchait un emploi. Or, n'étant pas véhiculée elle ne pouvait pas prétendre aux postes qu'elle recherchait, dans l'aide à domicile. En milieu rural, nous le disions plus haut, les questions de mobilité imposent leurs lois. Le Service civique a donc été pour Sarah la possibilité de recevoir de l'argent pendant un an, tout en « travaillant ». De fait, elle a réellement travaillé même si le Service civique oblige à formuler les choses autrement. Pour autant, pour Sarah, comme Katia, Karim et les autres, cette première obligation, cet engagement faute de mieux n'est pas uniquement vécu comme un pis-aller. S'il n'est pas forcément ce qui était souhaité, il peut faire évoluer les projets des personnes ou encore les révéler dans un domaine. Sarah, avec son Service civique, a réussi à mobiliser d'autres jeunes pour qu'ils créent une association dans leur petite ville du Cantal.

Un échange informel avec quelques-uns de ces jeunes montre alors que s'ils se sont à leur tour engagés à la suite de Sarah, c'est qu'ils n'avaient pas beaucoup d'autres solutions. Bien sûr, Sarah a donné l'impulsion, et avec une énergie et une opiniâtreté qui a fait le succès de cette mobilisation. Sans elle, il n'y aurait rien eu. Mais sans les jeunes et les situations dans lesquelles ils étaient, il n'y aurait rien eu non plus. Ils évoquent d'abord l'ennui, une thématique forte, rappelant qu'il « *n'y a rien à faire ici* ». Surtout qu'ils n'ont pas de voiture. Ils sont bloqués dans cette petite ville, où il n'y a rien pour eux. Il y a peu de lieux de consommation, de toute façon, ils n'ont pas d'argent. Leur tranche d'âge est absente des activités du CCAS. Rester chez eux ? Pour beaucoup, les conditions d'habitat ne favorisent pas la possibilité de rester chez soi en toute quiétude. Rester dans la rue ? Certains le font, ils doivent alors se confronter aux regards réprobateurs, surtout qu'ils sont issus d'une communauté culturelle « nouvelle » dans la petite ville. Ils ont eu à subir les réflexions et regards désobligeants. Sarah nous le dira aussi, même dans le cadre de son Service civique, elle a été obligée d'entendre des choses particulièrement blessantes. Et fausses surtout. Il y a bien les clubs sportifs, la seule activité à laquelle ils peuvent participer, principalement les garçons.

C'est de ce constat assez morose que naît une dynamique d'engagement. Conduits par Sarah, les jeunes vont créer une équipe de foot pour les tournois, vont s'organiser pour faire des dons de sang ou encore pour rendre visite aux personnes âgées. En somme, ils vont éprouver leur utilité sociale, eux qui étaient mis à l'écart de tout ce qui se jouait dans la petite ville.



Katia, 20 ans

▲
P
O
R
T
R
A
I
T

Depuis qu'elle est petite, Katia a une passion qui dépasse toutes les autres ; le monde animal. Alors dès le collège, elle est interne dans un établissement qui lui permet de suivre une formation en centre équestre. À cette période, elle commence aussi les stages en animalerie, en toilettage canin et même dans une ferme. Elle comprend alors très bien que sa passion est exigeante :

« Ça commençait à 5h du matin jusqu'à midi et de 18h jusqu'à 22h. [...] Ils (*Les éleveurs*) ne peuvent pas prendre des séjours, partir en vacances, parce qu'il y a toujours les animaux à s'occuper. Y'a les poules, les veaux, les vaches, y'a même parfois des chevaux. Ça les animaux, on sait qu'il faut s'en occuper tous les jours, si on les délaisse sans surveillance ou quoique ce soit, il peut arriver quelque chose.

- Et toi, sachant cela, tu veux quand même travailler auprès des animaux ?

- Oui (*rires*) »

La jeune femme envisage même pendant un temps d'être vétérinaire. Elle se ravise, elle sera plutôt assistante vétérinaire. Puis finalement non. Katia n'est pas très à l'aise avec les études et elle n'a pas grande confiance en elle. Les études, c'est pour les autres. Elle ne perd pourtant pas son objectif de vue, et se lance dans une formation qu'elle estime à sa portée. Elle obtient un CAP de soigneur équidé « *parce qu'il fallait que je commence sur des trucs animaliers. J'ai fait cette formation puis c'était difficile dans le monde animal.* »

D'ailleurs quand Katia veut poursuivre ses études avec un bac pro, elle ne trouve pas de formation. Pas assez de candidats, les filières ferment les unes après les autres. Il reste les écoles privées. Une école parisienne donne suite à ses demandes. Mais « *c'était à Paris et Paris, ça coûte cher. Et la formation aussi c'était très cher, plus de 3 000 euros.* » Sa famille ne peut pas se le permettre. Katia doit trouver du travail. Elle cherche un emploi pendant un an, sans succès. Elle s'inscrit ensuite à la Mission locale et peu à peu se dessine la possibilité d'entrer en Garantie jeune :

« Y'en a beaucoup qui faisaient la Garantie jeune dans mes amis. Ils en parlaient.

Après c'est ma mère aussi qui m'en avait parlé comment ça se passait et tout.

La Mission locale envoie des papiers et tout. Quand on s'inscrit aussi, pour nous informer ils nous envoient des papiers pour les aides et tout ça, mais bon la Garantie jeune... »

Son avis est mitigé. Katia veut de l'emploi, on lui demande de faire des stages. Elle est stagiaire dans une animalerie, puis dans un refuge pour animaux, puis dans un centre équestre. À chaque fois, cela se passe bien. Au refuge, elle tisse des liens, elle y retourne bénévolement. Mais il n'y a pas de quoi financer un nouveau poste. Pareil au centre équestre :

« Y'en a qui voulaient bien me garder mais ils m'ont dit qu'ils n'avaient pas assez de revenus pour payer un autre employé. Et sinon y'avait une animalerie, ils m'ont demandé si j'avais un diplôme en vente dans les animaux. Je leur ai dit que non, que j'avais un CAP soigneur équidé. Apparemment c'était dommage parce que j'aurais pu être prise. Si j'avais fait une formation, j'aurais été prise. »

Retour à la case départ. Katia est déçue, elle s'attendait « *à plus de résultats sur les boulots, par rapport à ce que je cherchais. Je voulais un travail fixe.* » La contrepartie, c'est que par la Garantie jeune, elle a pu financer son permis. Cela faisait partie des besoins urgents. Pour trouver de l'emploi ici, il faut pouvoir se déplacer par soi-même. C'est ce à quoi pense Katia. Elle va s'installer à Clermont-Ferrand. Non seulement il y a son compagnon dans cette ville mais elle a aussi vu qu'il y avait bien plus d'offres d'emploi. Elle se voit « *faire de petits CDD ou en intérim, des petits boulots comme ça* » tout en essayant de passer le Bafa, « *parce que ça va m'aider et ça me plaît beaucoup* » :

« Faudrait que je trouve un travail pour être tranquille. Je me dis que si je trouve un travail j'aurais des revenus stables et je pourrais me payer un peu tout ce que j'aurais envie de faire. »

P
O
R
T
R
A
I
T





Ne pas avoir le choix, c'est donc être mis en situation d'agir, une sorte de pulsion de vie. Présentée en ces termes, la dynamique semble extrême. Pourtant, il n'en est rien, elle apparaît bien souvent sous des formes anodines. Ce sont de petits détails qui font parfois qu'à un moment donné, on doit s'engager. Par exemple, quand Eugénie s'investit dans le club de foot dans lequel elle joue :

« Au départ j'étais une simple joueuse. Quand je me suis mise trésorière, c'est ma deuxième année... Pour l'AG, le président demandait si quelqu'un était intéressé. Je n'ai pas levé la main tout de suite. Mais dans le bureau, c'était que des garçons. Je me suis dit qu'il fallait quand même qu'il y ait une fille. Mais personne ne va y aller.

Donc j'y vais. »

Eugénie

Pour d'autres encore, cette absence de choix est aussi plus douce. Pour obtenir ce qu'ils désirent, l'engagement est une voie d'accès, souvent la plus pratique ou la plus stratégique. C'est le cas de l'engagement dans un dispositif dont on suppose qu'il pourra vous servir pour votre projet professionnel :

« C'était l'explosion des Services civiques. Je voyais des asso vraiment géniales qui ouvraient leurs portes. J'avais l'impression que y'avait vraiment une liberté dans les missions. Je voyais ça comme une immersion dans un secteur. [...] Je me disais que c'était l'occasion de faire un boulot auquel je n'aurais pas pensé ou pour lequel je n'avais pas les compétences.

-Était-ce une période d'essai ?

-Oui c'était plutôt ça. »

Monicode

Ainsi, ne pas avoir le choix au regard de la situation dans laquelle on est, c'est l'impulsion qui fait que l'on s'engage. Ce n'est pas très romantique mais ce pragmatisme n'enlève rien aux subtilités de l'engagement.

Ne pas savoir dans quoi on s'embarque

Cumulé à l'absence de choix, celui qui s'engage ne sait pas vraiment à quoi il s'engage. Il peut bien sûr lire toutes les lignes d'un contrat, faire une rapide analyse de la situation avant de formuler une parole mais, finalement, il ne sait pas ce qui va advenir entre la théorie, la mise en pratique et les effets induits par la pratique. L'engagement est une volonté mise en mouvement vers l'imprévisible. On ne sait jamais à quoi l'on s'engage, dans les faits, pas plus que l'on ne sait si on en sera capable, ni si les engagements réciproques pourront être respectés. On ne sait pas non plus à quoi vont nous engager nos engagements, l'issue demeure inconnue ce qui en fait un mouvement anxigène²², quand on y réfléchit trop.

Quand il a accepté d'être membre du bureau d'une association au lycée, Christophe ne savait justement pas dans quoi il s'embarquait. Au départ il accepte pour aider un ami, il pense que ça n'aura que peu d'incidence sur sa vie. Il précise même dès son engagement qu'il s'en désengage... :

« Je n'avais pas du tout l'intention quand j'étais en première (au lycée) d'être membre du bureau. [...] Et puis en terminale, mon coloc de chambre voulait être prédisent de l'asso. Sauf qu'il lui fallait un bureau pour se présenter et il ne trouvait pas grand monde et il savait que j'étais quelqu'un de confiance. Donc il me dit "ben Christophe...", moi je n'avais pas trop le goût. "Si je m'y mets, je ferais acte de présence. Je te le dis cash, je m'investirais pas dans cette asso". En gros c'était pour lui, je me disais qu'il allait faire des trucs bien, que ça serait dommage qu'il n'y soit pas. On s'est fait élire. Et lui, du moment où il a été élu, plus rien à foutre ! Il était président, très bien. »

Christophe

²² Miguel Benasayag, « De l'engagement dans une époque obscure », conférence à l'Université populaire de Bruxelles, 12/03/2012



► Prendre en compte « les paris subsidiaires » pris/subis par les jeunes

L'expression de « paris subsidiaires » a été théorisée par le sociologue Howard Becker lorsqu'il cherchait à comprendre en quoi consistait l'engagement pour un individu. Si cette théorie nous semble pertinente dans le cadre de ce travail, c'est qu'elle concerne tout un chacun considérant là encore que nous sommes tous engagés, qu'on le veuille ou non. Il reste à savoir pourquoi, et comment.

Pour Becker²³, si l'engagement est « une ligne d'action cohérente », cette cohérence se construit par la contraction de « paris subsidiaires », c'est-à-dire d'ensemble d'intérêts, de valeurs, de normes « extérieurs » à l'action et qui pourtant la contraignent. Cela signifie que chacun est engagé par des actions, postures, situations antérieures dont il n'a pas toujours été l'instigateur mais dont il a été l'objet. Surtout aucune de ces actions, situations, postures n'est cruciale mais, mises bout à bout, elles prennent une telle ampleur et se nourrissent les unes les autres qu'elles constituent la ligne d'action cohérente de la personne. Pour considérer qu'un individu est engagé, il faut que celui-ci soit pleinement conscient d'avoir contracté des paris subsidiaires (par obligation ou par choix) et que ces contractions aient des ramifications dans la suite de son parcours. L'engagement demande donc la reconnaissance par la personne dite engagée de ces paris, quand bien même elle ne les avait pas souhaités. On pourrait dire qu'elle est « prise » dans un enchevêtrement de paris antérieurs. Et pour qu'il y ait engagement, il faut qu'elle le reconnaisse pour sauter le pas de l'engagement, sinon elle n'agira pas en faveur de son accomplissement (c'est-à-dire qu'elle n'agira pas de manière à gagner son pari subsidiaire). S'engager nécessite une relecture, même brève, de son parcours, et une acceptation du chemin parcouru.

Pour autant, si cette reconnaissance est nécessaire pour que l'individu puisse être considéré comme engagé (et non pas soumis, contraint, obligé), la contraction de paris subsidiaires peut être faite à son insu. Le sociologue nous présente plusieurs cas de figure :

- Une personne peut découvrir que des paris subsidiaires ont été faits à sa place, par la mise en œuvre d'arrangements administratifs impersonnels ;
- Cette personne peut aussi s'être conformée aux attitudes, comportements exigés par une position sociale, par des pairs. Elle est alors engagée à maintenir cette apparence sociale, sous peine de se déjuger, quitte à ne pas pouvoir quitter la position sociale attenante à cette apparence : « ayant un jour prétendu être un certain type de personne, ils estiment nécessaire d'agir, dans la mesure du possible, de la manière la plus appropriée. »²⁴

Il peut donc y avoir des « engagements par défaut » qu'une personne se sent obligée de poursuivre pour ne pas perdre ses acquis et, nous dit le sociologue, c'est seulement lorsque cette personne est placée dans une situation de changement qu'elle réalise qu'elle est déjà engagée, sans même s'en être rendue compte. Becker ajoute alors qu'il est nécessaire de comprendre le système de valeurs du monde dans lequel la personne vit ou a vécu. Cela permet de saisir les pertes qui sont craintes, les objets, reconnaissances, attributs qui sont enviés et surtout de resituer les « paris » antérieurs. Ils ont pu être pris dans un système de valeurs qui n'est plus d'actualité pour la personne ou dont elle cherche à se détacher. Mais ils ont pourtant été contractés à l'époque. La personne concernée doit faire avec et accorder ses engagements antérieurs avec ceux qu'elle s'apprête à prendre, d'où des conflits de légitimité qui peuvent aboutir à des renoncements pour s'assurer une ligne d'action cohérente : comment ne plus être celui que l'on a été sans rien savoir de celui qu'on va devenir.

Pris dans la situation, Christophe se dit qu'il doit assumer. Il aurait pu s'en tenir à sa parole initiale, son engagement désengagé. Mais il a alors évalué le contexte, il a senti le poids de la responsabilité. S'en tenir à sa posture de départ, cela reviendrait à nuire à l'association, peut-être jusqu'à sa fermeture. Il ne veut pas, ne peut pas en être tenu pour responsable. Alors il endosse la responsabilité de faire vivre l'association au lieu de supporter celle de la faire mourir :

« Tout le monde se disait "mais qu'est-ce qu'il fout là Christophe ?" Tout le monde se le disait au début, moi le premier. Et à ce moment je me suis dit "oh putain, dans quoi je me suis embarqué". Du coup j'ai assumé l'asso à moi tout seul. » Christophe

²³ Howard S. Becker, 2006, « « Notes sur le concept d'engagement » », in *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n°11.

²⁴ *Ibid.* Howard S. Becker, 2006, « « Notes sur le concept d'engagement » », in *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n°11.



L'engagement, une adaptation au contexte

S'engager, c'est donc faire ce qui est possible (ce qui est le mieux ?) avec ce qui est, avec une situation donnée. Comme Christophe, il s'agit de s'adapter au contexte même s'il nous a été imposé, même si on y a été embarqué sans vraiment s'en rendre compte.

C'est une donnée particulièrement prégnante dans les territoires ruraux parce qu'il faut faire avec un contexte qui en impose. Il impose tout autant de contraintes qu'il offre de possibles. Mais il faut faire avec, et il faut penser ses engagements en fonction du territoire. Il faut aussi penser les empêchements, les freins ou les désengagements en fonction du territoire et des conditions qu'il propose, et plus seulement en fonction des personnes.

Par exemple, l'espace rural est celui de la mobilité²⁵. Là plus qu'ailleurs, c'est la mobilité qui « permet à l'individu de déployer sa stratégie au sein de la société »²⁶. Cela ne signifie pas que l'urbanité ne soit pas concernée. Cependant, dans les territoires ruraux, la mobilité est une obligation éprouvée très tôt et quotidiennement. Tous les jeunes rencontrés connaissent ou ont connu des déplacements, parfois quotidiens, entre la ville et le village ou entre les villages, que ce soit pour le travail ou pour l'école. C'est bien sûr un passage obligé pour ceux qui font des études supérieures. Mais cela l'est bien souvent aussi pour accéder au lycée et/ou à des formations qui ne se trouvent pas à proximité des lieux de vie. Une professionnelle nous rappelait que « *pour se former, y'a forcément tout de suite l'éloignement.* » Les jeunes ruraux doivent donc de fait se déplacer et non pas seulement au sein de leur bassin de vie (ce que font la plupart des urbains) mais bien au-delà et sur des durées variables : internat, location d'un appartement en ville, etc. Ils doivent se déplacer aussi continûment au cœur de leur bassin de vie. Les jeunes sont éloignés les uns des autres, ils ne disposent pas facilement de lieu pour se retrouver et lorsqu'ils ne disposent pas de moyens de locomotion, il leur est bien difficile de se retrouver ensemble pour mener des actions collectives, plus encore que pour de jeunes urbains.

C'est d'ailleurs toute une épopée à laquelle nous assistons avec les jeunes qui se retrouvent pour la Garantie jeune en Ardèche. Seules deux ont une voiture dans le groupe, dont l'une n'est que rarement présente puisqu'elle vient de trouver un emploi. Alors le petit groupe s'organise, « *sinon on n'aurait pas pu. Sinon pour venir ici, y'a pas de transport.* » : certains jeunes sont pris sur la route par des professionnels, la jeune ayant une voiture en prend quelques autres. Et pour ceux qui ne sont sur le chemin de personne ?

« C'est les transports scolaires. Et encore, ils ne sont pas prioritaires, faut qu'il y ait de la place. Allez chercher un boulot avec ça... Puis pendant les vacances scolaires, y'a pas de transport. Quand on parle de problématique de mobilité, c'est notre réalité. Les gens ne comprennent pas quand on leur dit "allez vous inscrire à ADECCO", une boîte d'intérimaires, "Ben oui, mais je fais comment ?". Ou quand ils doivent aller à Pôle Emploi. »

Professionnelle

Et les transports scolaires ne posent pas problème que pendant les vacances scolaires. Auparavant, les jeunes gens devaient se contenter d'attendre le passage du bus en espérant qu'il y ait de la place. Sinon, ils ne pouvaient pas se déplacer. Mais à présent, c'est encore plus complexe. Clara qui prend habituellement le bus nous précise que les choses ont changé. Elle a été refusée à l'entrée du bus dernièrement. La raison ? Le plan Vigipirate. Les non-scolaires n'ont plus le droit d'accéder aux transports scolaires. Après avoir obtenu une autorisation de la mairie, la jeune femme a tenté sa chance à nouveau. Cela ne fonctionne pas toujours. C'est selon le conducteur.

²⁵ Caroline Perdrix, « Jeunes ruraux, un engagement spécifique ? », Revue Projet 2008/4 (n° 305), p. 59.

²⁶ Jacques Levy, « Les nouveaux espaces de la mobilité », in Michel Bonnet & Dominique Desjeux (dir.), *Les territoires de la mobilité*, Paris, PUF, 2000, pp. 156-170.



“ Eugénie, 24 ans

▲ PORTRAIT

Poursuivre des études supérieures, cela signifiait forcément quitter le village et même le département pour Eugénie. Quand, son bac ES en poche, elle entre à l'Université, en psychologie, elle va d'abord à Clermont-Ferrand. Elle y reste un an avec sa colocataire. Sa seconde année, elle la poursuit à Lyon, toujours colocataire avec la même amie. Cela fait déjà un an qu'une idée un peu folle germe dans l'esprit des deux jeunes femmes. Elles veulent se lancer un défi, « *on s'est dit que si on ne le faisait pas maintenant, on ne le ferait jamais* » :

« On voulait faire le 4L trophy. C'est une course en 4L au Maroc. Au départ c'était que des étudiants, c'était interdit aux plus de 18 ans. Donc il fallait être inscrit dans une école. Après le but, c'était de faire une dizaine de jours au Maroc, avec des étapes, et d'apporter des fournitures scolaires aux enfants au Maroc. »

Une fois déterminées, elles entraînent leurs familles dans le sillage. Les pères vont se concentrer sur la préparation de la voiture, les filles vont s'occuper de tout ce qui est sponsoring et démarches administratives. Les amies conçoivent un dossier et vont d'entreprises locales en entreprises locales présenter leur projet. Ça fonctionne bien, elles arrivent à boucler leur budget. Eugénie est alors revenue dans son village pour tout finaliser. Elle se réoriente et débute un cursus en sciences de l'éducation dans l'Université la plus proche, à Saint-Étienne, sans engouement. Son esprit est ailleurs, tout imprégné du rallye à venir.

Pour Eugénie qui ne s'était jamais investie dans une association, ce projet est un baptême du feu. Elle en garde des souvenirs, des sensations, une expérience ancrée de la solidarité mais aussi une conscience de ses propres capacités. Elle a été capable de faire ça ! Le retour en France est forcément un peu compliqué. La jeune femme retrouve sa routine avec l'Université. Elle termine son année, change à nouveau d'orientation. Elle s'inscrit en droit. Elle en fait pendant deux ans. Ce n'est pas inintéressant, mais est-ce que ça l'intéresse vraiment ?

« Quand j'étais à la fin de ma deuxième année de droit, je savais que je n'allais pas retourner en droit. Je me suis demandée ce qui correspondait le plus à mes capacités et envies du moment. Du coup, je me suis dit que si je cherchais un emploi tout de suite, ça allait être un emploi qui va être assez restreint parce que je n'ai pas d'autres qualifications qu'un bac finalement. Donc, j'avais entendu parler du Service civique, je me suis dit que j'allais pouvoir acquérir de l'expérience dans un domaine. Je veux travailler dans la fonction publique et vu que je veux passer des concours... Et je ne savais même pas qu'ils proposaient des Services civiques à la mairie.

C'est le maire qui savait que je cherchais un Service civique qui m'a appelée pour me le proposer. »

Eugénie était prête à faire un Service civique ailleurs. C'est l'interconnaissance villageoise qui fait apparaître cette opportunité dans son village même. Sa mère connaît la femme du maire, « *ici, ça connecte vite. Elles se parlent souvent, elle lui a demandé ce que je faisais, elle en a parlé à son mari, puis voilà.* » Le lien de confiance qui préexistait fait le reste et voici Eugénie en Service civique à la mairie de son village.

« Je travaillais trois jours avec l'employé communal, à l'extérieur. Et une demi-journée en mairie avec la secrétaire. Ça, c'est moi qui l'avait demandé parce qu'au début, c'était qu'avec l'employé communal. Vu que je voulais travailler dans la fonction publique, j'avais demandé si c'était possible de travailler aussi avec la secrétaire. Il a accepté tout de suite. [...] Je me suis rendue compte que le travail avec la secrétaire me correspondait totalement. »

Par le Service civique, Eugénie a la confirmation de son projet professionnel. Pendant 9 mois elle s'informe sur les concours. Celui qui l'intéresse, le concours d'adjoint administratif, ne se tient que tous les deux ans. Elle prend le temps du Service civique et les mois qui la séparent encore du concours pour s'y préparer, seule. Si elle l'obtient, Eugénie est prête à partir pour postuler à des offres. Mais la jeune femme sait qu'un jour ou l'autre, elle reviendra non loin de là où elle a grandi :

« Je vais chercher un poste en Haute-Loire et dans le Cantal, faut pas faire trop la difficile. Ça élargit le champ. [...] Après si on me propose un boulot, même si c'est à Lille, je pense que j'irai. Si c'est juste l'histoire de deux, trois ans. Je sais qu'il faut s'éloigner pour revenir. »

PORTRAIT ▲



Les difficultés à être mobile en territoire rural se paient donc au prix fort, et dans tous les sens du terme. Les professionnels nous instruisent sur les dilemmes que cela pose au sein des familles. Comme pour cette jeune femme qui entre en apprentissage coiffure. Le coiffeur est dans un village à 15km, la jeune femme peut se débrouiller pour s'y rendre. Par contre le centre de formation est en ville :

« Elle est entrée sur la Garantie jeune puis elle a les ressources en tant qu'apprenti. Mais rien que pour le démarrage, la maman est aux abois. Derrière il faut aider. On ne va pas tout foutre en l'air pour des histoires d'argent, on va trouver des solutions. Mais quelqu'un qui a peu de moyens, qui ne peut même pas dire "ma fille va prendre un appartement", parce que même elle par rapport à son allocation logement elle va être embêtée. [...] Un simple studio t'en as tout de suite pour 400 euros. Si la jeune fille demande les APL, sa maman ne les aura plus. Elle va dans un CFA qui ne propose pas d'hébergement. Il y avait des systèmes avec Cohabitons, mais l'association n'existe plus... »
Professionnelle

Et au vue du peu d'opportunités d'emploi dans ces territoires, les jeunes font preuve d'une débrouillardise, voire d'une abnégation, sans pareille pour se déplacer et pouvoir travailler. Jeff vient de Marseille. C'est suite à une rupture familiale qu'il est arrivé dans ce village d'Ardèche. Il y venait régulièrement avec ses parents pendant les vacances. C'est d'ailleurs une amie de ses parents qui a proposé de l'héberger pendant un mois. Ensuite, il « *fallait qu'il se débrouille.* » Alors, il s'est débrouillé. Jeff a trouvé un emploi dans un village à 15km. Il n'a pas de voiture :

« 15km à pieds aller puis 15km à pieds au retour, pour aller bosser. Il mettait deux heures par la voie pour y aller. Et c'était en hiver. Et en plus il faisait des ménages. Donc il n'avait que les vendredis après-midi de libre, sinon c'était du lundi au jeudi à 18h. Il avait un temps partiel. On l'avait pris ici pour compléter aussi ses heures puis il avait eu un CAE à la mairie de l'autre village. Et après il avait racheté le scooter d'un copain. Il n'avait plus un rond. »
Professionnelle

C'est d'ailleurs bien souvent la première question que posent les agences d'intérim dans ce type de territoire « *mais vous avez un véhicule ? Sinon, qu'est-ce que vous voulez que je vous propose ?* » rappelle une professionnelle.

S'engager demande donc des conditions et dans les territoires ruraux plus qu'ailleurs, cela demande un ensemble de bricolages pour que les jeunes puissent accéder soit à des dispositifs pourtant conçus pour eux, soit à de l'emploi. Alors, ils se débrouillent :

« Mon copain, sa voiture, c'est celle de sa mère. Moi je n'ai pas le permis. J'ai eu mon code et j'attends de terminer le stage pour entamer les heures de conduite. Ça ne va pas tarder. [...] Je n'ai pas trop le choix. [...] Mon copain il a de la chance parce qu'elle ne conduit plus (*sa mère*), elle a un cancer. Mais elle s'en servirait encore, on serait en galère. Déjà on essaie de faire le maximum d'économie au niveau des courses, donc la voiture, ce n'est pas dans les projets. »
Marie

Ou encore Caroline :

« Puis comme je n'ai pas le permis, faut que je jongle pour voir comment faire mes déplacements. Quand je vais voir mon copain, quand j'ai des rendez-vous à Valence. »
Caroline

Ironie du sort, en simultané de cette difficulté à se déplacer sur son territoire, des professionnels font état d'une incitation faite aux jeunes à plus de mobilité, jusqu'à penser la mobilité internationale :

« L'étranger aussi... Cette injonction de l'investissement mais aussi cette injonction de mobilité... Y'a beaucoup de ça. Je suis quelqu'un qui peut être rassurante sur ce côté pour les jeunes. Y'a beaucoup de jeunes qui viennent et qui disent « oui mais j'aimerais faire ça mais pas trop loin. » Bien sûr que l'étranger ça existe, et y'a aussi cette injonction à bouger en France. On nous la sert à toutes les sauces cette mobilité. »
Professionnelle



Entre la difficulté à vivre et se déplacer sur un territoire à proximité et les incitations à être mobile à l'international, le paradoxe fait l'impasse sur le maillage que les jeunes tentent de tenir, comme Chloé :

« Moi je n'aurais pas eu de travail, c'est un truc que j'aurais voulu faire le SVE : faire du bénévolat, partir visiter un pays. Ça c'est un truc que j'aurais voulu faire. Après ça dépend toujours de l'état de mes grands-parents mais partir deux mois pourquoi pas. »
Chloé

Entre l'obligation financière d'avoir un revenu suffisant pour être indépendante et l'obligation morale d'être là pour ses proches, la mobilité internationale, cela reste un luxe pour Chloé.

Les risques d'une mésinterprétation de l'obligation à s'engager

L'absence de choix telle que décrite ci-dessus ne doit pas être confondue avec une injonction, une obligation. Comme dit précédemment, c'est le contexte qui oblige et c'est la personne qui se sent obligée par le contexte. On s'engage alors parce qu'il s'agit de la moins mauvaise solution, parce qu'il s'agit de la seule solution, ou parce qu'on ne sait pas qu'on est en passe de s'engager. Et quand on le réalise, c'est déjà trop tard. On est pris dans un engagement.

Cette précision est d'autant plus importante que du côté des professionnels rencontrés, plusieurs perçoivent des injonctions faites aux jeunes (et parfois par l'intermédiaire des dits professionnels) à s'engager :

« Y'a cette tendance des jeunes qu'on voit, avec cette envie de s'investir dans le local par des associations. On le voyait pas autant avant, je ne sais pas pourquoi. Je pense qu'il y a cette volonté de s'investir sur le territoire puis je pense que les jeunes ont compris que quand on s'engage *via* ces dispositifs, c'est le seul endroit de la société où on laisse une place aux jeunes. Là on laisse une vraie place. Par contre, là où il faut faire attention, c'est qu'il y a de plus en plus une injonction à s'engager, etc. Moi en fac de sociologie, on n'arrêtait pas de me bassiner avec ça. [...] Y'a un sociologue qui avait travaillé sur l'injonction à prendre sa vie en main. Ben l'engagement, c'est ça, c'est "prends toi en main, sois responsable, "fais preuve d'initiative". C'est lié à l'initiative. »
Professionnelle

En faisant référence au sociologue Alain Ehrenberg²⁷, cette professionnelle rappelle le processus de subjectivation de l'individu contemporain qui met l'accent sur l'initiative individuelle pour aboutir à une supposée réalisation de soi. Dans ce processus, échecs et succès sont attribués à l'individu seul, détaché de tout contexte et de toutes conditions sociales. En somme, c'est le vieux leitmotiv « si on veut, on peut » qui devient une sorte de mantra. Sauf que non, il ne suffit pas de vouloir.

D'autres professionnels ont les mêmes prudences à l'égard de l'engagement qui devient omniprésent dans ce que l'on propose et présente aux jeunes, quitte à oublier les engagements dans lesquels ils sont déjà. Car c'est seulement une des formes de l'engagement qui est plébiscitée et pas forcément celle qui fait sens dans le quotidien des jeunes.

Cette distance vis-à-vis de l'engagement et de l'incitation forte à s'engager est d'autant plus importante pour les professionnels qu'ils admettent simultanément qu'ils obligent parfois les jeunes qu'ils suivent à s'engager. Mais ce sont les conditions et le contenu de cette obligation qui sont cruciaux et tous ont peur qu'ils soient mis de côté au profit d'une injonction à l'engagement des jeunes.

Par exemple, un professionnel nous évoque une situation dans laquelle il n'a pas vraiment laissé le choix à un jeune pour s'engager. Mais il précise immédiatement qu'il y a un ensemble de conditions qui rend acceptable cette forte incitation et lui donne sens pour le jeune :

« Là en ce moment, se lever le matin c'est un supplice. Donc il faut bien... Je dis que je lui force la main, c'est peut-être pas ça. [...] Je ne ferai jamais ça avec quelqu'un que je ne connais pas. Je le connais depuis qu'il a 12 ans. Je l'ai suivi jusqu'à ses 18 ans. Il a fait tous les séjours que je proposais. [...] Ça a permis aussi... C'est pas

²⁷ Alain Ehrenberg, 2000, *La Fatigue d'être soi. Dépression et société*, Paris, Odile Jacob.



mal pour l'estime d'eux-mêmes, donc je peux me permettre de lui forcer la main parce qu'il me fait confiance. Je lui ai dit, en gros, fais-moi confiance, je sais que ça peut le faire. Il a envie de s'en sortir. Il accepte le deal pour le moment. Donc je pense tout le monde ne peut pas dire ça "t'es obligé de venir". J'ai une relation un peu plus proche, que je n'ai pas avec d'autres ados par exemple. Avec d'autres ados je ne me serais pas permis ça. Je serais passé peut-être par la famille, en leur disant que ça ne serait pas mal. »
Professionnel

L'interconnaissance sur du temps long et la confiance rendent possible l'incitation à s'engager. Cela signifie que le professionnel comme le jeune se sont mis à l'épreuve mutuellement et ont pu tester la validité de la relation. Ce n'est qu'après cette construction lente et patiente de la relation qu'une incitation peut apparaître. Et elle n'apparaît que si elle fait vraiment sens selon le professionnel et elle n'aboutit que si elle fait vraiment sens pour le jeune.

Toutes ces précautions sont nécessaires. Si elles ne sont pas prises, elles peuvent briser la relation, le jeune en question ayant le sentiment d'avoir été manipulé par le professionnel en qui il avait mis sa confiance. Et les ruptures relationnelles sont complexes à rattraper, si jamais elles le sont. Ces précautions sont aussi nécessaires parce que professionnels comme jeunes savent que s'engager, c'est prendre un risque. Et ce risque doit être proposé si un ensemble de sécurités sont mises à disposition dans le même temps.

L'engagement, le désengagement, le non-engagement : des actes responsables

Puisque « l'engagement nous engage tout entier. En cas de doute sur son aptitude à l'endurance, préférer le non-engagement, le désengagement voire le prompt dégageant »²⁸. Il ne s'agit pourtant pas que d'endurance mais surtout de lucidité et de sens des responsabilités. Alors que le désengagement ou le non-engagement sont bien souvent perçus comme un retrait de la citoyenneté, une difficulté voire un manque de compétences, les jeunes enquêtés rappellent que se désengager ou refuser de s'engager, c'est aussi... un engagement :

« Je suis aussi engagée par rapport à moi-même pour pas me mettre en danger. Par exemple, je travaillais, je faisais les ménages, on m'a proposé un contrat à temps plein et j'ai refusé parce que je savais que je n'allais pas être bien, que j'allais finir en dépression. Je préfère perdre ce boulot, même si j'en avais besoin, parce que je me suis dit que je refusais de me mettre en danger. C'est aussi une forme d'engagement, j'imagine. »
Marie

Pour Marie, quitter cet emploi, c'est avoir conscience de deux choses : ses besoins propres et ce qu'implique d'accepter un contrat. C'est donc par sens des responsabilités pour soi et pour son employeur, par respect d'elle-même et de ce même employeur, que la jeune femme préfère ne pas s'engager plus. On peut ainsi saisir ce désengagement comme un double engagement : pour sa santé et dans la relation de respect et d'honnêteté à l'égard de son employeur. Agir de la sorte demande une grande lucidité et une connaissance de soi fortement développée :

« C'est pour se protéger des autres, et de soi-même. Vu que j'ai été harcelée, je sais ce que ça fait d'être mal. En cinquième, j'étais en état dépressif, je pleurais avant d'aller en cours, je suis allée voir un médecin, une psy. Bon la psy je n'y suis allée que deux fois parce qu'elle ne comprenait pas ce qui m'arrivait. Elle pensait que j'étais comme ça à cause du divorce de mes parents, mais pas du tout. Je sais ce que c'est que d'être en danger par rapport à son mental, je ne veux pas revivre ça. »
Marie

²⁸ *Op. cit.* Bernard Cerquiglini, « Savez-vous à quoi l'engagement engage ? », *De ligne en ligne*, n°23, BPI, avril-septembre 2017, pp.12-13.



“ Léa, 23 ans

PORTRAIT

Si elle n'est pas originaire du territoire, Léa y grandit. Ses parents ont quitté le sud pour s'installer dans une vieille bâtisse en pleine campagne. C'était un rêve comme l'est celui d'accompagner leurs enfants dans leur projet de monter un groupe de musique. En fait, ce sont les trois frères de Léa qui montent ce groupe. Elle y joue à une période, quand les relations de la fratrie se dégradent. Léa apprend alors la basse et joue avec ses frères. Ça ne changera rien, le groupe se disloque quelques temps plus tard. Mais, en dehors de cette période, la jeune femme est surtout spectatrice :

« C'était très prenant, on était à fond dedans, et moi aussi du coup. Puis ils se déplaçaient souvent quand ils étaient en concert, donc moi je les suivais. »

C'est d'autant plus simple que Léa est scolarisée à domicile. Cette forme de scolarité, c'est parce qu'elle a eu des « mauvaises expériences à l'école plus jeune » mais elle sait aussi que c'était plus pratique pour l'organisation familiale. Cela lui convient jusqu'à ce qu'elle entre en première. La jeune femme perçoit qu'elle a besoin de contacts, que quelque chose lui manque. Elle entre au lycée, elle y termine sa scolarité et ça se passe très bien.

Léa poursuit ensuite ses études à l'Université. Elle fait deux années de commerce international à Clermont-Ferrand. Elle pense qu'elle se trompe de voie. Elle est attirée par les langues, non pas par le commerce ; « *je me suis un peu paumée en fait.* » C'est à ce moment-là que sa mère lui évoque le Service civique. L'association dans laquelle elle travaille en cherche un, pourquoi pas Léa ? Elle postule, elle est prise. Elle ne savait pas trop ce que c'était, finalement, qu'un Service civique :

« Le Service civique que j'avais fait, c'est là je crois que j'ai vraiment commencé à m'engager. C'était il y a quatre ans. Trois ans ou quatre ans, je ne sais plus... 2014, trois ans. C'était à la sortie de la fac, et je ne savais pas quoi faire. J'hésitais entre une année de césure, partir, mais je n'avais pas assez de sous, je n'avais rien mis de côté. Ou un Service civique, c'est l'opportunité qui s'est présentée dans l'association. »

Mais même si elle apprécie l'expérience, elle ne sait pas quoi en faire ni comment la valoriser. Alors, elle reprend des études. D'abord une année en sciences de la vie et de la santé pour se préparer au concours de kinésithérapeute. Elle part à Limoges. Mais Léa arrête avant le concours, submergée par le sentiment de ne pas avoir le niveau requis, cette période, l'a « *plombée et découragée beaucoup* » :

« C'était un défi par rapport à moi-même de me dire que j'étais capable de recommencer quelque chose dans les sciences. Parce que j'étais partie sur une mauvaise impression du lycée, j'avais eu de très mauvaises notes au bac en maths et en sciences globalement. Pour mon orgueil, je voulais retenter quelque chose là-dedans, même si ça ne marche pas. C'était intéressant, j'ai appris plein de trucs, des trucs qu'on fait en fac de science, assez poussés. Mais je ne suis pas allée au bout. Je n'ai pas aimé la compétition, c'était une mauvaise idée d'aller là-dedans parce que c'est que de la compétition. Il faut arriver au concours avant les autres. »

Quand elle revient chez ses parents, elle cherche du travail, des petits boulots plutôt. Elle travaille comme barmaid dans un village vacances puis, par la Mission locale, elle est prise dans un emploi d'AVS.

« C'est des contrats aidés pour les jeunes de moins de 25 ans, c'est par la Mission locale que j'ai bénéficié de ça. C'est pas mal, ça permet de faire autre chose à côté. J'avais attaqué autre chose au début de l'année, c'était science de l'éducation en troisième année. C'est un peu spécial, j'ai attaqué ça par correspondance parce que je voulais faire une troisième année de fac et réussir. Mais ça n'a pas marché ! [...] C'est fou quand j'y pense je me dis que je suis complètement folle en fait, j'ai attaqué trop de trucs (*rires*). »

La réussite des études tourmente la jeune femme. Dans son parcours, c'était là le seul domaine qu'elle maîtrisait totalement, sans être dans l'ombre de ses frères. Mais elle n'est pas sûre que les études soient ce qui l'intéresse le plus, au fond. Son grand rêve, son désir profond, ce serait de partir à l'étranger, juste pour elle, juste pour se confronter seule aux autres :

« Mais je ne l'ai jamais fait encore. À chaque fois que j'avais l'occasion de partir, ça ne s'est jamais fait. C'est une frustration pour l'instant parce que j'ai tellement envie. Il faudrait que j'arrête tout, que je me dise maintenant, tu prends un billet et tu t'en vas. Ça c'est mon rêve, c'est vraiment mon rêve. »

PORTRAIT



Ce sens de la responsabilité, on le retrouve quand Caroline, alors qu'on lui évoque la possibilité de faire un Service civique, préfère ne pas se prononcer. Pourtant, l'appellation du dispositif semble l'intéresser. Caroline a pensé un temps s'engager dans l'armée. La notion de service lui parle, lui donnerait presque envie. Mais la jeune femme se ravise : « *je ne vois pas trop ce que c'est. Donc tant que je ne sais pas, je ne m'engage pas.* » Quand les jeunes ont plusieurs alternatives, que l'engagement n'est pas la seule possibilité qu'ils entrevoient, ils souhaitent alors peser le sens de l'engagement, en saisir les ressorts et implications avant de s'y lancer. Ce n'est pas un retrait, c'est une conscience de ce que suppose s'engager. Ça ne se fait pas à la légère si on le décide en son âme et conscience.

C'est d'ailleurs pour ça que Samy a refusé plusieurs possibilités de s'investir. Il a un bac pro en installations climatiques et de chauffage. Puis ses parents le poussent à faire un bac technico-commercial. Ça ne lui plaît pas. Il arrête ses études et prend cette décision étrange tout autant que pertinente : « *Je veux bosser parce que je ne sais pas ce que je veux faire.* »

Samy débute alors une mission à l'usine, dans un village alentour. Cela dure trois mois jusqu'à ce qu'on lui propose un CDI. Le jeune homme refuse, il ne peut pas, « *trop de responsabilités, puis je vais être coincé par un CDI, je veux peut-être reprendre mes études* ». Il enchaîne ensuite les expériences : boulanger, plombier. Il est d'ailleurs embauché par un plombier pour quelques temps. En fait, Samy veut « *découvrir d'autres choses* » et il a conscience qu'il n'est plus à l'école et que, par respect pour ses parents, il faut qu'il trouve un emploi.

Pris dans cette responsabilité vis-à-vis de sa famille, Samy ne veut pas être pris dans de nouveaux engagements qu'il ne veut pas tenir, alors qu'il se sentira obligé de les respecter. C'est pour ça qu'il refuse le CDI, c'est aussi pour ça qu'il refuse la Garantie jeune, il a l'impression qu'il va « *encore être coincé par ça.* » Parce qu'un engagement, ça oblige.

Si Samy envisage aujourd'hui la possibilité de faire un Service civique, le jeune homme pèse ses choix. Pour l'instant, il a un peu de latitude, sa famille reste un support. Mais à 20 ans, il est encore à l'âge de tous les possibles, alors il veut expérimenter pour ne pas s'engager à la légère. Refuser un engagement qu'on pense ne pas pouvoir ou vouloir tenir, c'est un désengagement responsable, une conscience de ce que c'est qu'être engagé, et quelque part, c'est être aussi engagé : dans une relation de respect vis-à-vis d'autrui, et parfois dans d'autres engagements qui vous obligent déjà.



3 L'engagement, une prise de risque

« C'est beaucoup plus facile de s'engager quand on est en sécurité. »
Fry

S'engager, ce n'est pas nécessairement faire ce qu'on « veut », mais d'une certaine manière faire « ce qu'on peut » au regard d'une situation donnée. C'est donc déjà être situé, se situer dans un contexte et s'embarquer en fonction de ce contexte sans pour autant savoir ce qui va advenir. Il y a ainsi une incertitude constitutive de l'engagement : on s'y lance mais on ne sait pas à quel prix. On ne sait pas non plus si on en sera capable. Le risque est gros, surtout quand on le met en vis-à-vis avec ce que l'on suppose dans le cadre de cette étude : ce que l'on met en gage, c'est soi, ou des parties de soi. Donc, ce qui s'y risque, c'est soi.

Ewen a déjà été engagé malgré lui, il arrive très bien à contextualiser pourquoi il débute un CAP cuisine quand il a 16 ans :

« C'est un engagement qui ne venait pas forcément de moi. Parce que vous savez, maintenant, un jeune qui veut rien foutre à l'école, parlons bien, on lui dit "tu fais un métier, un apprentissage puis voilà". Moi j'ai choisi ça parce que mon père était cuisinier mais ça a toujours été la danse mon truc. »
Ewen

Quand il ne peut plus respecter le pacte familial et tenir dans le CAP, il décide de tout arrêter pour se consacrer à la danse, quitte à en payer le prix. Il s'y est risqué pourrait-on dire :

« La famille du côté de mon père ce sont des gens qui sont... Quand j'ai dit que je voulais arrêter la cuisine pour faire de la danse, on m'a dit que j'étais un illuminé. "T'es une tafiole, t'es un bon à rien", moi toute ma vie ça a été ça. »
Ewen

« Illuminé », « tafiole », Ewen doit avoir les reins solides pour tenir son investissement dans la danse. Il y arrive, entre autres, parce qu'il y a sa mère, mais aussi son professeur de danse. Ainsi, malgré tout, Ewen a quelques sécurités.

Les mises en sécurité

Au regard des risques induits, la dynamique de l'engagement doit être accompagnée d'un ensemble de sécurités. Cela ne veut pas dire que les sécurités sont nécessaires à l'engagement. Nombre des jeunes enquêtés se sont risqués quand bien même rien n'avait été organisé pour les rassurer ni pour assurer cette mise en danger. Comme évoqué plus haut, s'engager, ce n'est pas forcément un choix. Ce peut être une mise en situation qui peut devenir mise en insécurité. Cependant, pour que les jeunes puissent conduire à terme, valoriser, développer et articuler les engagements dans lesquels ils sont pris, il faut des mises en sécurité.

Fry combine humilité et lucidité quand il explique à quel point sa situation personnelle ne recouvre pas celle de tous les jeunes. Il observe qu'il fait partie des plus chanceux, de ceux qui peuvent se risquer dans des engagements parfois très subversifs sans se mettre trop en danger :

« Moi j'ai une chance inouïe, je peux tout essayer. C'est-à-dire que je n'ai aucune crainte. Si ça ne me plaît pas, je peux partir en claquant des doigts. S'il m'arrive quoi que ce soit, que ma vie ça devient compliqué, j'ai un contexte familial qui me permet de... Je ne risque rien à partir. »
Fry



Ce qu'il considère comme « *un contexte rassurant* » c'est tout d'abord sa famille qui sait se faire discrète autant qu'elle est soutenante :

« J'imagine pour beaucoup de personnes, faire des choix que moi je fais, c'est compliqué parce que si jamais ça rate, ça va être compliqué de se relever. Moi non, je peux tout essayer, je n'ai aucune peur. Là je suis totalement autonome, ça fait trois ou quatre ans. On va dire que mes parents ne me soutiennent plus. Sauf que s'il m'arrive quoique ce soit, ici ça rate, je vais tenter ailleurs, je vais partir en Bretagne, dans les Pyrénées, peut-être à l'étranger, si jamais ça rate, j'ai le point de chute à Lyon. Je ne risque rien. [...] C'est toujours rassurant de savoir que tu as toujours la famille qui sera là, qui restera là. »

Fry

C'est aussi par l'intermédiaire de sa famille que Fry a repris contact avec le professionnel qui l'a embarqué sur le territoire qu'il habite aujourd'hui. La lucidité de Fry n'enlève rien à la force de ses engagements mais elle permet de saisir que les inégalités face aux dynamiques d'engagement ont affaire avec les sécurités que les jeunes possèdent. Certains hésitent à se risquer car ils comprennent qu'ils peuvent perdre le peu de sécurités qu'ils ont. D'autres doivent se risquer car ils n'ont rien à perdre. Ce faisant, s'engager est une planche de salut. Si cela dysfonctionne, ils se retrouvent dans une situation tout aussi complexe à laquelle s'ajoute une nouvelle donnée : la déception.

Le risque déceptif n'est pas anodin. Si l'engagement a pour vertu de renforcer la confiance en soi, on imagine très bien qu'un engagement qui se révèle être un échec peut produire une onde de choc sur la confiance, voire l'estime de soi. Les résonances de l'échec peuvent d'ailleurs se propager et atteindre un ensemble d'autres sphères auprès desquelles la confiance sera rompue.

Christophe, par exemple, a cumulé les prises de risque, sans le savoir vraiment. Lorsqu'il crée une association dans son village, il s'investit outre-mesure à tel point que son propre devenir semble secondaire. Dans les faits, Christophe envisage de devenir salarié de l'association qu'il préside. Il s'agit alors de créer son propre poste parce qu'il répond à un besoin et que le jeune homme a su en montrer la plus-value sur le territoire.

Après une longue période de bénévolat, cumulée à un Service civique pour perfectionner son apprentissage fait « sur le tas », il pose sa démission en tant que président pour ensuite se proposer en tant que salarié. Les membres de l'association refusent :

« Je posais ma démission pour devenir salarié de l'association. Arrivé à l'AG, tout le CA a dit "on ne veut pas que tu démissionnes, on ne veut pas que tu sois salarié, on ne veut pas que tu ouvres d'autres associations dans d'autres villages". Parce que je voulais développer ça dans d'autres villages. "Nous on veut rester là tranquilles, on a compris déjà que les festivals c'était trop". Enfin ils m'ont démonté, tous, tous. Sauf un. Eux ils ont eu du mal à encaisser aussi, parce qu'ils ne pensaient pas que j'allais partir. Ils voulaient juste que je ne sois pas salarié, ils ne voulaient pas que ça s'agrandisse. Ils voulaient juste que j'organise les choses. »

Christophe

Il quitte donc l'association qu'il a créée et perd son projet professionnel. Il perd aussi ses amis, la reconnaissance des élus, etc. :

« Et au milieu de ces gens-là, y'avait mes meilleurs amis. [...] Le président de comcom, le maire, les élus communaux et intercommunaux, maintenant ils ne me parlent plus. La dernière fois j'étais au forum des asso, ils m'ont boudé. C'est impressionnant, c'est des adultes. Je n'ai plus rien à leur apporter. Je me suis retrouvé seul du jour au lendemain alors que pendant un an et demi, je me suis battu pour tout le monde. D'un coup, ils m'ont tous tourné le dos. »

Christophe

Les conséquences sont nombreuses pour Christophe, et même pour ses proches. Comment justifier d'un tel engagement, en partie financé par ses parents, alors qu'il n'y a aucun retour sur investissement. Pire encore, Christophe a perdu des opportunités pour son devenir personnel. Les impacts touchent aussi l'estime que Christophe se porte, son rapport au territoire puisqu'il n'apprécie plus le village pour lequel il a donné plus d'un an et son rapport aux autres. Le jeune homme ressent une perte de confiance autant envers les jeunes qu'envers les élus. D'autant plus que chacun a laissé planer le doute quant au statut de Christophe : bénévole ayant un bureau et une stagiaire à la mairie, tous les attributs du salarié lui étaient donnés.



Christophe, 20 ans

▲ PORTRAIT

C'est vers ses 12 ans que Christophe se retrouve dans ce village de Haute-Loire. Auparavant, il habitait dans une petite ville non loin. Le jeune homme vit bien ce déménagement, même s'il admet que le changement a été total.

Le fil rouge de cette histoire, c'est la famille. Si les parents de Christophe s'installent dans ce village, c'est que sa mère y a des proches. Christophe intègre donc le même collège que sa cousine, et il y fait vite sa place. Il entre même à l'internat avec sa cousine et des amis quand il doit aller au lycée. Le lycée n'est qu'à 30 mn de route, mais c'est Christophe qui se laisse convaincre par ses amis. Il a de bons souvenirs de ce temps lycéen, c'est d'ailleurs à cette période qu'il est embarqué dans une association. Christophe n'en a pas envie. Il n'en n'a même pas l'idée. Mais son meilleur ami projette de devenir le nouveau président d'une association lycéenne qui rassemble tous les élèves de la filière ES du lycée, les actuels et les anciens. Cet ami a besoin de constituer une équipe pour se présenter à la présidence. Christophe accepte d'être secrétaire. Son ami est élu, Christophe devient officiellement secrétaire. Et il se prend au jeu, d'autant plus que son ami, une fois élu, délaisse l'association :

« J'assumais à sa place. C'est à ce moment-là où j'ai commencé à avoir cette petite fibre. On en est responsable pendant toute l'année, si on fait foirer cette deuxième année, l'asso est morte. »

Il prend cette responsabilité tellement à cœur qu'il développe un ensemble de projets, jusqu'à organiser un concert avec 300 personnes. « *Plutôt réservé au départ* », Christophe s'est « *révélé*. *En cours, je n'étais pas l'élève... Je n'étais pas une flèche, j'étais normal, classique.* »

En fait, il découvre qu'il est un « *meneur, et c'était une condition qui me convenait parfaitement. Ce que j'apprécie c'est de me dire, j'ai bossé pendant deux mois et voilà le résultat.* »

Le temps du lycée terminé, Christophe quitte le bureau de l'association tout en y restant membre. Il doit partir pour poursuivre ses études. Ce sera à Montpellier. D'abord une école de commerce qu'il arrête au bout de deux mois, puis la fac de psycho. Il arrête aussi. Il ne trouve pas sa place ni dans les études, ni dans cette ville. Il retourne au village.

« Donc je reviens. Là, je ne fais rien. Je ne fais rien pendant deux mois. Voilà. Je suis chez mes parents. Et je décide de créer une asso. Donc c'était l'année dernière, en mars. [...] On voulait que notre village bouge, on voulait aussi un local pour nous. Parce qu'on traînait dans les chiottes, on traînait dans les bars. »

C'est avec un ami qu'il assure la co-présidence. Ils arrivent à mobiliser les jeunes du village, puis très vite, c'est Christophe qui assume l'association. Il arrive à trouver une salle pour les jeunes, et malgré les railleries dans le village, il est soutenu par les élus. Le jeune homme organise aussi un jardin solidaire avec une maison de retraite, met en place des événements dans le village, relance les festivités de Noël. Et enfin, il met en place un festival intercommunal. Il s'occupe de tout, peut-être trop se dit-il avec du recul. Mais Christophe a un projet au-delà de l'association, c'est d'en devenir salarié. C'était entendu par chacun jusqu'à ce que le jeune homme pose sa démission de président afin de postuler en tant que salarié. Le Conseil d'administration de l'association refuse. « *La violence a été incroyable, incroyable* ». Avec ce refus, Christophe perd ses amis, son projet professionnel. Puis les élus coupent les ponts avec lui. Il termine quand même le Service civique qu'il a débuté quelques mois auparavant. Ironie du sort, ce Service civique, il l'a fait pour le réinvestir dans l'association qu'il doit alors quitter. Christophe accuse le coup. Il se reprend peu à peu et entame une formation d'hypnothérapeute. Il l'obtient et projette bientôt son installation en tant que professionnel. En attendant, il envisage de faire des petits boulots. Mais peut-être pas dans ce village :

« Je ne suis plus attaché au territoire à cause de ça. Le territoire pour moi c'est les hommes et pas le sol. Les gens me connaissent tous. Je resterai dans le coin parce que je n'aurai pas de sous pour avoir un appartement ou quoi que ce soit. [...] La vie associative, je l'ai un peu mise de côté. Il est temps que je pense à moi. »

▲ PORTRAIT



« *La violence a été incroyable, incroyable* » se remémore-t-il. Parce que quand une personne s'engage, plus encore un jeune, elle le fait avec sérieux. Et comme dit précédemment, c'est tout son être qui s'engage. D'ailleurs, pour ne pas nuire à cet engagement, au fil de cette année de bénévolat, le jeune homme a refusé des emplois :

- « Comme j'ai été président d'association, j'ai eu pas mal d'offres (*d'emploi*). Co-responsable d'un magasin bio, un emploi à la Communauté de communes comme responsable des évènements, moi avec mon bac ES à même pas 20 ans.
- Et tu n'as pas accepté ?
 - Ben non.
 - Parce que tu pensais avoir ce poste ?
 - Ben ouais. »

Concernant l'emploi dans le magasin bio, il transmettra l'offre à un ami de l'association, trois semaines avant qu'il soit obligé d'en démissionner. Alors on peut se demander ce qui pousse à autant donner de soi sans aucune certitude, sans aucune garantie. Il y a une part d'intérêt personnel, nous le verrons, mais il n'y a pas que ça.

Faire pour les autres

En fait, les risques qui peuvent être pris le sont pour soi, mais aussi bien souvent pour les autres. Pour Christophe, créer son poste, c'était aussi redynamiser le territoire, offrir des espaces aux jeunes et rassurer ses parents. Le rapport à la famille apparaît en filigrane des dynamiques de l'engagement. Dans la situation de Christophe, aller au bout de son projet, c'est apaiser ses parents quant à la prise de risque qu'il prend. Car, en relisant son histoire, le jeune homme constate que s'il a fait des études, ce n'était pas vraiment pour lui :

- « Ils (*ses parents*) voulaient que je fasse des études en fait.
- Et toi, tu voulais ?
- Ben pas forcément. Il est là le problème, c'est que je ne voulais pas faire d'études. Mais je ne sais pas pourquoi finalement. Peut-être parce qu'ils voulaient trop que je fasse des études (*pires*). »

Alors quand Christophe arrête ses études et se lance dans le bénévolat, ses parents restent circonspects. S'ils le soutiennent, ils ne comprennent pas dans quoi il s'engage, justement :

« Mais bien sûr que tes parents te disent "mais qu'est-ce que tu fous ? Pourquoi tu ne vas pas au code (*de conduite*) ? Comment tu vas trouver un boulot ?" Bien sûr, mais ça fait pas forcément écho. [...] Je travaillais à Carrefour en même temps. [...] Mes parents voulaient que je bosse pour mon avenir, ce qu'ils ne comprenaient pas c'est que pour moi, l'association, c'était mon avenir. J'avais l'ambition de devenir salarié de cette asso»

Christophe

La famille est une donnée non-négligeable quand on considère les dynamiques de l'engagement. Elle peut être un facilitateur de l'engagement en étant support pour les jeunes, voire médiatrice, comme elle peut être un frein, soit parce qu'elle engage le jeune dans des situations qui empêchent d'autres engagements, soit parce qu'elle ne comprend pas les engagements pour lesquels il se mobilise :

« On voit que c'est un phénomène de génération. Nos parents n'ont pas compris ce moment où on est arrivés en Service civique. Mes parents, famille ouvrière, ils m'ont poussée, j'ai mon bac+5, j'ai voulu aller à l'usine, ils m'ont dit « oh ! ». Oui mais je veux de l'argent parce qu'après je veux faire un truc qui sera pas payé. Ils m'ont dit « non mais attends, t'as fait un bac +5 pour aller faire un Service civique ? ». Ils ne comprennent pas. »

Gaëtane



S'engager, ce peut être aussi une manière de témoigner de sa capacité à « faire quelque chose de bien » quand les jeunes ont l'impression de décevoir leur famille :

« La famille peut être un frein au projet des jeunes. Mais je vois que c'est quand même important. Même si les jeunes font croire que les parents "ouais", tout ça. S'il y a une sorte de bénédiction de la famille, même plus ou moins dite, c'est vachement important. Là j'ai eu la maman au téléphone, elle est assez favorable pour ce projet-là en mars (*un Service civique*). Même pour lui, c'est quand même quelque chose de valorisant. Il sait ce que sa mère pense de lui en ce moment, qu'il ne fait rien. Je pense qu'il le fait aussi un peu pour elle. Ça compte aussi ! »

Professionnel

C'est aussi le cas de Karim rencontré sur le Chantier de jeunes bénévoles qui oscille entre l'opprobre de ses amis du quartier et la fierté éprouvée par sa mère. Les jeunes enquêtés font donc pour les autres et aussi en fonction des autres, par exemple ici la famille.

Le sens de la responsabilité, signalé précédemment, rejoint alors la volonté d'être utile :

« J'aime travailler, rendre service, être utile. Y'a toujours ce truc d'être utile. [...] Mais ce n'est pas du tout réfléchi. Ce n'est pas par orgueil ou de se dire "tiens je vais aider cette personne, elle va s'en sortir". C'est vraiment naturel, quand les situations se présentent, ça me paraît normal d'être là, de faire ça. »

Léa

Ou encore Katia, qui se rend bénévolement dans un refuge pour animaux :

« Ça aide, parce que la dame est toute seule. Elle monte aussi son refuge petit à petit, donc ça l'aide beaucoup. Quand j'ai beaucoup de temps, j'essaie de trouver des trucs à faire ou je demande s'il y a besoin d'aide. J'ai envie de bouger, je n'aime pas rester coincée sur le canapé à rien faire. »

Katia

Ce faisant, le risque déceptif apparaît plus encore. Si on s'engage pour les autres soit qu'on souhaite les rendre fiers soit qu'on souhaite les aider, les jeunes enquêtés prennent simultanément le risque d'être déçus. Le risque est plus fort encore que les entretiens rappellent que plus le fait de s'engager pour quelqu'un est fort, plus l'engagement du jeune l'est aussi. Il ne veut pas « se rater », par peur de décevoir, quitte à repousser ses limites ou à tout mettre en œuvre, parfois jusqu'à l'inconscience, pour ne pas décevoir celui par qui/pour qui il s'est engagé. Car à travers l'engagement, c'est bien soi-même que l'on engage ; ne pas aller au bout d'un engagement, c'est illustrer à quel point notre propre personne est décevante.

Faire pour les autres est ainsi tout autant un moteur qu'un risque. Il est un risque en raison de la mise en gage de ce que l'on suppose être sa propre valeur aux yeux des autres. Il est un risque aussi parce que s'engager pour les autres, cela peut revenir à s'oublier, à oublier des engagements que l'on peut avoir de soi-à-soi. Nous y reviendrons.

Pareillement, l'utilité a deux facettes. Elle est intelligible quand elle s'exerce pour les autres mais semble perdre sa consistance quand elle n'est pas ostensiblement tournée vers autrui. Ce faisant, le sentiment d'être utile est soumis au jugement public, de sorte que certains engagements qui publicisent leur utilité aux autres (même si dans le fond, il n'en est rien, ou si peu) sont considérés comme valables alors que d'autres, qui semblent plus modestes, ne sont plus considérés comme des engagements. L'utilité considérée du point de vue des jeunes semblent avoir peu de valeur, on lui accorde peu de crédit, quand bien même elle serait plus en adéquation avec ce que les jeunes perçoivent des situations :

« Y'a une association de jeunes vers ici. Elle n'a pas de gros projets. Son but premier, c'est de se réunir entre jeunes. Je trouve ça très bien. Et bien, tout le monde leur casse du sucre sur le dos en disant "ils ne font rien".

Comme si on n'avait pas le droit de s'associer sans faire quelque chose. Être ensemble. "Oui mais ils ne font rien", et alors ils n'ont pas le droit juste d'être ensemble ? L'engagement doit-il être forcément lié à de l'utile ?

Ils ne font rien d'utile sur l'extérieur. Eux c'est utile en interne. »

Professionnelle



Fry, 22 ans

▲ PORTRAIT

Alors qu'il était plutôt bon élève, c'est quand il est arrivé en seconde que Fry n'a plus vraiment trouvé de sens au chemin qui lui était tracé :

« C'était un gros échec scolaire la seconde générale. Ça ne m'allait pas. Donc j'ai dû me réorienter à la fin de l'année. Je ne savais pas exactement quoi faire. J'avais des amis qui travaillaient le bois et ça me plaisait de les voir faire. Ils étaient charpentiers. Donc je suis parti en menuiserie, sauf que la menuiserie, c'était de la grosse production. Ça ne me plaisait pas du tout. »

Connaissant bien les parents de Fry, un professionnel qui travaille dans un autre département est au courant de la perte de sens que rencontre le jeune homme. Ils se connaissent depuis l'enfance et le professionnel sait bien que Fry a besoin d'autre chose. Alors il lui propose de le rejoindre pendant les vacances pour travailler dans l'animation en tant que saisonnier. Fry n'a alors même pas le Bafa. Il fait plusieurs saisons. Et il se découvre une vocation. Maintenant il sait ce qu'il veut faire. Il reste à savoir comment y arriver. En fait, Fry sait bien que « *du travail dans l'animation, y'en a. Dans toute la France, j'en ai de partout, y'a pas de problème. Mais cet endroit me plaisait tellement. Donc je n'attendais que ça* ». Or, la structure dans laquelle il veut travailler a un financement très contraint. Et la Communauté de communes cherche des solutions pour financer son poste :

« Durant deux ans j'ai attendu pour savoir si pour eux (la Communauté de communes qui peut financer son poste) ça marchait. J'en ai profité pour faire des formations adultes, tourneur sur bois puis après sculpteur sur bois. Des trucs qui me plaisaient où je commençais à travailler du bois pour de vrai. Et à la suite de ça, ils m'ont proposé un Service civique qui a duré six mois. Après ce Service civique, l'Emploi d'avenir, maintenant ça va faire un an et demi. À la suite de ça du coup j'ai réussi à créer mon poste donc... »

Et si Fry est passionné par son emploi, si, pourrait-on dire, il s'y engage pleinement, ce n'est pas uniquement là qu'il s'investit. Le jeune homme est aussi passionné par ce territoire rural et par les possibilités qu'il offre. Au regard du territoire, Fry et sa compagne envisagent d'emménager dans une maison au loyer de 250 euros par mois. Accolé à la maison, un terrain de presque un hectare :

« C'est presque trop grand mais le but d'avoir autant c'est de se lancer dans l'agriculture un peu plus poussée. Parce que là, j'ai une maison mais je n'ai pas beaucoup de terrain. Je peux m'amuser déjà mais avec ça je vais pouvoir m'amuser encore plus. Le but c'est d'avoir un terrain et de cultiver les choses de manière alternative. »

Le jeune homme vise l'autonomie alimentaire. Il a pratiquement atteint son but avec l'élevage de poules et de canards, il peine plus quant à l'agriculture. Alors il teste, expérimente de nouveaux modes de culture. Ici, il peut s'y adonner. Il regarde des vidéos, lit des ouvrages, s'essaie à la permaculture, et avance par essai-erreur :

« J'apprends, donc je sais pas tout tuer. Là, j'ai des canards, le jour où je vais devoir tuer, je vais me sentir bête. Parce que j'ai déjà vu faire mais je n'ai encore jamais pratiqué. Je vais demander de l'aide à quelqu'un, je vais le faire et il va me conseiller au même moment. Parce que je ne veux pas faire d'erreur. Pour pas que... Mais après c'est vrai que j'ai beaucoup été élevé avec ça aussi. Mes parents ont été élevés dans des milieux très ruraux et j'ai une partie de la famille où ils ont toujours vécu comme ça. Donc, depuis que je suis petit, tous les ans je vais tuer le cochon. »

Remembrance de culture familiale et sens aigu de la responsabilité se fondent, Fry veut mériter ce qu'il a et ne jamais prendre plus que ce dont il a besoin. Pour vivre en adéquation avec les principes qu'il se fixe, il sait qu'il est étayé. D'abord par sa famille sur laquelle il sait qu'il peut compter, quoiqu'il choisisse de faire. « *J'ai un contexte rassurant, c'est incroyable* ». Il peut aussi s'appuyer sur des habitants du territoire. Et le jeune homme se dit très bien qu'il pourrait rester ici toute sa vie, dans cet emploi ou en en créant un autre. Mais il pourrait partir aussi si d'autres horizons l'attirent. Rien n'est fermé tant qu'il respecte ses principes de vie, de sorte que son engagement dépasse largement le cadre des dispositifs, outils mis à disposition d'un idéal plus grand :

« Je voulais bien servir une cause mais Service civique ou autre... Si jamais ils m'avaient proposé le poste sans les dispositifs, j'aurais pris tout pareil. Mais ils n'auraient pas pu me le proposer. »

▲ PORTRAIT



Faire avec les autres

Comme l'illustre cette association de jeunes dont l'utilité se joue avant tout en interne, les enquêtés rappellent que s'engager, si c'est faire pour les autres, c'est aussi faire avec les autres. Par exemple, en Ardèche, les jeunes investis dans la Garantie Jeune expliquent leur implication en deux temps : avoir des ressources puis, rapidement, ne plus être seul. Parfois isolés sur le territoire ou avec des amis qui sont en emploi ou en études, les jeunes inactifs dans les territoires ruraux sont particulièrement isolés. On pourrait supposer qu'il en est de même en milieu urbain, sous d'autres modalités.

Par ailleurs, certains de ces jeunes sont tout autant isolés quand ils trouvent un emploi :

« Des fois je remplace une personne qui fait les ménages à la mairie. Et je suis toute seule en fait. Je viens le matin à 7h et je pars à midi ou 1h, et je suis toute seule. Des fois je croise les gens. [...] Parfois on travaille avec des personnes qui ne sont tellement pas de notre génération... Moi j'ai travaillé avec une personne âgée quand je faisais des ménages. Elle pouvait avoir l'âge de ma mère. Ou à l'école, j'ai surveillé les enfants avec des personnes qui ont 25, 26 ans, même là, c'est pas du tout la même chose. »

Marie

La dynamique de groupe fait alors partie de la dynamique de l'engagement. L'idée de se retrouver à plusieurs donne du sens, elle apporte aussi de l'aide et implique des devoirs. Chloé a principalement fait réparer la vieille voiture donnée par son grand-père parce qu'elle doit transporter d'autres jeunes. Elle s'est engagée à le faire pour eux, à faire le trajet avec eux, alors elle assume :

« Je faisais du co-voiturage. Les premières semaines, j'en avais deux avec moi dans la voiture. Je veux dire que je n'avais pas que moi. Moi, je reste bloquée devant chez moi, je reste bloquée, c'est mon problème. Mais du coup, j'ai fait réparer la voiture. C'est des frais, mais mon grand-père m'aide financièrement. [...] Si c'était que pour moi, peut-être je ne l'aurais pas fait réparer tout de suite. Ça m'a coûté 150 euros quand même pour changer une petite pièce électronique. »

Chloé

Dans la situation évoquée par Chloé, un autre élément attire notre attention. Chloé est en début de Garantie jeune et quand nous rencontrons le groupe en entretien collectif, tous appréhendent le moment où leurs chemins vont se séparer pour se poursuivre principalement en accompagnement individuel. Ils auraient aimé que le collectif dure.

La temporalité de l'engagement est celle du long terme pour la majorité des jeunes rencontrés. A contrario de l'engagement post-it évoqué dans la première partie du document, quand les enquêtés se sentent vraiment engagés, impliqués, c'est pour longtemps. Ils savent que l'engagement s'éprouve et qu'il éprouve toutes les parties. Cette mise à l'épreuve demande de l'endurance, donc du temps long. Et si les enquêtés se prêtent volontiers aux engagements ponctuels, post-it, ils savent très bien mesurer la différence entre cette forme d'engagement et celle qu'ils expérimentent de manière plus profonde, plus... engagée ? Ils savent qu'ils n'y mettent pas la même chose, ils savent qu'ils se mettent bien plus en gage dans leurs engagements de temporalité longue que dans les engagements post-it. C'est la même puissance du collectif, de faire partie d'un groupe et d'en être un élément « utile » et dont on a besoin qui motive tant Monicode. La jeune femme s'est tour à tour engagée dans une association de soutien scolaire, dans du bénévolat pour des manifestations culturelles jusqu'à une mobilisation étudiante. Mais il y a aussi ce collectif dans lequel elle a été quelques temps. Il s'agissait d'ouvrir des squats pour des personnes sans-abri à Clermont-Ferrand. Comment est-elle entrée dans ce collectif ?

« C'est des rencontres en fait, c'est lié à des rencontres. On rencontre quelqu'un, on discute, on refait le monde puis au bout d'un moment « ah moi je fais ça ». C'est super, je passerai voir ce que vous faites. Puis de fil en aiguille, on s'embarque un peu dedans. »

Monicode



Être embarqué, c'est la première impulsion de l'engagement. Et pour être embarqué, il faut qu'il y ait une situation qui vous oblige ou des relations qui vous prennent à tel point que vous les suiviez.

L'engagement repose donc aussi sur des dynamiques relationnelles. Cela peut être des proches comme les parents, des amis, des collègues ou alors des professionnels²⁹ qui jouent tous un rôle dans le processus d'engagement. En somme, les sociabilités légitiment les pratiques, créent des opportunités d'engagement et remplissent en cela une fonction d'intermédiaire.

C'est comme ça qu'Ewen s'est lancé dans la danse. Il y a une médiation en deux temps. D'abord sa mère qui rencontre une danseuse et pressent que c'est ce qu'il faudrait à son fils. Puis cette danseuse, qui est aussi prof de danse, et qui va révéler le jeune homme. Pourtant, à l'époque, Ewen est loin d'avoir l'apparence d'un danseur. Quand il se décrit, il se rappelle qu'il avait des t-shirts de Hard-rock, des bracelets à piques, les cheveux longs et qu'il écoutait du métal, « *comme je n'avais pas confiance en moi, je me sentais nul par rapport aux autres, c'était mon moyen de m'échapper* ». Puis il va à son premier cours de danse. Plus moyen de s'échapper :

« Ma mère m'a amené, elle m'y a trainé, on a regardé un cours de danse. Et là, une prof de danse m'a parlé, elle m'a dit bonjour. Moi j'étais tout le temps recroquevillé, la tête baissée. Elle est venue nous voir, elle m'a parlé. Elle me fait "Ewen", ma mère a vu la lumière dans mes yeux, et je sentais que c'était la première personne autre que ma mère qui me parlait comme si je n'étais pas nul, comme si j'étais quelqu'un. Elle ne me jugeait pas. Elle m'a mis à la barre, j'ai tendu le bras. Elle a mis ses deux mains autour de mon bras, elle a senti et elle m'a dit "tu as une très grande force d'énergie en toi". J'ai été son chouchou, elle a toujours été là pour moi, elle m'a toujours soutenu, elle m'a donné des responsabilités. »

Ewen

Ewen nous enseigne ensuite en quoi faire avec les autres, c'est aussi s'engager avec eux et, de fil en aiguille, s'engager pour eux. C'est là où réside tout l'intérêt de cet engagement avec. C'est là où réside toute la mise en risque de soi. Car comme dans le faire pour les autres, faire avec, c'est prendre le risque de décevoir quand on ne peut plus assurer sa place dans le destin collectif. Ewen a eu un passage à vide. Il n'a plus pu tenir ses engagements auprès de l'école de danse. Il les a « *plantés* » à plusieurs reprises. Il sait que personne ne lui en veut. C'est ça aussi la mise à l'épreuve de la relation. Mais Ewen s'en veut à lui, « *je me suis déçu moi-même. [...] J'ai même peur d'y retourner du coup, puisque j'ai manqué des cours* » :

« Ma perception des choses, c'est que je me suis engagé dans une formation de danse, je devais prendre des cours, je n'y suis pas allé. Ces gens-là comptaient sur moi pour des spectacles, je n'y suis pas allé. Pas au début, mais les dernières années. [...] J'ai vachement culpabilisé parce que ces gens-là ont cru en moi et moi je les ai déçus. Mais ils m'ont toujours réaccepté, là encore en Service civique. Ils savent que je suis quelqu'un de bien. Ils ont besoin de moi aussi pour les cours. [...] Ils ont beaucoup attendu avant de me donner des responsabilités. Et là encore, ils attendent parce que je suis tellement revenu en disant « ouais c'est bon », mais finalement non ça n'allait pas très bien. »

Ewen

²⁹ Frédéric Sawicki, Johanna Siméant, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, vol. 51, n°1, 2009, pp. 97-125.



Tian Bai, 25 ans

▲ PORTRAIT

Après son bac L, Tian Bai poursuit ses études de droit en ville. Elle est à l'Université à Saint-Étienne dans le cadre d'une licence générale et d'une licence en droit public des administrations publiques. C'est finalement en master 1 qu'elle décide d'arrêter ses études. Tian Bai est une étudiante exemplaire, mais elle a besoin de s'éprouver, « *je voulais voir d'autres choses, prendre le temps de voir autre chose avant de travailler.* » Ce temps, la jeune femme l'envisage comme une période de transition entre l'emploi et les études. Elle veut alors faire du bénévolat. En fait, elle en fait déjà. Tian Bai participe à un forum de manga sur internet depuis le début de ses années de fac. Au départ, elle est uniquement lectrice, spectatrice de ce que font les autres. Peu à peu, elle se dit qu'elle pourrait y participer. Alors elle postule pour être bénévole en tant que traductrice anglais/français des bandes-dessinées, « *c'était l'occasion d'aider mais je voulais perfectionner mon niveau d'anglais.* » Elle passe un test auprès des responsables du forum. Ils jugent entre autres son niveau d'anglais. Ça fonctionne, Tian Bai est prise comme bénévole. Elle y consacre alors 5 à 6 heures par semaine, traduisant deux à trois chapitres par mois. À travers son expérience, on observe alors que l'engagement « virtuel » a les mêmes ressort et implications que les autres formes d'engagement :

« C'est aussi un travail d'équipe. Il faut collaborer avec d'autres équipes à l'étranger. Et on doit négocier les projets (*de manga qui seront traduits*), s'échanger des informations. Et on ne peut pas traduire n'importe comment. Ça donne le sens des responsabilités. »

Faisant cela, elle rend accessible la lecture de ces œuvres aux lecteurs français. Peu à peu, elle prend d'autres casquettes sur le forum jusqu'à aider directement la personne qui en a la responsabilité. En parallèle, quand elle quitte la fac, Tian Bai doit chercher du travail. Ce n'est pas chose facile pour les jeunes diplômés. Ce n'est pas non plus facile pour un jeune diplômé d'intégrer un dispositif consacré aux jeunes. Si Tian Bai accède à la Garantie jeune, elle sait que c'est par l'intermédiaire de son conseiller Mission locale. Elle a conscience de ne pas faire partie du public cible du dispositif. Des animateurs lui rappelleront en lui expliquant qu'elle risque d'être un peu déroutée par les jeunes avec lesquels elle va être. Ils seraient « *un peu violents* ». Pourtant, Tian Bai va les trouver sympathiques. Elle est plus réservée quant à la Garantie jeune. Elle se trouve assez peu suivie, étayée et elle constate que c'est encore plus complexe pour les autres jeunes, moins diplômés. Son conseiller Mission locale va alors lui proposer un Service civique qui la met en lien avec du public. C'est ce qu'elle souhaitait expérimenter. Tout va très vite, elle postule, elle est prise et débute sa mission. Elle va durer 8 mois :

« J'ai eu beaucoup de chance là-bas, elle (*sa tutrice*) a vraiment pris le Service civique dans son sens initial alors que d'autres jeunes occupent simplement un vrai poste. J'ai vraiment eu une tutrice derrière moi pour m'accompagner selon mon projet professionnel. »

En sortant du Service civique, Tian Bai n'a toujours pas d'opportunité d'emploi. Elle réintègre la Garantie jeune tout en poursuivant sa recherche. Elle trouve un stage. C'est dans les assurances. Et alors qu'elle débute ce stage, une offre à laquelle elle a postulé semble porter ses fruits. C'est en région parisienne. « *Ça ne me dérangeait pas de déménager pour un boulot* », en fait c'est plutôt son futur employeur qui est frileux. Il se demande si Tian Bai pourra trouver un logement, si elle tiendra le choc de l'éloignement géographique d'avec ses proches. Tian Bai insiste. Elle veut ce poste. Elle n'a pas peur de partir. Deux semaines après, elle est rappelée. Lors de ce second entretien, l'employeur a les mêmes craintes liées au déracinement. Mais il lui évoque déjà ses possibilités d'évolution au sein de la structure. Il voit ce poste comme une porte d'entrée pour elle dans une carrière professionnelle, alors que la jeune femme n'y pense même pas encore. Selon elle, son « *Service civique a été un plus. Il m'a permis de voir ce que j'aimais ou pas dans l'accueil du public.* » Aujourd'hui, malgré un emploi et une équipe qu'elle aime beaucoup, elle commence « *à se faire au travail* », elle a besoin de s'investir dans autre chose. C'est sa tutrice de Service civique, avec laquelle elle est toujours en lien, qui lui donne à nouveau des pistes d'associations pour faire du bénévolat, en région parisienne cette fois.

▲ PORTRAIT



Investir dans l'avenir

Enfin, une autre prise de risque concerne le pari pris sur l'avenir. On l'a vu, les motivations de l'engagement sont plurielles et pour certains jeunes, en fonction de leurs parcours et des sécurités qu'ils ont, l'engagement est un investissement d'avenir. Une professionnelle nous rappelait à ce sujet que l'engagement, à travers tous les dispositifs proposés aux jeunes, « *c'est un outil de présentation de soi. Je vais le mettre sur mon CV et ça valorise le parcours. Et ça valorise tellement le parcours, que y'a une injonction de s'engager.* »

On retrouve ici « l'engagement de la raison » évoqué par la SOFRES. C'est un engagement qui n'a pas d'effets immédiats pour les personnes mais qui est compris dans une ambition, un projet de long terme. Il s'agit dans ce cas « d'engagements idéologiques, militants, voire politiques dont le fondement est la défense d'une opinion/ d'un idéal », jusqu'à ce que certains jeunes s'envisagent dans une carrière professionnelle dans ces domaines. La SOFRES précise alors que « cet angle de la notion d'engagement n'est présent que dans le discours des cibles socioculturellement les plus élevées (enseignement général et Université, catégories employés / professions intermédiaires / cadres) » :

« Ça devient un sac à dos à compétences. Et du coup, les CV ont tendance à changer. Maintenant on a des catégories, comme expériences professionnelles, etc. et maintenant on est obligé de créer une catégorie comme ça, « expériences volontaires et bénévoles ». Ils ont créé un document, c'est le portefeuille de compétences bénévoles. On veut professionnaliser le bénévolat, est-ce que c'est vraiment son esprit ? »

Professionnelle

Il est possible d'observer là une forme de dévoiement de l'engagement profitant plus aisément aux classes moyennes et supérieures qui voient un investissement stratégique à « s'engager » pour compléter leurs CV avec ces nouveaux éléments de valorisation. Cela s'observe plus encore dans les engagements qui non seulement ne rapportent que peu de ressources mais qui plus est en coûtent :

« J'ai des jeunes classe sociale moyenne basse, ils vont pas partir en SVE. Ça va être plus au moins des jeunes qui vont avoir papa, maman derrière. Y'a pas forcément d'indemnités pour payer son billet, il reste une partie du billet à charge. C'est comme les chantiers jeunes. Moi je m'étonnais que les jeunes n'y aillent pas. Mais c'est normal, le déplacement c'est à leurs frais. Faut être logique. Moi, on m'aurait demandé de m'investir et que ça me coûte de l'argent... »

Professionnelle

La valorisation de l'engagement est aussi un axe de la loi « Égalité et citoyenneté ». Il y est demandé aux établissements d'enseignement supérieur de créer un dispositif « garantissant la validation, pour l'obtention d'un diplôme, des compétences, connaissances et aptitudes acquises par leurs étudiants dans l'exercice d'activités associatives, sociales ou professionnelles. » L'engagement d'un étudiant peut être valorisé s'il répond aux configurations suivantes : s'il est bénévole dans une association, s'il travaille, s'il fait partie de la réserve militaire opérationnelle, s'il est sapeur-pompier volontaire, s'il est volontaire dans les armées ou à l'occasion d'un Service civique. Il faut que les compétences et connaissances acquises « relèvent de celles attendues dans son cursus d'études. »

Pour autant, bénéfice personnel et désir d'être utile ne s'excluent pas. Nous le verrons plus tard, mais la réciprocité est indissociable de l'engagement. Cette double utilité (pour soi, pour les autres), Eugénie la saisit très bien dans son expérience du Service civique :

« Si on choisit plus un Service civique qu'un boulot en intérim, c'est bien qu'il y a une différence entre les deux.

Même financièrement il vaut mieux prendre un intérim qu'un Service civique. Y'a autre chose dans le Service civique. Y'a cette notion d'apporter quelque chose. Professionnellement j'allais voir si c'était vraiment quelque chose qui m'intéressait ou si ça ne servait à rien de rester dans cette voie et de s'entêter dans les concours si ça ne me plaît pas. Ça m'a confirmé là-dedans. Mais y'a aussi cet aspect où on apporte quelque chose. Quand

j'étais dans la rue (*pour travailler avec l'employé municipal*), on me demandait deux-trois trucs, on rend service. »

Eugénie



Pour la jeune femme, le Service civique apporte trois plus-values : d'une part, il permet d'obtenir quelques ressources financières, même si elles sont bien maigres par rapport à ce qui lui apporterait de l'emploi. D'autre part, cela lui permet de jauger de l'intérêt qu'elle porte à son projet professionnel, ici expérimenté *via* le Service civique. Enfin, elle peut atteindre les deux objectifs précités en se rendant utile à la collectivité. L'engagement revêt donc plusieurs facettes et ici le Service civique s'apparente quelque peu à une période d'essai. Dans la situation d'Eugénie, c'est elle qui met à l'essai son projet. Pour d'autres, c'est eux qui sont mis à l'essai ou estiment que leur Service civique fait office de mise à l'essai et que cela leur sera utile pour leur projet professionnel :

« Imaginons que moi, mon Service civique il est fini et que je veuille travailler à la médiathèque, par exemple.

Je vais en parler au référent, à la médiathèque en leur disant que j'ai eu un Service civique et tout, et le référent va m'épauler, il va aller à la médiathèque leur dire "ce petit jeune il est motivé et tout, il a fait un Service civique". Pour les entreprises qui ont eu des Services civiques ou qui connaissent, elles savent que les jeunes en ont envie et pas que pour l'argent. C'est quelque chose où t'as besoin d'être passionné pour faire les choses. Les jeunes sont valorisés. »

Ewen

Cet espoir est parfois déçu. Le Service civique n'a pas pour objectif de donner accès à de l'emploi, comme s'il était effectivement une période d'essai. Tous ne savent pas en tirer profit, notamment ceux qui ont intégré un dispositif d'engagement parce qu'ils n'avaient pas de projets professionnels à moyen ou long terme. Parfois, leur engagement peut être réinvesti dans leur projet, mais bien souvent, les deux ne concordent que très peu. Il y a alors une part de déception. Le Service civique, par exemple, est parfois utilisé pour gagner un peu d'argent, se forger une expérience et espérer pouvoir la réinvestir après. Le temps de l'engagement devient l'antichambre de l'emploi, mais le sas ne s'ouvre pas. Et quand il n'y a pas d'après, les perceptions sont mitigées :

« J'étais un peu mal à l'aise parce que même en ayant été au cœur de l'association, ça m'a pas forcément ouverte sur... Comme c'est une association qui est sur une petite ville où y'a pas énormément d'ouvertures, ça m'a pas ouvert d'opportunités ou des envies particulières, ni sur une formation. Et ça s'est arrêté un peu comme ça. Puis quand je suis partie à Limoges, je n'ai pas du tout utilisé cette expérience de Service civique. Et en revenant ici, je me suis dit qu'il faudrait que ça ait un sens quand même ce que j'ai fait, un premier pas dans l'engagement vers autre chose. Parce que je ne m'étais jamais vraiment engagée dans une asso, et ça donne envie de s'insérer sur des projets comme ça. »

Léa



Monicode, 23 ans

▲ PORTRAIT

Du plus loin qu'elle se souvienne, Monicode s'est lancée dans une action collective au lycée. Elle a alors 15 ou 16 ans et, avec des camarades de classe et un prof de physique, elle reprend le club UNESCO du lycée. C'est ce professeur qui leur en avait parlé, elle ne sait plus pourquoi. Mais elle se rappelle qu'à cet âge, les jeunes gens se demandaient comment « *depuis notre petit coin, on peut faire quelque chose pour un pays en galère.* »

Puis, quittant le lycée, Monicode laisse le club aux lycéens plus jeunes et poursuit ses études à l'Université. Rapidement, la jeune femme est embarquée dans une nouvelle aventure. C'est lors d'une intervention de l'AFEV (Association de la fondation étudiante pour la ville) en amphithéâtre qu'elle entend parler d'un dispositif d'accompagnement scolaire des enfants du voyage avec un camion école. Elle va voir l'association et la voici, trois fois par semaine, avec d'autres étudiants dans des camps où habitent des enfants. Elle fait de l'aide aux devoirs, pendant deux ans :

« C'était hyper-fort. Ce n'était pas juste leur apporter un soutien scolaire. Nous ça nous faisait tomber l'image qu'on avait des gens du voyage et pour eux-aussi ça changeait les images qu'ils avaient de nous. »

La troisième année, elle change de dispositif. Elle n'a plus le même emploi du temps, donc elle n'a plus les mêmes disponibilités. Elle suit alors un seul enfant, chez lui, pendant six mois. Mais, en fait, Monicode est embarquée dans un ensemble d'autres actions. Il y a le théâtre à l'Université, puis le bénévolat dans des cafés associatifs ou encore pendant des festivals l'été.

« Quand un projet me plaît... Y'a la notion de travail rémunéré et tout ça puis y'a aussi un ensemble de projets trop chouettes et on a envie de les voir avancer aussi. J'ai envie de m'impliquer dedans. »

Puis il y a aussi ce collectif qui ouvre des squats dans Clermont-Ferrand où elle étudie. Elle les rejoint pour quelques ouvertures. C'est pratiquement à cette période que la jeune femme est prise dans une autre mobilisation, tout aussi militante, tout aussi éloignée des partis politiques et des syndicats. C'est une mobilisation étudiante à l'Université au cours de laquelle elle va découvrir cette forme d'engagement, plus construit dans sa forme que ce qu'elle a connu jusqu'à présent. Si cela lui paraît plus construit, c'est que cette fois, Monicode fait partie du noyau dur de ceux qui créent la mobilisation.

C'est quand elle arrête la fac que Monicode se donne le droit de faire quelque chose qui lui « *trottait dans la tête depuis un moment* ». Avec une amie, elles décident de partir pendant 7 mois en Amérique du sud. Elles font du *woofing* en Argentine, au Chili. Monicode en parle encore avec des étoiles pleines les yeux. Le voyage, de toute façon, c'est un truc de famille. Ses parents n'ont pas trop circulé mais son frère et sa sœur aînés vivent déjà à l'étranger. Alors pourquoi pas elle ? Elle revient tout de même au bout de 7 mois. Elle ne se voit pas vivre indéfiniment à l'étranger :

« Sur le moment, le retour c'est l'euphorie, on retrouve tout le monde mais ça dure 15 jours. En plus, j'avais commencé à travailler direct. J'ai gardé des enfants la semaine. Ça n'a duré que 15 jours, une semaine après mon retour. Puis après j'ai travaillé dans un camping pendant deux mois et demi. Et du coup, c'est vrai que ce truc de prendre le vélo, d'aller au travail, de rentrer le soir... Le rythme était devenu routinier. En voyage on se lève, on sort de la tente, on va voir ce qui nous arrive. On se sent un peu enfermés, coincés au retour. Après on retrouve un rythme aussi et un confort. »

Elle vit alors chez ses parents. S'ensuivent les vendanges puis la recherche d'un Service civique. Elle en trouve un pour une durée d'un an :

« J'avais pas forcément de projet défini pour après, j'ai voulu ce temps où je pouvais expérimenter autre chose. Si ça avait été des raisons financières, je pense que j'aurais cherché un travail. »

D'ailleurs, le Service civique terminé, Monicode cherche un emploi pour quelques mois, le temps de boucler son budget pour le voyage à venir. Car la jeune femme repart. En Amérique du sud à nouveau, « *je n'ai pas fini ce voyage, j'ai plein de trucs chouettes à voir. Mes amies avec qui j'étais partie, y'en a une qui repart en novembre, une autre qui repart en janvier. Et là ça serait un projet avec mon copain.* »

▲ PORTRAIT



4 L'engagement, une réciprocité

« Quand tu donnes autant, j'estime qu'il doit y avoir un retour. »
Christophe

Dans *Le Rouge et le Noir*, lorsque Monsieur de Rênal propose un engagement de deux ans à Julien Sorel, celui-ci le refuse. La raison ? « *Non, monsieur, répondit froidement Julien, si vous vouliez me renvoyer je serais obligé de sortir. Un engagement qui me lie sans vous obliger à rien n'est point égal, je le refuse* »³⁰. L'engagement doit obliger les deux parties, sous-entendu qu'il n'y a pas d'engagement possible sans réciprocité.

Car les individus ne se donnent et ne se rendent pas des choses, mais des signes de reconnaissance³¹. La chose donnée est porteuse de sens, elle tire son principe de son mouvement vers l'autre et pour l'autre. À travers la chose donnée, c'est de soi que l'individu donne, ainsi la reconnaissance n'est pas fonction de la chose donnée, celle-ci n'est que la matérialisation de la gratitude éprouvée à l'égard de l'autre : « nous lui sommes reconnaissants d'exister »³².

Cette digression sur la théorie du don/contre-don n'en est une qu'à demi. Plusieurs enquêtés rappellent qu'à travers l'engagement, puisque l'on donne de soi, on attend un retour. Cela peut être considéré comme une vision basement matérielle des choses. C'est la raison pour laquelle il faut rappeler que l'attente de réciprocité n'a rien à voir avec la bassesse, mais à l'inverse, qu'elle a tout à voir avec la reconnaissance.

Pas d'engagement sans réciprocité

Le diptyque engagement-récompense est un fondamental. On le retrouve dans le vocabulaire de l'engagement formel à travers l'engagement réciproque de la promesse d'embauche par exemple, dans le cadre des minima sociaux avec le contrat d'engagements réciproques du RSA ou encore dans la Garantie jeune. Là où l'évidence de la réciprocité commence à faiblir, c'est quand l'engagement déborde le cadre formel ou quand il s'agit d'un engagement informel. La réciprocité semble aller de soi mais elle n'est inscrite nulle part, elle n'est bien souvent pas même verbalisée. Le sous-entendu est pourtant présent mais il en appelle à la moralité des parties. Et rien n'oblige à la moralité, contrairement à la légalité.

Les jeunes enquêtés saisissent les deux faces de cette réciprocité, à la fois légale, à la fois morale. Pour autant, elle n'est jamais évoquée en premier lieu. Il y a une certaine réticence à affirmer son attente de réciprocité, comme s'il s'agissait-là d'un retour sur investissement qui ternissait la noblesse de l'engagement tel qu'il est entendu aujourd'hui. Puis, peu à peu, dans les entretiens, le besoin d'obtenir un retour peut être signifié. Ainsi Lucie :

« Avant je n'étais pas majeure et je ne trouvais rien. Dans ma branche, la petite enfance, ils ne prenaient pas. J'ai intégré la Garantie jeune. Ma conseillère m'a parlé de la Garantie jeune et que c'est rémunéré, on touche une allocation, ça aide toujours. Ça aide aussi à trouver un emploi, à faire des stages. [...] Si y'avait pas d'allocation y'aurait personne je pense. Moi perso je n'y serais pas allée. »

³⁰ Stendhal, *Le Rouge et le Noir* (Nouvelle édition augmentée), Paris, Arvensa Éditions, p.82.

³¹ Mauss souligne à quel point la « reconnaissance » (militaire, juridique, économique, religieuse) est « l'acte fondamental » du potlatch, donc de « la distribution de biens ». Le mythe tsimshian contant l'histoire de « Petite Loure » illustre cela. La mort du jeune homme ainsi nommé parce qu'il se transforme en loutre est causée par la méconnaissance de son identité par une tribu voisine qui n'avait pas été invitée à la fête donnée en l'honneur du garçon. Mauss précise alors que le potlatch est une pratique par laquelle l'« on "reconnaît" le chef ou son fils et on lui devient "reconnaissant" ». Marcel Mauss, « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », in : *Sociologie et anthropologie*, Paris : PUF, 1997(1950), pp. 209-210.

³² Georg Simmel, *Sociologie : étude sur les formes de la socialisation*, 1999, p. 389.



Yann, 24 ans

▲
P
O
R
T
R
A
I
T

Quand la famille de Yann est arrivée dans le village, c'était avant tout pour de l'emploi. Son père avait trouvé un poste à l'usine non loin. Le père de Yann est alors chauffeur poids lourds, et c'est avec ce salaire que vit la famille de dix. Avec du recul, il se rappelle que la période est « assez galère ». Il apprend très vite à se gérer tout seul, sans poser de problème à son entourage. Ils ont déjà bien d'autres choses à penser. Et, Yann, petit garçon, a lui-aussi bien des choses en tête. D'ailleurs il n'a pas trop d'amis à l'époque. Considérant qu'il doit s'occuper de choses moins futiles que de jouer avec les autres enfants ou de traîner dans les rues, Yann débute sa carrière professionnelle à 9 ans :

« Ma famille était assez pauvre, fallait que je me démerde avec mes frères et sœurs pour qu'on ait à manger à table. Donc on aidait des potes et tout, je faisais des petits déménagements à l'âge de 9 ans. »

Il admet qu'à l'époque il essaie d'être adulte très rapidement. Cela se retrouve dans ses fréquentations. À 15 ans, ses amis en ont presque 50. À leurs côtés, il apprend la débrouille, à donner des coups de main contre un billet, « *je traînais un peu avec eux pour apprendre à gérer la vie plus tard.* » Puis un choix se pose à lui. Son père perd son emploi, il faut partir pour en trouver un autre. La famille doit déménager, Yann est compris dans les bagages. Mais Yann est tombé amoureux. Il a alors 18 ans.

« Soit je partais avec ma famille, soit je restais avec ma copine. Du coup comme je suis super amoureux, je suis resté. Mais c'est un peu chiant parce que je suis très attaché à ma famille, je suis très famille. C'est galère, ma mère, je l'ai une fois tous les trois ou quatre mois au téléphone. Je ne pense pas forcément à l'appeler, j'ai autre chose à faire. Après faut avoir les épaules. Moi j'ai su gérer ça parce que je me débrouille seul depuis longtemps. »

Avec dépit il constate que ses parents habitent aujourd'hui à 300km, une sœur à 200km, un autre frère à 800km. Le petit clan s'est fragmenté géographiquement. Yann est dans une « *zone coupée de la famille* ». Il lui reste la famille de sa compagne. C'est d'ailleurs cette famille qui bouscule le jeune homme pour qu'il entre en Garantie jeune. Au départ, il n'en a pas envie. Mais les demandes de la belle-famille se font insistantes. Il faut qu'il ramène de l'argent pour le couple, il faut qu'il exerce une activité au moins sur du moyen terme. Yann a déjà travaillé à l'usine, dans la restauration. Toujours de petits boulots. Mais à ce moment-là, il n'en occupe aucun. Alors il cède :

« J'étais venu pour l'allocation parce j'avais déjà fait un CEFORA et je me suis dit que ça allait être la même chose, que ça allait me casser les bonbons. Puis toucher une misère pour rien du tout, je vais me faire chier.

Donc j'étais venu pour les thunes. Mais déjà, on a fait de la rosalie, je m'y attendais pas forcément. Je m'attendais à ce qu'on soit là qu'on fasse nos réunions, les papiers et machins. Et du coup, on a appris à se connaître et franchement c'est sympa. Ça fait connaître un peu plus de monde. »

De la formation proposée par le centre de formation CEFORA, Yann garde un souvenir ambigu. Ce qui change la donne avec la Garantie jeune, c'est qu'il y a trouvé un esprit d'équipe. Il appréhende un peu la fin du regroupement en collectif. L'esprit d'équipe est d'ailleurs travaillé et renforcé en proposant aux jeunes gens des activités spécifiques comme l'ont été ces deux jours en rosalie à arpenter le territoire pour visiter les usines. Enfourchant les petits véhicules, le groupe de jeunes a vécu son territoire autrement. Ils se sont connus autrement, aussi.

Et ça, Yann en a besoin. Ce n'est que depuis qu'il vit seul avec sa compagne qu'il dit sortir un peu plus, rencontrer d'autres jeunes et faire de nouvelles activités. L'enfance n'en a été une qu'à demi. Mais toujours revient la réalité et le pragmatisme. Si Yann a une vie qui ressemble un peu plus aujourd'hui à celle des jeunes de son âge, il n'oublie pas qu'il est toujours à la lisière de la survie :

« Moi franchement je m'en fous du boulot que je veux faire, du moment que j'ai de la thune pour être chez moi et bouffer. C'est ça qui m'intéresse maintenant. On vit sur l'argent. [...] Mais il faut me payer raisonnablement, pas me donner 500 euros. Tu me donnes le Smic, je vais faire le boulot que tu m'as dit et point barre. Là je vais faire un stage à Gamvert, ce n'est pas vraiment le métier que je voulais faire. Mais je vais voir, si ça m'intéresse, que je m'habitue. Moi ça me va du moment que je suis payé. »

P
O
R
T
R
A
I
T



Yann, assez rétif aux dispositifs, est le seul des enquêtés à ne pas prendre de précaution pour signaler que son engagement dans la Garantie jeune tient prioritairement (et pas principalement) au regard de l'engagement pris par l'autre partie :

« On ne me paie plus, moi je ne viens plus. Je ne me déplace pas. Parce qu'on est en appartement et tout, donc c'est vital. Faut qu'on ait de l'argent, on ne peut pas se permettre "y'a papa qui achète la bouffe". Une fois qu'on a un appart et qu'on sait qu'on doit survivre tout seul, t'es obligé d'avoir de l'argent dans les mains. En plus t'as pas le temps de le voir, il part net. Mais au jour d'aujourd'hui, on arrête de me payer, je viens plus du tout. [...] Je me casse parce qu'eux, ils n'ont pas tenu leur engagement de me payer. J'ai signé quand même. J'ai signé un engagement de 12 mois. On a signé un contrat sous 12 mois, comme quoi on est rémunérés sur ces 12 mois et comme quoi nous aussi on doit fournir un effort pour ça. Mais s'ils ne me payent pas et qu'on fournit un effort, ça ne marche pas. »
Yann

À la légalité imposée par le contrat d'engagement s'ajoute la moralité induite par l'engagement. Dans les deux cas, dans la réciprocité attendue, c'est aussi une mise à l'épreuve de l'autre, de la confiance qu'on peut lui accorder qui s'exerce.

Il faut dire que cette réciprocité a été souvent négligée dans les expériences vécues par les enquêtés. Ils se disent méfiants, rappellent avoir souvent été déçus, manipulés. Et, simultanément, ils se laissent aisément embarquer pour peu qu'ils pensent percevoir un peu de considération dans le regard d'autrui. De ce paradoxe, de nouvelles déceptions peuvent découler. Alors, nombreux sont ceux qui tiennent un discours défensif, presque agressif, comme pour se prémunir de ce qu'ils sont certains de revivre à nouveau. Ils savent aussi qu'ils n'ont jamais rien eu sans qu'une contrepartie ne leur soit imposée, de manière plus ou moins formulée :

« Les gens, si tu leur demandes un coup de main, ils te demandent le double. Alors qu'à la base, ce n'était pas parti pour ça. Maintenant les gens, c'est comme ça. Ils t'aident, ils te disent rien, et deux semaines plus tard, tu les revois, « bon ben maintenant tu dois me faire ça. » Ce n'est pas de l'aide gratuite, comme ça. Y'a toujours quelque chose. »
Yann

Ils tentent alors d'entrer eux-aussi en négociation. Ils savent bien souvent qu'ils ne sont pas les mieux armés, qu'ils vont devoir accepter certaines contreparties injustifiées ou démesurées, mais il faut jouer le jeu. Ils attendent donc quelque chose à travers leur engagement. Et ce « quelque chose » a différentes acceptions : de la reconnaissance, du soutien, de l'argent. Autant de choses qui ne sont en fait que des armes pour maintenant, parfois des armes pour plus tard. Autant de choses qui sont aussi des signes leur étant envoyés quant à leur valeur. Même l'argent n'est qu'une traduction de la valeur que l'on donne à l'autre. Combien coûte-t-on ? Combien vaut-on ? Qui n'a jamais évalué sa valeur monétaire ? Comme précisé en introduction, ce n'est pas que de l'argent qui s'échange contre un travail ou contre un engagement. Ce sont des signes. L'argent en est un, parmi d'autres. Et il est important quand on est en précarité économique, comme c'est le cas de la majorité des enquêtés. Ainsi, cette réciprocité peut être très pragmatique. C'est aussi ce qui se produit quand un jeune s'engage dans un dispositif en considérant en quoi cette expérience va l'aider à atteindre un autre objectif, par exemple l'emploi. C'est le dispositif comme période d'essai évoqué plus haut. Cela nécessite d'avoir un projet et une stratégie. Cela ne concerne donc pas prioritairement les jeunes en situation de survie.



► La/Les forme(s) de reconnaissance(s)

Afin de saisir en quoi consiste la reconnaissance pour chaque individu, Axel Honneth reprend les trois formes fondamentales de reconnaissance énoncées par Hegel qui correspondent chacune à trois types de rapports sociaux. En premier lieu il s'agit des rapports interpersonnels au sein de la famille qui peuvent être élargis à l'entourage. Ils sont cruciaux dans les mécanismes de la reconnaissance et c'est sur leur base que peuvent se greffer deux autres types de rapports : les rapports sociaux qui distribuent les formes d'estime humaine (par l'activité sociale au sens large, de l'investissement de soi dans la cité au travail) et les rapports juridiques directement liés au statut de la propriété et de la citoyenneté.

La reconnaissance interpersonnelle est celle qui produit la confiance en soi, et elle s'éprouve en grande partie dans le rapport que l'individu entretient avec son entourage (familial, amical, professionnel, social). Il s'agit pour l'individu d'être reconnu comme un être de valeur par d'autres personnes qui lui confèrent ainsi certaines qualités. Le déni de cette forme de reconnaissance peut entraîner une destruction de l'identité personnelle trop radicale pour que l'individu dispose encore de ressources psychologiques et symboliques nécessaires à la révolte individuelle. Avec la reconnaissance, dite « sociale », il s'agit de conférer aux individus une valeur pour le reste de la société, de les autoriser à être utiles à l'organisation sociale en y participant, et qu'un assentiment fasse écho à cette activité (professionnelle ou pas). La troisième forme de reconnaissance se situe dans la possibilité pour l'individu à être sujet de droit, et à être reconnu par autrui comme sujet de droit.

Emmanuel Renault soulève une des objections qui peut être apportée aux théories de la reconnaissance en précisant qu'elles semblent effectivement se concentrer sur un simple rapport de « je » à « tu », laissant en dehors de l'analyse l'aspect social des situations concernées. Or, il ne s'agit pas uniquement d'un rapport de particulier à particulier qui se déroulerait dans un « en dehors » social. Bien au contraire, comme l'illustrent les dénis de reconnaissance juridique, il est nécessaire d'envisager ce type d'interaction comme une traduction des rapports sociaux dans leur forme la plus palpable : celle qui commande aux relations entre les individus, issus de groupes sociaux dont les caractéristiques sont définies par l'organisation sociale. Si un déni de reconnaissance juridique est possible, ce n'est pas du simple fait des individus qui ont à charge de faire appliquer la loi, c'est parce que la loi rend possible les modulations de son application selon les individus. Cela peut s'étendre aux formes de reconnaissances interpersonnelle et sociale.

Les relations de reconnaissance permettent donc « d'évaluer les rapports sociaux conditionnant le rapport je/tu, selon qu'ils favorisent ou empêchent la reconnaissance » (Renault, p.182). Si, poursuit l'auteur, les institutions ne produisent pas elles-mêmes de la reconnaissance ou du déni, elles sont la matrice sur laquelle se développent les conditions qui permettent soit de stabiliser les relations de reconnaissance entre individus, soit de perpétuer les obstacles à leur développement. Les logiques individuelles se superposent aux logiques institutionnelles de sorte que « les attentes de reconnaissance n'existent jamais à l'état pur, [qu'] elles sont toujours conditionnées par des formes sociales » (Renault, p.184). Cela suppose l'usage de stéréotypes portant sur les attributs caractéristiques d'un groupe qui donne lieu à des appréciations ou dépréciations.

Références : Axel Honneth, 2002, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, éd. Du Cerf
Georg Wilhelm Friedrich Hegel, 1998 (1807), *Phénoménologie de l'esprit*, Paris, Aubier de Montaigne
Emmanuel Renault, « Reconnaissance, institutions, injustice », in *De la reconnaissance. Don, identité et estime de soi*, Revue du MAUSS, n°23, 2004



Quand s'engager, c'est reconnaître et être reconnu

L'engagement plus encore que toute autre action doit être formulé, doit même être formalisé. Il peut l'être de différentes manières. C'est le contrat signé, incontestable. C'est la parole prononcée, irréfutable. C'est le mouvement amorcé, indéniable. La formalisation, quelles que soient ses formes, a pour visée d'acter l'engagement et ainsi de lui donner réalité. Une formalisation peut se faire de soi à soi, c'est son petit public intérieur qui est pris à témoin. Déroger à ce type d'engagement est douloureux pour l'Ego mais le péril est circonscrit. Par contre, quand l'engagement se joue dans la relation à autrui, il doit être rendu public face à un... public. Il doit être visibilisé, dit, écrit, de sorte qu'il n'y ait pas de retour en arrière sans l'obligation de passer par un désengagement qui fraye du côté de la honte ou de l'humiliation. Une parole donnée ne se reprend pas. Puis il y a aussi les engagements publicisés dans la sphère privée. S'en dédire a le même poids, cela est même plus complexe encore. Par contre, ces engagements-là ne sont pas reconnus au-delà dans la sphère publique des personnes. C'est comme si, dans cet espace, ils ne faisaient alors plus le poids.

► Le « pouvoir de dire »

Pour Paul Ricœur, la possibilité même d'autonomie repose sur la compréhension des formes de dépendance. Ceci signifie deux choses : d'une part, que seul un être fragile, vulnérable peut devenir autonome, d'autre part que toute vie humaine s'appuie sur ces deux concepts, autonomie et vulnérabilité.

Ainsi, pour déterminer ce que serait un homme autonome, capable au sens de Ricœur, il faut élucider ce que pourrait être un homme vulnérable, dépendant, fragile. Le saisissement des capacités doit être corrélé à celui des incapacités, raison pour laquelle il est nécessaire de relier toutes les incapacités humaines à leurs capacités réciproques. Car le « couple capacité-incapacité » peut être envisagé comme « la forme la plus élémentaire du paradoxe de l'autonomie et de la vulnérabilité » (Ricœur, p.91). En somme, c'est parce que la capacité d'un être fonctionne toujours par dépassement d'une incapacité contre laquelle elle lutte, que l'autonomie découle de la vulnérabilité.

Il reste à capter chez Ricœur ce qu'il comprend sous le terme de capacités. Il les envisage sous la forme de trois pouvoirs fondamentaux : le pouvoir de dire, le pouvoir d'agir, et le pouvoir « de rassembler sa propre vie dans un récit intelligible et acceptable » (Ricœur, p.88). À ces pouvoirs, s'adjoint celui de l'imputabilité ; se tenir pour responsable de ses actes. Il est à noter que pouvoir dire et attester de ses paroles et actes nécessitent une confiance en sa propre capacité qui ne s'éprouve qu'en étant mise en pratique et dans sa reconnaissance par autrui. Quel est le pendant du côté de la fragilité ? Pour Ricœur, la fragilité se situe au sein même du pouvoir dire, car justement, chacun ne peut pas dire, du moins pas avec la même puissance, ni avec la même croyance en sa légitimité à dire et à recevoir l'approbation d'autrui (non pas une approbation accrochée à ce qui est dit, mais une approbation à dire). Cette fragilité est socialement et historiquement située ; elle n'est pas un fait naturel, mais renvoie aux inégalités sociales donc construites.

Pierre Ricœur, 2001, *Le Juste. Tome 2*, Paris, Esprit

L'engagement demande donc à se positionner, à prendre place face à autrui. La réciprocité commence aussi par là, par la reconnaissance de la rencontre de deux altérités. D'ailleurs, pour Eugénie, l'engagement, ça débute par la parole et par le fait d'assumer sa parole, quoiqu'il en coûte :

« De l'engagement, y'en a tous les jours. Quand on prend position dans une discussion. Déjà on est engagé quand on donne son avis sur quelque chose. Je pars du principe que là, déjà, c'est un engagement. Y'a pas longtemps y'avait l'élection présidentielle. Je peux vous dire que ça anime tout un village ! Chacun a son avis et ses idées. Moi des fois je ne comprends pas, mais bon... C'est leur avis, ce n'est pas à moi de leur dire ce qu'ils vont mettre dans l'urne. Mais je peux dire ce que je pense et dire que je ne suis pas d'accord. [...] Des fois on est 15, je peux être de l'avis contraire des 14 autres. Et faut le tenir. Et parfois c'est compliqué. »

Eugénie



Pourtant, Eugénie au travers de ses multiples engagements ne fait pas de la prise de position dans l'espace public son engagement fondamental. Il en est un parmi tant d'autres. Socialement, il fait partie des engagements les plus reconnus, les plus nobles. C'est aussi parce que dire, c'est aussi se dire, se dévoiler et être obligé d'assumer ensuite. On repense ici à Karim qui doit assumer physiquement, verbalement son engagement dans une association caritative ou encore dans un Chantier de jeunes bénévoles auprès d'amis d'un quartier disqualifié. Ses amis ne considèrent pas les engagements nouveaux de Karim. Ils les méprisent, les perçoivent comme une marque de trahison. Se tenir face à eux et ne pas fléchir, c'est un engagement fort. Rester malgré tout leur ami, cela redouble les engagements.

Le rapport à la parole, au pouvoir de dire qui précède le pouvoir d'agir, Monicode l'a aussi expérimenté à travers un engagement tout spécifique. La jeune femme a multiplié les engagements, parfois post-it, bien souvent sur de la longue durée. Elle sait ce qu'il en est, ce qu'il en coûte et pourquoi elle s'y lance. Mais elle admet qu'il y a une forme d'engagement qui lui a demandé une implication plus « profonde » :

« On avait monté une mobilisation étudiante à la fac. Y'avait toutes les coupes budgétaires, toutes les filières culturelles, sciences humaines étaient touchées. Y'avait des cours où on n'avait même plus de prof, des profs qui n'avaient pas été payés... On ne trouvait pas ça normal, ce manque d'intérêt pour nos filières. On s'était retrouvés avec des amis pour se dire qu'il fallait quand même faire quelque chose. On était allé voir le syndicat étudiant, l'UNEF, pour leur en parler. De là on avait commencé à monter une mobilisation étudiante. Les syndicats nous soutenaient mais l'idée, c'était que ce ne soit pas une mobilisation encartée. Parce que y'a toujours des guerres de syndicats, des trucs politiques qui sont clairement fatigants et qui n'ont rien à voir avec les causes premières (*rires*). [...] Je pense que ça m'a beaucoup appris à travailler en collectif mais d'une autre manière. C'était un engagement militant et donc souvent y'a plein de questions qui se posent, comme trouver ses mots. C'était moins spontané qu'un engagement dans le social où c'est plutôt la relation humaine. C'était un engagement de fond aussi. » Monicode

De cette mobilisation étudiante, Monicode met en lumière la puissance du collectif mais aussi la responsabilité à l'égard du collectif. Car c'est la première fois que la jeune femme ne faisait pas qu'être embarquée. Elle-même devait embarquer les autres puis elle devait défendre leurs points de vue, leurs intérêts. Elle faisait partie du noyau dur des meneurs du mouvement. Elle en est ressortie épuisée, « *que ce soit fatigant, c'est moi qui l'ai voulu* », elle rappelle aussi qu'elle ne voulait pas quitter la mobilisation. Quand on lui demande si elle ne voulait pas ou si elle ne pouvait pas, elle hésite. Puis elle reprend, elle ne voulait pas et ne pouvait pas. Elle ne pouvait pas parce que ses camarades comptaient sur elle ; « *on ne se laisse pas le choix.* »

« *On était tous d'accord pour dire que c'était politique, oui clairement* » mais pour autant, aucun d'eux ne voulait « *être encarté dans un truc.* » Le recours au syndicat étudiant est alors un outil et le positionnement politique des jeunes gens est justement de ne pas se positionner dans un mouvement politique, qu'il s'agisse d'un parti ou d'un syndicat. Car, comme le rappelle Monicode, « *on fait de la politique au quotidien* », mais en dehors des balises du politique formalisé. Avec cet engagement, la jeune femme a perçu que se positionner politiquement publiquement demandait de nouvelles compétences qui ont affaire avec le pouvoir de dire. Elle se rappelle avoir passé des nuits entières à écrire des textes, à chercher ses mots, les mots du collectif, pour poursuivre les actions.

Le politique s'immisce donc dans les engagements des jeunes enquêtés mais sous des formes alternatives. On le retrouve aussi chez Fry et son engagement ancré dans le travail de la terre et de l'esprit de ceux qui la peuplent. On le retrouve aussi chez Sarah qui, par son Service civique, assoit l'identité de sa communauté comme une donnée à prendre en compte dans sa petite ville rurale. La jeune femme a pris le risque d'être fâchée, de s'entendre dire des choses ignominieuses, de travailler à pouvoir y répondre, à pouvoir dire son identité pour contrer les propos honteux. Et elle a pu agir, seule et avec les groupes de jeunes. Dans son sillage, les choses ont pu être dites puis des choses ont pu être faites. Prendre le risque d'être fâché, d'être interpellé, d'être catalogué, c'est prendre le pari d'être enfin reconnu avec dignité. Et s'imposer dans le débat, c'est « *quand même dire* » et ce publiquement.



Les procédures de reconnaissance ne dépendent donc pas que des jeunes rencontrés mais de volontés conjointes qui se rencontrent. Si elles ne dépendaient que des jeunes en question, elles risqueraient bien souvent d'aboutir à des dénis de reconnaissance. Reconnaître les jeunes et leurs engagements, c'est le rôle, entre autres, des professionnels. Léa nous signale que c'est grâce à son référent Service civique, qu'elle « *se sent engagée, je trouve ma place.* » Cette place lui est proposée, elle la prend, notamment quand son référent l'embarque dans un projet départemental qui donne enfin l'occasion à la jeune femme de valoriser son Service civique :

« Ça m'intéresse parce que je trouve que dans tout nouveau projet... Le fait déjà qu'il ait fait appel à moi, ça m'a... flattée ? Je me suis dit que je pouvais mettre à profit le fait que j'ai fait un service civique, parce que jusque-là je n'ai pas forcément vu l'utilité enfin du moins l'occasion de mettre en avant le Service civique. C'est comme une continuité, en tant qu'ancien Service civique, de pouvoir témoigner. C'est bien d'apporter sa vision des choses. Je ne sais pas, c'est une opportunité, en même temps ça m'occupe. Je m'insère sur un projet qui peut être utile, puis rencontrer des personnes importantes qui peuvent m'ouvrir sur... Je ne sais pas, je me dis que je peux peut-être trouver ma voie par ce biais-là. On ne sait pas. Vu que je n'ai pas d'illumination côté jobs. Toute occasion est bonne. »

Léa

La reconnaissance est une forme de réciprocité mais, on le voit avec Léa, à travers la reconnaissance se joue aussi la valorisation et une possible réciprocité à venir. Dans la théorie du don/contre-don, cette théorie brièvement présentée plus haut qui fait que les individus se donnent et se rendent des choses et des signes, la temporalité du retour n'est jamais actée. Il doit y avoir un retour, à un moment donné, dans la relation. Il peut intervenir bien plus tard, la dette demeure en suspens, toujours en attente d'être réglée. C'est quand elle est soldée que l'acte se termine ou qu'une nouvelle séquence de don/contre-don peut poursuivre l'échange initial.

« C'est très intéressant à la Caf je ferai peut-être des stages l'année qui vient en complément de mon 20h. Parce qu'à Aurillac j'ai un monsieur Caf (*un conseiller FAPCA*) qui me suit aussi et qui m'a proposé de faire un stage à la Caf. C'est un monsieur qui s'occupe des personnes en contrat aidé pour leur proposer des formations ou des emplois plus stables. Parce que c'est un peu précaire quand même, je ne suis pas payée des masses. »

Léa

Dans son récit, Léa nous pose une autre question. Qu'en est-il de la valorisation de son engagement en Service civique ? Puisque la jeune femme fait partie des jeunes gens qui entrent en Service civique « faute de mieux », « faute de pouvoir » accéder à de l'emploi, le Service civique ne s'inscrit pas dans un projet professionnel. Si tel avait été le cas, le principe de réciprocité aurait été évident. Du moins, le retour attendu principal aurait été clairement identifié et un ensemble d'autres retours auraient pu l'accompagner. Pour Léa, comme pour Katia, Sarah, ou encore Ewen ou Yann, le retour sur investissement, le « retour sur engagement » ne va pas de soi si on regarde plus loin que les indemnités de Service civique ou de Garantie jeune. La question de savoir comment réinjecter cet engagement dans leur parcours reste opaque jusqu'à potentiellement, si leur situation se dégrade ou n'avance pas, faire oublier la notion d'engagement initiale. Ce temps de l'engagement dans des dispositifs aura été un temps d'attente, à la limite de l'occupationnel et de l'emploi aidé, sans être considéré comme un emploi. C'est un élément à prendre au sérieux, étant donné que, simultanément, les jeunes les mieux lotis en termes de projet et parcours professionnels savent valoriser et réinjecter leurs engagements pour servir leur futur. Cette valorisation s'ancre même dans les cursus universitaires, dans le format des CV... De sorte que Gaëtane nous disait que « *maintenant le Service civique, y'a tellement de gens qui en ont fait que ça devient : ceux qui ont fait un Service civique, et ceux qui ne l'ont pas fait. [...]* L'engagement c'est une vraie alternative à l'emploi et que l'engagement devient une réponse au problème social de l'insertion. Parce qu'on retrouve l'engagement sur des dispositifs 16-25, là où l'insertion est le plus gros problème. C'est pas un hasard. »



“ Ewen, 25 ans

▲ PORTRAIT

C'est parce qu'il ne se sentait pas vraiment à sa place dans le système scolaire qu'Ewen a été orienté vers une école professionnelle. Il a débuté son apprentissage de cuisine :

« Je vous donne un exemple tout bête par rapport à ma vie. J'ai fait un apprentissage de cuisine, parce que je pensais que j'étais fait pour la cuisine parce que je vous explique : toute la famille du côté de mon père sont cuisiniers et ma grand-tante c'est Maité qui passe à la télé. [...] Du coup ce qui se passe, moi j'ai essayé un apprentissage de cuisine, je m'étais engagé, mais j'allais au boulot avec la boule au ventre. Mon chef, il était répugnant. »

En parallèle, Ewen a fait une autre découverte, plus heureuse. Sa mère y est pour beaucoup. Elle a toujours capté la sensibilité artistique de son fils. Elle le conduit à un cours de danse. Pour le jeune homme, c'est une révélation. Pour la première fois dit-il, il se sent « regardé », et avec bienveillance. S'il laisse alors tomber la cuisine, c'est pour s'investir sans limite dans cette nouvelle discipline jusqu'à obtenir son EAT (examen d'aptitude technique) de danse contemporaine. C'est dans cet univers qu'il rencontre aussi une jeune femme dont il va tomber éperdument amoureux. Et lorsque l'histoire prend fin, Ewen bascule dans une déprime assez profonde.

« J'ai laissé tomber la danse, puis j'ai tout laissé tomber et je suis parti dans la Creuse. J'ai travaillé pendant un an là-bas en tant que caissier dans un supermarché. Je me suis dit je change de vie. J'ai envie de changer de vie, je change de vie. Je suis arrivé à trouver mon appartement, j'ai mes papiers petit à petit. J'ai appris à être autonome grâce à ça. Surtout avec mon père qui est très carré. »

Quand il revient dans son département, ce n'est que peu à peu qu'il retourne vers la danse et vers ses anciens collègues et professeurs, un peu honteux d'être parti si brusquement. Il n'en reste pas moins qu'ici, Ewen n'a pas d'emploi. C'est pourquoi il s'inscrit en Garantie jeune :

« Je refuse maintenant de faire une formation sans être payé tous les mois, j'ai besoin d'argent. Donc, du coup, je suis revenu, je me suis inscrit à la garantie jeune en mission locale, pour faire des stages, pour voir. Et pour gagner de l'argent en fait, plus pour ça. [...] Et y'a le référent qui est venu de nous parler du service civique, du volontariat et de l'engagement des jeunes, des choses comme ça. Et moi je l'ai regardé et je me suis dit "waouh, c'est trop bien, c'est ce qu'il me faut". Un service civique, c'est du volontariat, on peut choisir des missions sur le social, la culture. C'est beaucoup plus doux comme milieu, beaucoup plus passionnant pour moi en tant qu'artiste en tant que danseur. Ce qui me plaît aussi, c'est que c'est dans le domaine de la communication, y'a du social, on partage des choses. Ce n'est pas juste je vais au boulot, je fais 500 fois le même geste et puis je me barre. »

De dispositif en dispositif, le jeune homme trouve enfin ce qui peut l'intéresser. De nouveaux possibles s'ouvrent à lui. Déjà, il prend un appartement en colocation et, petit à petit, il commence à le meubler. Puis il pense à l'avenir. La fin du Service civique approchant, il envisage des formations. Or, Ewen a un rapport complexe à la formation au regard de ses expériences passées. Il pense au BPJEPS. Puis non, ça ne le tenterait pas. Puis, finalement, peut-être oui. Mais se posent alors les questions pratiques. Suivre cette formation, cela veut dire partir :

« Donc du coup, ça va être le bazar. Va falloir que je me loge, que j'aille à la formation. Et pendant la formation, je ne suis pas sûr qu'on soit rémunéré, enfin si, je ne sais pas, ça dépend. Mais faut trouver un lieu pour faire la formation, et il paraît que c'est très difficile. Après je me dis, qui ne tente rien, n'a rien. »

« L'aspect formation, diplôme me bloque ». Ewen se dit qu'il pourrait peut-être s'en passer. Il déploie une stratégie dans laquelle il doit d'abord se faire connaître comme danseur pour donner de plus en plus de cours et ensuite passer le BAFA pour devenir animateur. Et le jeune homme se dit que dans le pire des cas, si tout cela met du temps à s'organiser, il pourra prétendre au RSA puisqu'il a 25 ans :

« Après d'un autre côté, je suis assez rassuré d'une chose, c'est que maintenant j'ai 25 ans, j'ai le droit au RSA, comme tout le monde. Beaucoup de gens disent que c'est une honte, mais je suis désolé, quand tu cherches du travail et que tu ne trouves pas, t'as le RSA tout simplement. T'as bien besoin de manger. »

▲ PORTRAIT



« Tu existes ici. À Lyon, tu n'es personne »

« À Sainté, je ne serais rien, je me sentirais comme les autres en fait. Je ne serais rien. [...] Ils ne font rien, enfin ils font toujours pareil. Leur vie est nulle, tout simplement, c'est métro-boulot-dodo. Ici, tu fais ce que tu veux, tu te sens libre. »

Christophe

La reconnaissance s'exprime aussi dans le rapport au territoire. Vu comme un piège, un refuge ou un espace des possibles³³, le rapport des jeunes au territoire peut être traduit par un sentiment de ne pas y avoir sa place, ou la place que l'on souhaiterait, un sentiment de ne pouvoir trouver une place qu'en ce lieu ou le sentiment d'y avoir trouvé « sa » place.

Dans la perception du territoire comme un piège, quitter le territoire pour aller travailler ou se former ailleurs semble impossible aux jeunes concernés, « comme si le fait d'être ici les empêchait d'avoir une place ailleurs » :

« Y'en a beaucoup qui ne veulent pas partir. Pour nous parfois c'est un problème. Parce que l'idée pour nous ce n'est pas de les faire partir, mais qu'ils partent pour se former ou qu'ils fassent une expérience ailleurs. Je leur dis "allez-y, vous reviendrez mieux". »

Professionnel

Pour certains jeunes, cette sensation d'être pris au piège peut les obliger à partir tenter leur chance ailleurs :

- Comment on envisage son avenir professionnel dans ce territoire ?

- On ne l'envisage pas [...] Pour moi ici, c'est pour les retraités. Ici on ne peut pas évoluer professionnellement, tu n'as pas beaucoup de choix, t'as des usines c'est tout. Aller à l'usine, perso, à notre âge, ça ne m'intéresse pas. Aller brancher des pièces, ça ne m'intéresse pas non plus. Après y'a le petit U et le petit carrefour, et c'est tout. Faut pas être pressé d'avoir de l'emploi. J'ai fait le tour des entreprises du coin. Les bars ne sont ouverts que l'été, y'en a qu'un qui est ouvert à l'année. Y'a un tabac heureusement. » Chloé

Pour ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas partir, il reste alors possible de se concentrer sur leur cercle proche et de vivre dans des territoires où ils ne se sentent pas avoir de place tout en rêvant d'être ailleurs :

« Non mais y'a toute la famille, moi j'ai toute la famille ici. Mais ce n'est pas ici qu'on va faire notre vie, faut être réaliste, faut partir. Si j'ai l'occasion de partir, je pars. Y'a rien... Y'a des bars qui se courent après, y'a un MacDo à 35 bornes. »

Clara

Un deuxième type de rapport entre ruralité et jeunesse s'appuie sur le « mode du refuge ». La ruralité est envisagée comme un espace proposant une qualité de vie aussi bien environnementale que sociale avec un sentiment de proximité, d'interconnaissance qui peut parfois protéger. L'urbanité n'est pas dénigrée mais elle est tenue à distance. Monicode aime se faire « *des cures de monde. Mais pas au quotidien.* » Eugénie a déjà vécu en ville et n'exclut pas de devoir le faire à nouveau pour accéder à de l'emploi, elle sait que parfois « *il faut s'éloigner pour revenir* » mais elle n'a pas « *envie de vivre stressée. C'est une histoire de qualité de vie.* »

Le troisième rapport voit la ruralité « comme un cadre de vie, un espace des possibles ». C'est ce que perçoit Marie quand elle envisage de rester dans le village pour travailler dans la correction en édition en télétravail :

« Y'a pas forcément grand-chose ici, je suis d'accord. Mais je pourrai ouvrir ma propre entreprise de chez moi et donc je peux avoir un avenir chez moi. » Marie

³³ *Op. cit.* Fabrice Escaffre, Mélanie Gambino, Lionel Rougé, « Les jeunes dans les espaces de faible densité : D'une expérience de l'autonomie au risque de la « captivité » », *Sociétés et Jeunesses en difficulté* [En ligne], n°4 | Automne 2007



Ces jeunes enquêtés trouvent une véritable plus-value dans ce type de territoire. Ils y ont le calme, l'espace, des loyers moins chers, des terrains dans lesquels ils peuvent déployer une activité. Être ici est un choix. Certains y sont d'ailleurs arrivés tardivement et de leur propre fait. C'est le cas de Fry. En territoire rural, en parallèle de son Service civique, il peut développer une petite exploitation agricole dans laquelle il expérimente de nouvelles formes d'élevage et de culture. Comme beaucoup de jeunes qui s'inscrivent dans ce troisième rapport à la ruralité, il ambitionne aussi d'apporter quelque chose au territoire. En un sens, il y est engagé, dans tous les sens du terme :

« Ici je me rends compte que même quand je suis arrivé... Vivre avec un Service civique à Lyon, ce n'est pas possible. Ici on peut tout faire, ça crée des possibilités qui sont immenses. Après ce qui est dommage, c'est pour ça aussi que je veux être animateur, l'agriculture douce et l'élevage, c'est ce qu'on essaie de faire passer ici. Parce que la moitié des enfants qui sont ici vont devenir paysans. Ils sont issus de familles paysannes. Y'en a qui partent mais y'en a vraiment une grosse moitié qui vont devenir agriculteurs, qui vont reprendre la ferme après. Donc tout ce qu'on va leur faire passer durant leur enfance c'est des choses qu'ils vont pouvoir appliquer après. Même s'ils vont toujours faire du conventionnel ils vont pouvoir réfléchir à tout ce qu'ils ont vu. C'est ça qui est passionnant. » Fry

« Créer de la vie sur un territoire rural, c'est un chouette projet aussi. Je trouve ça chouette aussi de repeupler un peu les campagnes, qu'il n'y ait pas que des autochtones mais qu'il y ait de nouveaux regards. [...] J'ai besoin de ce grand air aussi, d'avoir des montagnes pas très loin. »
Monicode

Pour ces jeunes, les contraintes liées à la ruralité sont soit acceptées et intégrées comme étant le prix à payer, soit inversées de sorte à ce qu'elles deviennent, finalement, des avantages. Par exemple, l'obligation d'être mobile est acceptée, voire souhaitée :

« Je voulais quitter la ville, c'était sûr. La ville ne me plaisait pas du tout. Et en plus de ça, la Haute-Loire, les gens qui y vivent et le décor, les paysages et tout ce qui va avec, je trouve ça magnifique. Dès que je vais au boulot maintenant, j'ai plus de bouchon déjà, je mets autant de temps en voiture sauf que sur tout mon trajet à chaque fois je peux m'arrêter prendre des photos. C'est magnifique de partout. »
Fry

De même le travail se plie aux exigences du territoire. Il n'est plus forcément salarié, il peut alterner avec des périodes de chômage, de débrouille et oblige à « *prendre ce qui vient* » pour demeurer ici. À cette reconnaissance du territoire, de ses potentialités, de sa beauté, de son envie d'y être engagé, pour lui et par lui en quelque sorte, s'opposent les dénis de reconnaissance proposés par les conditions de vie sur ce même territoire. Quand il est vécu comme un piège, c'est qu'il ne reconnaît (ou ne peut reconnaître) aucune place aux jeunes qui y vivent. Ils sont obligés de partir pour être reconnus ailleurs ou de rester y vivre, dans une forme de marginalité non-désirée qui n'a pas les attraits, la réinvention de soi possible qu'offre le choix d'une vie alternative. Quant au territoire perçu comme un refuge, il est à la lisière du manque de reconnaissance. On y reste parce qu'on est y reconnu par un cercle de proches, on y trouve une reconnaissance interpersonnelle. Mais le prix à payer, c'est de ne pas bénéficier de la reconnaissance sociale et de parfois basculer dans l'absence de reconnaissance juridique (comme l'illustre les situations de non-recours, fréquentes notamment en milieu rural et notamment chez les jeunes).

Et lorsque les jeunes rencontrés vivent le territoire sur un mode extrêmement positif, ils rappellent alors à quel point ils ne bénéficient pas de reconnaissance. Ce n'est pas un manque de reconnaissance exercé par les autres habitants du territoire. Les jeunes s'estiment bien souvent soutenus. Mais nombre d'habitants, jeunes ou pas, perçoivent un manque de fierté liée au territoire alors que l'attachement y demeure. Ce manque de fierté peut se comprendre comme un excès de lucidité :

« Parce qu'on est un pays spécial. Au niveau géographie, on est un territoire montagnard, avec tous les inconvénients de la montagne mais on n'a pas les avantages. Par exemple, quand tu vas faire du ski en Savoie, t'as de super belles journées, tu t'éclates. Ici, l'hiver, ça dure 7, 8 mois, il fait très froid, faut pas craindre et on a la neige tout le temps. Mais un petit peu. Mais tout le temps. On roule sur de la neige pendant 5 mois. C'est rude. Donc les gens sont rudes aussi. Donc ils sont attachés mais ils ne véhiculent pas... En Bretagne, les



bretons te disent « c'est trop cool ». Ici, les gens te disent pas « c'est trop cool ». C'est chez eux, faut que ça reste chez eux. Ils sont engagés sur le territoire mais ils ne sont pas ambassadeurs du territoire, du tout. »
Professionnel

C'est aussi que rien n'est fait, pensé, aménagé pour qu'ils puissent s'engager sur le territoire. Tout est limitation, contraintes institutionnelles, financières, réglementaires dans un espace qui a déjà ses contraintes propres, dues à la géographie et/ou au climat. En somme, si les jeunes sont prêts à s'y engager, s'y investir, ils en sont empêchés :

« Y'a quelqu'un du foot, qui a entre 20 et 25 ans, et il a monté un super projet où il voulait faire de la volaille bio. Il avait tout monté, son truc tenait la route. Il s'était fait aider pour monter son projet, le projet était valide et quand il l'a apporté, parce qu'il fallait qu'il ait des prêts par la banque, la banque lui a dit « mais monsieur, Ce n'est pas assez rentable ce que vous allez faire. » Donc il ne peut pas. C'est quand même quelque chose qu'on a envie de faire, que des jeunes ont envie de faire mais ce n'est pas accepté, ce n'est pas assez rentable. C'est terrible, on en revient toujours au même point. »
Fry

Pourtant, dans ces territoires, l'envie de s'engager est très forte. Elle a du sens parce qu'elle est ancrée :

« Quand on me parlait d'engagement, la Mission locale me parlait du service volontaire à l'étranger. Moi je leur ai dit que je ne partirai pas de mon département. On ne parlait pas encore trop du Service civique à cette époque, y'a trois, quatre ans. Après, quand ils ont commencé à en parler, j'ai vu que l'idée du Service civique c'était aussi que les jeunes puissent s'investir localement. Et là, ça change tout. S'investir pour son territoire, ça change tout. [...] Pour des raisons pratiques, pour la mobilité, mais il n'y a pas que ça. C'est aussi l'envie de s'investir pour un projet qui n'est pas à perpette. C'est l'idée de « ouais je vais changer les choses, mais ici, là, concrètement. » Après c'est selon les missions. »
Gaétane

Conscients de l'articulation entre enjeux globaux et enjeux locaux³⁴, les jeunes rencontrés ont envie de faire ici et si possible maintenant, et si possible pendant longtemps. Mais ils considèrent que leur ancrage, leur implication ne sont pas reconnus à leur juste valeur et à leur juste puissance d'action dans des territoires que l'on dit désertés, mourants, abandonnés. Eux s'y sentent reconnus, et ils aimeraient rendre la politesse :

« En plus en dehors de ça, ce qui m'a fait surtout venir ici, c'est qu'à Lyon, tu n'es personne. Tu n'existes pas. Et ici, les gens disent que c'est du commérage, que tout se sait, mais je trouve ça même bien dans un sens. Parce qu'une fois qu'on arrive ici, les gens me reconnaissent. Je suis quelqu'un à part entière. S'il m'arrive quelque chose, je vais être aidé. Tu existes ici. À Lyon, tu n'es personne. » Fry

Ou encore Caroline :

« C'est ma ressource, c'est un peu ma raison de vivre. [...] Puis j'ai la famille, toute mon histoire. C'est le pays qui nous a accueillis alors qu'on a été rejetés de l'Alsace. Y'a une reconnaissance envers la nature qui nous a accueillis ici. » Caroline

³⁴ Saskia Sassen, 2009, *La globalisation. Une sociologie*, Paris, Gallimard.



Quand le « public » relève de la sphère privée, un déni de reconnaissance de l'engagement ?

L'engagement envers le territoire est assez peu valorisé. Mais ce n'est rien à côté d'un ensemble d'autres engagements, plus privés, parfois intimes, dont certains sont apparus dans notre étude. Les engagements privés sont le plus souvent ignorés, voire ringardisés. D'ailleurs, c'est auprès des professionnels que nous avons testé leur manque de visibilité. Ou alors leur manque de lisibilité. Dans nombre de territoires investigués, les professionnels évoquent en premier lieu deux catégories de jeunes qui ne sont pas encore en emploi : la première, celle des jeunes « non-engagés », souvent non ou peu diplômés, vivant sur le territoire sans que l'on sache trop ce qu'ils font, sans qu'on les voit, si ce n'est lorsqu'ils posent problème. La deuxième concerne souvent des jeunes du village qui sont partis suivre des études en ville et qui reviennent les week-ends ou pendant l'été et en profitent pour monter ou participer à des projets associatifs. Ce sont bien souvent les mêmes jeunes qui font des voyages d'étude, des voyages humanitaires ou encore des Services civiques.

Cette première catégorisation se base sur la conformité des engagements des jeunes avec ce qui est valorisé comme étant de l'engagement actuellement. Vient ensuite un second temps au cours duquel ce sont alors tous les jeunes orientés dans un dispositif de type Service civique ou Garantie jeune qui sont considérés comme engagés. Ici, l'évidence de l'engagement s'altère quelque peu. Par exemple, des professionnels admettent que si les jeunes signent des contrats d'engagement, pour autant leur véritable implication dans le dispositif est limitée. Ils sont engagés par un contrat, ils ne sont pas engagés corps et âme dans un projet. En rencontrant des jeunes dans cette situation, nos données de terrain corroborent cette perception des professionnels. Bien souvent, les jeunes sont engagés à demi et sous conditions dans les dispositifs. Par contre, ils sont très engagés, mais autrement et pas uniquement dans des engagements post-it. Ils sont même plutôt engagés avec sérieux, profondeur, sur du long terme et bien souvent sans en tirer un réel profit.

C'est d'ailleurs lorsqu'on aborde cette autre acception de l'engagement que les professionnels peuvent entrer dans l'épaisseur des situations vécues par ces jeunes. Et tous l'admettent, les jeunes qu'ils accompagnent, suivent ou rencontrent, sont tous engagés. Les professionnels sont même admiratifs de ce avec quoi les jeunes doivent se débrouiller, de voir comment ils tiennent des engagements parfois très complexes à coordonner :

« C'est récent que je reçoive beaucoup de jeunes et je trouve que leur engagement, leur motivation à se sortir de situations compliquées, vraiment je suis très admirative de toute l'énergie déployée. »
Professionnelle

Et c'est ainsi que les langues se délient sur la multiplicité des engagements et leurs formats. Dans un centre socio-culturel, les professionnels vont évoquer des jeunes qui se mobilisent pour aider à la tenue d'un festival de musique, tous les étés. Ou encore d'un jeune homme qui, tous les week-ends, aide un ami à construire son futur garage automobile, alors qu'il n'a lui-même aucune compétence dans le domaine. Puis, dans une association, on nous parle de cette jeune femme qui fait 100 km tous les week-ends pour aller voir ses grands-parents, isolés dans un village encaissé. Elle leur fait les courses, le ménage. Et de loin en loin apparaissent des situations narrées au fil du document. C'est la situation de Caroline :

« J'ai beaucoup aidé ma mère par rapport à ses parents. Ma grand-mère a beaucoup de problèmes de santé depuis deux ans, elle a un cancer en fait. Et ma tante n'est pas là, donc en fait, je remplace ma tante. Je fais le ménage, les courses, je m'occupe d'eux. Ça pèse. Pourtant à côté... J'ai ma vie, j'essaie de chercher un boulot, je passe mon permis, je suis engagée dans des associations où je suis trésorière. » Caroline



C'est ce qu'expérimente aussi Chloé :

« Mon grand-père ne peut plus conduire, mon père travaille et ma mère ne peut plus conduire pendant un mois. Donc faut bien qu'ils mangent. Faut faire les courses, le ménage, les chiens se nourrissent pas tous seuls. Je ne sais pas comment je vais faire. Parce qu'il faudra que je retourne ici régulièrement. Avec les heures de boulot... Certains soirs, je termine à 23h30. À 23h30 j'ai ni envie de sortir le chien, ni de revenir ici, ni de m'occuper de mes grands-parents. » Chloé

Et on se remémore alors Raphaël, un jeune homme rencontré dans un temps collectif de la Garantie jeune. Il peine à définir les engagements qu'il a. Il n'évoque même pas celui de la Garantie jeune, dispositif dans lequel il est pourtant inscrit et pour lequel il est assidu. C'est l'animateur du groupe de jeunes qui l'incite à se considérer différemment. Il lui rappelle qu'il s'est déjà engagé, et que ce n'était pas à la légère. Par exemple, dernièrement, quand le jeune homme a aidé un voisin à s'occuper de ses chevaux pendant très longtemps, bénévolement : « *Ah mais non, mais ça c'est un pote. Ouais... C'est un engagement. Mais pour moi, c'est normal en fait de faire ça.* »

Ainsi, la plupart des jeunes rencontrés ne s'estiment pas engagés de prime abord. Ou alors ils évoquent les engagements normés : service civique, garantie jeune, parfois même le permis de conduire ou l'emploi. Leurs autres engagements, quand bien même ils seraient en fait dominants, ne sont pas évoqués. C'est comme s'ils ne pouvaient pas être considérés comme des engagements. Ils débordent le cadre de ce qui est appelé aujourd'hui engagement. C'est une sorte de kidnapping du terme qui brouille alors les cartes. On ne peut se dire engagé que si on respecte les normes actuelles de l'engagement. Peu importe que les normes actuelles ne respectent pas elles-mêmes la pluralité des sens historique, culturel et sémantique de l'engagement.

C'est en échangeant avec les jeunes qu'ils repensent peu à peu leur positionnement et s'observent différemment. Ceux considérés comme désengagés, désinvestis reprennent le discours porté à leur rencontre pour le transformer plus justement en se le réappropriant. Ils exposent alors leurs multiples engagements et comprennent ce faisant pourquoi ils ne veulent pas ou ne peuvent pas répondre parfaitement aux engagements normés. Ils sont empêchés, contraints par d'autres engagements, non reconnus. Et ils sont trop engagés dans des engagements hors-cadre pour s'investir encore ailleurs. Reconnaisant cela, ils s'extraient alors de l'incapacité dont ils sont affublés. Ils sont capables, à tel point qu'ils sont surengagés, surinvestis, sur-responsabilisés dans leurs engagements. Il reste à les faire reconnaître par autrui pour que le processus de reconnaissance puisse enfin se poursuivre. Et, paradoxalement, la reconnaissance des engagements invisibilisés peut donner une nouvelle valeur aux engagements normés auxquels, pour certains, ils tentent de correspondre. Ils savent alors que s'ils n'y répondent pas parfaitement, ce n'est pas pour cause d'incompétence. C'est parce qu'ils sont pris dans un maillage d'engagements qu'ils doivent coordonner. Et ils entendent le faire reconnaître.

Certains des enquêtés vont alors plus loin encore. Ils réinvestissent les engagements qu'ils ont pris vis-à-vis d'eux-mêmes. Par exemple, Marie rappelle ses convictions, « *je suis végan, ça demande un engagement et je suis engagée dans plein d'autres trucs, je suis un peu féministe par exemple.* » La jeune femme finit par signaler qu'elle est proche de la tendance antispéciste, et qu'ainsi son engagement est aussi un engagement politique, il s'agit de « *citoyenneté alimentaire* »³⁵.

³⁵ Karine Vigneault, 2011, Rapport à soi et citoyennetés alimentaires. Diagnostic d'une politique des plaisirs, Thèse de doctorat en communication, Montréal, Université de Montréal.



Chloé, 19 ans

« J'ai habité à Aix-en-Provence toute ma vie, et trois jours après mon bac on m'a emmenée ici. Ma vie sociale s'est arrêtée, ma vie sentimentale s'est arrêtée, ma vie professionnelle s'est arrêtée en même temps que mes études. Y'a tout qui s'est arrêté. Ma vie elle est trop pourrie ici en fait. Ce n'est pas la même mentalité. Dans le sud, les gens se rentrent dedans et puis c'est tout. Ici, les gens sont hypocrites. Puis il ne fait pas beau ici, il fait froid, il neige. Je payais pour aller voir la neige à la station de ski avant. »

Le paysage est ainsi posé par Chloé. Elle est arrivée dans ce village pour suivre ses parents et vit aujourd'hui avec eux dans une maison attenante à celle de ses grands-parents. Ses frères et sœurs ont déjà quitté le domicile familial et la jeune femme se retrouve un peu seule. Pour autant, en un an, elle a déjà lié connaissance avec les jeunes du coin. Mais ce n'était pas vraiment la vie qu'elle avait imaginée.

Un peu désœuvrée, sans perspective d'emploi, Chloé est entrée en Garantie jeune. Très rapidement elle a trouvé un emploi. L'enthousiasme est mesuré, parce que cet emploi, c'est dans un *fast-food* situé dans la première petite ville à portée du village :

« Je fais 140 bornes par jour pour aller travailler. Tout mon argent passe dans l'essence. J'y gagne rien, sauf de la fatigue et du stress de ne pas arriver à l'heure et machin chose. Donc j'ai appelé ma chef pour voir si la semaine prochaine elle ne pouvait pas me faire des horaires non découpés pour que je puisse m'occuper de faire mes cartons, de ma mère qui pourra plus conduire, plus faire le ménage, plus m'occuper des chiens ce qu'elle ne pourra pas faire non plus, que j'amène mes grands-parents faire les courses, puis moi, entre temps, emménager. J'ai trop de trucs à faire, je suis débordée. Ma chef m'a gentiment envoyée balader, elle doit me rappeler demain. Mais je pense que ce sera non. Je ne sais pas comment je vais faire. »

Cet emploi est loin d'être l'emploi de ses rêves. D'ailleurs quand elle s'est rendue à son entretien d'embauche, c'était le cœur léger, histoire de voir. Ses parents ont insisté pour qu'elle y aille, pour qu'elle trouve un travail. Elle ne pensait pas qu'elle serait prise dans le *fast-food*. Mais finalement oui. Alors la jeune femme a assumé. L'entretien a lieu un dimanche, le mercredi suivant, elle débute.

Avant de penser à elle et à ce qu'elle souhaite vraiment faire, Chloé doit s'occuper d'une multitude de choses. Rien n'est prêt pour qu'elle commence ce travail. Déjà, la voiture. C'est son grand-père qui lui a donné la sienne. Il ne peut plus conduire. Ce cadeau aide beaucoup Chloé mais la voiture nécessite de menues réparations et de l'entretien. Il y a les pneus neige, obligatoires dans le territoire, à 600 euros. Puis il y a eu le problème au démarreur, 150 euros. La note grimpe vite, son grand-père en paie une partie. Il paie aussi la moitié de l'assurance. Une chance qu'elle ait déjà le permis, sinon elle n'aurait même pas pu accepter cet emploi.

Puis il y a un ensemble d'autres contraintes. Ses grands-parents ne peuvent pas vraiment se débrouiller seuls. Son grand-père ne peut plus conduire, il a des problèmes cardiaques, une machine respiratoire. Quant à sa grand-mère, elle n'a pas le permis. Et les parents de Chloé ne sont pas là actuellement. Les problèmes de santé de sa mère font qu'elle est hospitalisée à Marseille. Pour compléter le tableau, il y a les chiens. 5 bergers allemands dont deux sont à la jeune femme, il faut s'en occuper. Au départ, Chloé évoque à demi les chiens. Puis quand elle est prise au sérieux, elle s'autorise à dire à quel point ils engagent sa responsabilité :

« Quand je vais déménager, je connais personne. Au début ça va être compliqué. J'ai deux chiennes qui sont à moi sur les cinq. Je pars avec la plus vieille qui peut vivre en appartement, l'autre ce n'est pas encore possible.

Je veux déménager avec mon chien. Les apparts que j'ai visités, ils sont d'accord pour que j'ai le chien. Mais quand j'aurais déménagé, au début je m'occuperai essentiellement de mon chien. Parce que mon chien, il a toujours vécu avec un jardin. Donc là, le foutre en appartement et composer avec mes horaires de travail, mes cartons, mon installation, mon chien et ma mère, éventuellement. Puis y'a les grands-parents et plein de choses compliquées. »



Chloé, quant à elle, est prise dans une constellation d'engagements. Discrètement, elle montre une photo qu'elle vient de recevoir sur son téléphone portable. C'est un chiot. Elle l'a vendu et c'est le nouveau propriétaire qui lui donne des nouvelles, « *ah ben voilà, je suis même encore engagée avec ceux qui sont partis.* »

Il n'est pas anodin que l'engagement envers soi apparaisse si tardivement dans les préoccupations des jeunes enquêtés. L'engagement vis-à-vis de soi, ils en vantent tous la noblesse, l'absolue nécessité pour ne jamais se perdre, pour rester intègres. Mais cette forme d'engagement est régulièrement malmenée. C'est assez logique. L'engagement c'est aussi faire pour les autres, faire avec les autres. Comment sait-on quand on fait quelque chose uniquement pour soi, pour son propre intérêt ? L'intérêt de ses proches, n'est-ce pas aussi le sien ? Même si, paradoxalement, défendre leurs intérêts vous fait perdre les vôtres de vue ?

« J'ai peur de passer à côté de choses, de pas vivre assez de choses par rapport à mon âge. C'est sûrement encore des clichés. Je me sens tiraillée. D'un côté je sens l'obligation de rester si on a besoin de moi. Mon père a eu des problèmes à la suite de tout ce qui s'est passé. Ça a été un peu lié. Il a eu des problèmes de cœur pendant que j'étais à la fac. Et chaque fois qu'il avait des soucis, je rentrais à la maison pour être là. Y'a un moment où ça handicape un peu. Parce qu'à un moment donné, ce devoir-là, c'est qui qui le crée ? C'est moi, personne ne m'oblige. » Léa

Si personne n'oblige Léa, tout l'engage à agir comme elle le fait. On ne s'engage qu'en fonction d'un contexte qui vous oblige. C'est donc sur le contexte que doit se poser l'action, et pas forcément sur les personnes.



5 Points de repères

Ce troisième temps de l'étude fait office de synthèse du travail mais surtout de sa mise en ordre afin qu'il soit plus aisément saisissable pour et par l'action.

Tout au long de l'étude, les données recueillies auprès des enquêtés incitent à se départir d'une vision très normée de l'engagement. Sans ce détachement, ce déplacement, il paraît difficile d'atteindre, de rejoindre les jeunes considérés comme les plus en difficulté. Sans ce détachement, le risque de les positionner en tant qu'individus ne sachant pas s'engager est d'autant plus grand. Ce risque est, en outre, particulièrement injuste.

Car, au regard des entretiens et des rencontres avec les enquêtés, on observe que chacun est pris dans un maillage d'engagements qu'il tient au mieux, qu'il coordonne avec finesse. On observe aussi que ce maillage qui est tenu et qui fait tenir peut entrer en dissonance avec les dispositifs et perceptions de l'engagement tel qu'il est entendu à l'heure actuelle.

Il semble ainsi nécessaire d'accorder de la considération aux engagements déjà pris par les personnes. Cette considération permet à la fois de voir si les engagements pris sont coordonnables avec d'autres, plus valorisés, mais aussi de prendre en compte la valeur et la puissance intrinsèques des engagements informels pris par les jeunes. Ce faisant, une fois justice rendue aux situations et engagements en cours, y adjoindre de nouveaux engagements, formalisés par exemple, est à discuter avec les personnes concernées afin de voir si cela rejoint leur intérêt.

Les points de repères qui suivent s'articulent sur deux plans : d'une part, rappeler les propriétés de l'engagement afin de saisir ce que cela coûte aux jeunes en termes d'investissement, de mise en gage de soi. D'autre part, préciser les conditions nécessaires pour les jeunes en difficulté au maintien des engagements déjà pris, voire pour contracter de nouveaux engagements à venir.

Des propriétés de l'engagement

Par propriétés de l'engagement, nous entendons les qualités propres de la notion qui en constituent sa nature. Par les apports fournis par les enquêtés, nous en avons répertorié 6 principales. Il s'agit donc des propriétés de l'engagement, ancrées dans l'expérience vécue des jeunes rencontrés. Il semble qu'elles puissent supporter la généralisation à d'autres situations, à d'autres jeunes.

► Citoyenneté

L'engagement touche à la citoyenneté

- Qu'il tienne des engagements formels, normés, ou des engagements informels, invisibilisés, pour celui qui s'y engage, les engagements qu'il prend sont tous des engagements citoyens à partir du moment où ils ont affaire avec le soin, le souci porté à autrui et/ou au bien commun (des amis, de la famille, des inconnus, ou encore l'écosystème, etc.).
- La citoyenneté des engagements de différentes natures s'illustre par le fait que tous les engagements sont pris pour et/ou avec les autres citoyens. Qu'il s'agisse d'inconnus, de la



famille, d'amis, d'un professionnel auquel on fait confiance, on s'engage parce qu'on est embarqué par l'intérêt des autres jusqu'à parfois en oublier le sien.

- Les engagements rejoignent à la fois le civisme (agir pour que l'intérêt général l'emporte sur les intérêts particuliers) et/ou la solidarité (qui consiste à venir en aide à d'autres, plus démunis, directement ou par le biais des politiques publiques). Ce faisant, la citoyenneté est autant affaire de civisme que de solidarité, tout comme l'engagement.

► **Contrainte**

L'engagement est une manière de répondre à une situation donnée

- S'engager, ce n'est pas nécessairement faire ce qu'on « veut », mais d'une certaine manière faire « ce qu'on peut » au regard d'une situation donnée. C'est donc déjà être situé, se situer dans un contexte et s'embarquer en fonction de ce contexte sans pour autant savoir ce qui va advenir. L'engagement apparaît dans un contexte qui rend possible son apparition, voire qui oblige son apparition.
- On peut alors être engagé malgré soi bien avant d'avoir compris qu'on l'était. Ou encore, on s'engage sans conscientiser son action comme une forme d'engagement. On s'engage alors parce qu'il n'y pas d'autre solution. « Plus qu'une dimension morale (connaissance du bien et du mal) ou pratique (rapport avec la volonté pure), l'engagement a donc une dimension "pragmatique" : que faire à partir de ce qui nous est donné, comment être le plus efficace avec les moyens du bord ?³⁶ »

► **Responsabilité**

L'engagement mobilise la responsabilité de toutes les parties

- Toutes les parties sont tenues de respecter leur engagement et les promesses qui vont avec. Elles sont responsables de la promesse faite lorsqu'elles se sont engagées. Elles y sont tenues. A minima, chaque partie doit être en capacité d'expliquer pourquoi elle ne peut pas tenir son engagement, les promesses qui y sont liées et trouver des solutions pour y pallier.
- Le sens de la responsabilité rejoint la volonté d'être utile. L'engagement impute une responsabilité, il rend notamment responsable vis-à-vis de l'autre partie et bien souvent au-delà. Ce faisant, portant une responsabilité, l'individu se sent utile. Il l'est a minima pour l'autre partie mais dans la plupart des situations son utilité transparaît aussi à travers ce qu'il doit faire pour remplir son engagement.
- Refuser un engagement qu'on pense ne pas pouvoir ou vouloir tenir, c'est un désengagement responsable, une conscience de ce que c'est qu'être engagé, et quelque part, c'est être aussi engagé : dans une relation de respect vis-à-vis d'autrui, et parfois dans d'autres engagements qui vous obligent déjà.

³⁶ Alexandra Makowiak, 2005, *Paradoxes philosophiques de l'engagement*, in *L'engagement littéraire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp.19-30.



► Risque

L'engagement est une prise de risque

- Il y a une incertitude constitutive de l'engagement : on s'y lance mais on ne sait pas à quel prix. On ne sait pas non plus si on en sera capable. On ne sait pas non plus à quoi vont nous engager nos engagements. L'engagement est une volonté mise en mouvement vers l'imprévisible. Le risque est conséquent, surtout quand on le met en vis-à-vis avec ce que l'on suppose dans le cadre de cette étude : ce que l'on met en gage, c'est soi, ou des parties de soi. Donc, ce qui s'y risque, c'est soi.
- Au regard des risques induits, la dynamique de l'engagement doit être accompagnée d'un ensemble de sécurités. Cela ne veut pas dire que les sécurités sont nécessaires à l'engagement. Nombre des jeunes enquêtés se sont risqués quand bien même rien n'avait été organisé pour les rassurer ni pour assurer cette mise en danger. Comme évoqué plus haut, s'engager, ce n'est pas forcément un choix. Ce peut être une mise en situation qui peut devenir mise en insécurité. Cependant, pour que les jeunes puissent conduire à terme, valoriser, développer et articuler les engagements dans lesquels ils sont pris, il faut des mises en sécurité.
- Les risques pris le sont pour soi, mais aussi bien souvent pour les autres. La famille est une donnée non-négligeable quand on considère les dynamiques de l'engagement. Elle peut être un facilitateur de l'engagement en étant support pour les jeunes, voire médiatrice, comme elle peut être un frein, soit parce qu'elle engage le jeune dans des situations qui empêchent d'autres engagements, soit parce qu'elle ne comprend pas les engagements pour lesquels il se mobilise. Faire pour les autres est ainsi tout autant un moteur qu'un risque. Il est un risque en raison de la mise en gage de ce que l'on suppose être sa propre valeur aux yeux des autres.

► Réciprocité

L'engagement doit obliger toutes les parties

- Il n'y a pas d'engagement possible sans réciprocité. L'attente de réciprocité ne doit pas être comprise comme une attente immorale mais comme une attente de reconnaissance.
- Dans la réciprocité attendue, c'est aussi une mise à l'épreuve de l'autre, de la confiance qu'on peut lui accorder qui s'exerce. L'engagement demande à se positionner, à prendre place face à autrui. La réciprocité commence par la reconnaissance de la rencontre de deux altérités. Les procédures de reconnaissance ne dépendent donc pas que des jeunes mais de volontés conjointes qui se rencontrent. Reconnaître les jeunes et leurs engagements, c'est le rôle, entre autres, des professionnels.
- La reconnaissance est une forme de réciprocité mais à travers la reconnaissance se joue aussi la valorisation et une possible réciprocité à venir. Dans la théorie du don/contre-don, la temporalité du retour n'est jamais actée. Il doit y avoir un retour, à un moment donné, dans la relation. Il peut intervenir bien plus tard, la dette demeure en suspens, toujours en attente d'être due.



► Durée

L'engagement s'inscrit dans du temps long

- A contrario de l'engagement post-it, quand les enquêtés se sentent vraiment engagés, impliqués, c'est pour longtemps. Ils savent que l'engagement s'éprouve et qu'il éprouve toutes les parties. Cette mise à l'épreuve demande de l'endurance, donc du temps long.
- Si les jeunes se prêtent volontiers aux engagements ponctuels, post-it, ils savent très bien mesurer la différence entre cette forme d'engagement et celle qu'ils expérimentent de manière plus profonde. Ils savent qu'ils n'y mettent pas la même chose, ils savent qu'ils se mettent bien plus en gage dans leurs engagements de temporalité longue que dans les engagements post-it.
- Le temps long de l'engagement demande de l'endurance. L'endurance n'implique pas forcément la régularité, ni ne suppose une intensité constante. Il peut y avoir des temps de relâchement, des absences, des renoncements ponctuels. Mais comme le temps long permet d'éprouver la relation, ce n'est jamais sur une séquence de relâchement ou de retrait qu'il mesure sa puissance, c'est sur la permanence qui lie les parties, engagées l'une envers l'autre.

Des conditions pour tenir les engagements pris

Par conditions, nous entendons ce qui rend possible le déploiement de l'engagement chez les jeunes en situation de précarité économique. Ce ne sont pas les conditions qui permettent l'apparition de l'engagement qui sont explorées ici. Nous l'avons signalé à de nombreuses reprises, l'engagement est situé, contextuel et il est bien souvent fonction des conditions dans lesquelles doit évoluer la personne. S'il est possible d'agir sur ces conditions, notre ambition est plus modeste et concerne d'autres conditions. Il s'agit ici d'énumérer ce qui peut permettre à l'engagement des jeunes en difficulté de se développer, de faire pleinement sens pour eux et de pouvoir être réinjecté dans leur parcours de vie.

► Partir des engagements existants

Si la plupart des jeunes enquêtés ne s'estiment pas engagés de prime abord, ils tiennent pourtant une multiplicité d'engagements. Or cette multiplicité relève bien souvent des engagements non-normés. Ce faisant, elle n'est pas reconnue. Peut-être surtout, elle n'est pas connue. Les enquêtés ne l'évoquent pas systématiquement, et ne l'évoquent que rarement sous l'angle de l'engagement. Ce sont pourtant ces engagements qui peuvent être le terreau d'engagements formels à venir et/ou qui peuvent limiter, retarder, empêcher des engagements formels, raison pour laquelle il est nécessaire de :

- Reconnaître et faire reconnaître aux jeunes les engagements qu'ils tiennent effectivement est le premier jalon à poser. Les personnes peuvent ainsi s'approprier et conscientiser les engagements qu'elles tiennent et auxquels elles tiennent. Ces engagements sont à considérer avec respect et sérieux, car ils ne seront de toute façon pas mis sur le côté par les personnes. Il faut « faire avec », les nier, c'est mettre à mal ces engagements-là tout comme c'est empêcher la pleine réalisation d'autres formes d'engagement ;



- L'enjeu est donc de coordonner avec les jeunes leurs engagements déjà présents avec de nouveaux qui pourraient éventuellement s'y raccrocher. Sans cette coordination, les jeunes ne pourront pas tenir aucun de leurs engagements (formels et informels) ce qui, nous l'avons vu dans le document, revient à porter des coups violents à l'estime de soi et à la croyance en sa propre valeur et en ses compétences ;
- Considération des engagements existants et coordination des différents engagements et des différentes formes d'engagement vont de pair avec une redéfinition des intérêts des parties en présence. La manière dont les jeunes définissent la notion d'intérêt, la manière dont ils définissent leurs intérêts ne correspondent pas forcément à ce qu'y mettent les professionnels ou les institutions. Tout comme il est nécessaire de prendre au sérieux les engagements déjà pris par les jeunes, il est nécessaire de prendre en compte ce qu'ils considèrent comme étant leur intérêt pour que les engagements qui leur sont proposés n'apparaissent pas comme jouant contre leurs intérêts ;
- C'est aussi pour respecter les intérêts tels qu'ils sont vécus par les jeunes que la coordination des engagements demande à articuler des tensions très fortes à la fois entre des engagements de natures et de degrés différents mais aussi demande de pacifier des tensions entre mondes sociaux qui peuvent parfois avoir du mal à se rencontrer.

► Considérer que l'on s'engage pour et avec

S'engager, c'est faire pour les autres, c'est aussi faire avec les autres. L'importance du collectif qui embarque et dans lequel l'individu est embarqué est cruciale. C'est pour cela que la dynamique de groupe fait partie de la dynamique de l'engagement. Notons que le groupe peut être de densité faible, qu'il peut compter peu d'individus ou qu'il peut encore être immatériel. Quoiqu'il en soit, la personne, en l'occurrence le « jeune », doit s'y sentir une appartenance, doit y avoir une place. Il a une importance dans le groupe, pour le groupe. Il en est un élément utile, auquel incombent des responsabilités, principalement pour le groupe.

Car l'engagement repose sur des dynamiques relationnelles. Cela peut être des proches comme les parents, des amis, des collègues ou encore des professionnels qui jouent tous un rôle dans le processus d'engagement. Ainsi :

- Faire avec les autres, c'est aussi s'engager avec eux et, de fil en aiguille, s'engager pour eux. C'est là où réside tout l'intérêt de cet engagement avec. C'est là où réside toute la mise en risque de soi. Car comme dans le faire pour les autres, faire avec, c'est prendre le risque de décevoir quand on ne peut plus assurer sa place dans le destin collectif ;
- Être embarqué, c'est autant s'engager pour aider, satisfaire autrui que pour ne pas le décevoir. En symétrie, ne pas s'engager, se désengager peut aussi être un mouvement visant à respecter l'autre, à éviter sa déception ou encore à maintenir, à respecter des engagements pris en amont. Dans ce cas de figure, on ne s'engage pas pour ne pas décevoir ceux pour lesquels on s'est investi dans des engagements antérieurs ;
- On observe ainsi que les sentiments de confiance, d'affection et d'intérêt sont entremêlés dans les dynamiques de l'engagement. Si l'on s'engage pour et/ou avec, il faut avoir des raisons, bien souvent affectives, d'être embarqué.



► Penser la contrainte sous conditions

C'est le contexte qui oblige à s'engager et c'est la personne qui se sent obligée par le contexte. On s'engage alors parce qu'il s'agit de la moins mauvaise solution, parce qu'il s'agit de la seule solution, ou parce qu'on ne sait pas qu'on est en passe de s'engager. Et quand on le réalise, c'est déjà trop tard. On est pris dans un engagement.

L'engagement s'enracine donc dans la contrainte. Cependant pour que l'engagement fasse sens et puisse servir celui qui s'engage :

- La contrainte induite par le contexte ne doit pas être confondue avec une injonction, une obligation à s'engager ;
- Un ensemble de conditions doivent précéder la contrainte ce qui la rend tenable et acceptable et lui donne sens (par exemple, la prise en compte des engagements formels et informels déjà pris par la personne, la présence-absence de support familial, le besoin de ressources pour survivre, etc.) ;
- L'interconnaissance sur du temps long et la confiance rendent possible l'incitation à s'engager. Cela signifie que les deux parties se sont mises à l'épreuve mutuellement et ont pu tester la validité de la relation. Ce n'est qu'après cette construction lente et patiente de la relation qu'une incitation peut apparaître ;
- La contrainte est productrice d'engagement à condition que la contrainte soit exercée par une personne légitime et qui assume l'engagement avec celui qui s'engage ;
- Toutes ces précautions sont nécessaires. Si elles ne sont pas prises, elles peuvent briser la relation. Et les ruptures relationnelles sont complexes à rattraper, si jamais elles le sont. Ces précautions sont aussi nécessaires parce que les parties en présence savent que s'engager, c'est prendre un risque. Et ce risque doit être proposé si un ensemble de sécurités sont mises à disposition dans le même temps.





Éditeur :

LA MISSION REGIONALE D'INFORMATION SUR L'EXCLUSION
ASSOCIATION LOI 1901
14 RUE PASSET – 69007 LYON

Directeurs de la publication :

ANNAÏG ABJEAN, DIRECTRICE, MRIE

Étude réalisée et coordonnée par :

ÉLODIE JOUVE, CHARGÉE DE MISSION, MRIE

AVEC LE SOUTIEN DE

Direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale



CONCEPTION GRAPHIQUE : NICOLE AYED, MRIE
DATE DE PARUTION : DECEMBRE 2017



mrie
Mission Régionale Rhône-Alpes
d'Information sur l'Exclusion

Avec le soutien de



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES